Quatre-vingt-septième année. — N° 214. Le Numéro : 15 francs. Samedi 10 Septembre 1955.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
					Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P. : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer. .	3.450	1.800	950	300	800	600	400	250	550	1.000	500	250
Etranger.	6.600	3.400	1.750	500	2.100	1.600	800	450	850	1.700	800	400

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

La circulaire du 6 septembre 1955, relative aux **traitements des fonctionnaires** applicables à compter du 1er octobre 1955, a fait l'objet d'une brochure portant le **n° 147 S,** qui est mise en vente ou expédiée par la Direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e), au prix de **10 F.**

(Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal [C. C. P. 9063-13 Paris].)

Quant aux barèmes analogues à ceux déjà publiés, ils seront très prochainement édités en une brochure spéciale donnant le taux mensuel des traitements et des indemnités.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Décret n° 55-1115 relatif à la fixation et à la revision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat (rectificatif) (p. 9034).

Ministère de l'intérieur.

Décret n° 55-1190 du 1er septembre 1955 relatif au recrutement sur contrat, à titre exceptionnel, du personnel des transmissions du ministère de l'intérieur (p. 9034).

Décrets des 2, 8 et 9 septembre 1955 portant promotions, nominations et admission à la retraite (administration préfectorale) (p. 9034).

Arrêtés portant promotions, nominations, mutations, admissions à la retraite, conférant l'honorariat et rectificatif (sûreté nationale) (p. 9035).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Décret du 9 septembre 1955 portant changement d'armée (active) (p. 9036).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Décret n° 55-1191 du 9 septembre 1955 soumettant diverses entreprises au contrôle économique et financier de l'Etat (p. 9036).

Arrêté du 5 septembre 1955 portant autorisation d'émission, par la Société nationale des chemins de fer français, de bons 5 1/2 p. 100 à quinze ans (p. 9036).

Arrêté du 6 septembre 1955 portant statut et fixation du système de rémunération du personnel ouvrier des entrepôts et ateliers du service des alcools (p. 9036).

Ministère de la France d'outre-mer.

Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret (p. 9039).

Ministère de l'agriculture.

Arrêté du 8 septembre 1955 fixant le prix des pommes à cidre et des poires à poiré de la récolte 1955 (p. 9039).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêtés relatifs à la désignation de médiateurs dans les régions de Dijon, Nantes et Strasbourg (p. 9040).

Circulaire n° 71 S.S. du 3 septembre 1955 relative aux élections des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (organisation de la propagande électorale) (p. 9041).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Arrêtés du 8 septembre 1955 portant homologation de coefficients d'adaptation départementaux du bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis (p. 9039).

Nominations à des emplois réservés (p. 9049).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis aux importateurs de produits en provenance d'Allemagne orientale (p. 9049).

Sociétés étrangères d'assurances : Avis d'agrément de représentants responsables (p. 9049).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Avis aux importateurs de produits en provenance d'Allemagne orientale (p. 9049).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination des pays membres de l'Union européenne des paiements (p. 9049).

Annonces (p. 9050).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 83 A. N.

Assemblée nationale. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 4705).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret n° 55-1145 relatif à la fixation et à la revision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat.

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 août 1955:

Page 8837, 1re colonne, 2e ligne, article 2, après les mots: « le ministre des postes, télégraphes et téléphones », ajouter: « ... le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre... » (le reste de l'article sans changement).

Signatures (*in fine*), ajouter:

« *Le ministre de l'industrie et du commerce,*
« ANDRÉ MORICE.

« *Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,*
« RAYMOND TRIBOULET. »

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 55-1190 du 1er septembre 1955 relatif au recrutement sur contrat à titre exceptionnel du personnel des transmissions du ministère de l'intérieur.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 52-1383 du 22 décembre 1952 portant statut du personnel des transmissions du ministère de l'intérieur,

Décrète:

Art. 1er. — Pendant une durée de trois mois à compter de la publication du présent décret, et pour satisfaire aux besoins exceptionnels du service des transmissions en Algérie, le ministre de l'intérieur pourra procéder au recrutement sur contrat:

D'un ingénieur;
De trois ingénieurs de travaux;
De trente et un contrôleurs;
De quatre-vingt-treize agents des transmissions.

Art. 2. — A cet effet, il pourra être fait appel aux candidats âgés d'au moins vingt et un ans en ce qui concerne les ingénieurs et les ingénieurs de travaux, de dix-huit ans au moins en ce qui concerne les contrôleurs et les agents de transmissions remplissant les conditions prévues par l'article 23 du statut général des fonctionnaires, titulaires d'un des diplômes prévus par le décret du 22 décembre 1952 susvisé pour la catégorie correspondante des fonctionnaires titulaires ou ayant satisfait aux épreuves d'un examen d'aptitude, dont les modalités sont fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Les candidats aux emplois d'ingénieurs et ingénieurs de travaux qui ne seraient pas titulaires d'un des diplômes visés ci-dessus devront justifier respectivement de cinq années et trois années de pratique professionnelle dans le domaine des télécommunications.

Art. 3. — Les candidats retenus seront rémunérés sur la base de l'indice afférent à l'un des échelons des grades d'ingénieur de 2e classe, d'ingénieur de travaux, de contrôleur ou d'agent des transmissions, sans que cette rémunération puisse excéder respectivement celle:

D'un ingénieur de 2e classe, 4e échelon;
D'un ingénieur de travaux de 4e échelon;
D'un contrôleur du 5e échelon;
D'un agent des transmissions du 5e échelon.

L'échelon servant au calcul de la rémunération de l'ingénieur contractuel est fonction de l'âge, conformément au tableau ci-dessous:

Vingt et un ans minimum: échelon stagiaire;
Vingt-quatre ans minimum: 1er échelon;
Vingt-sept ans minimum: 2e échelon;
Trente ans minimum: 3e échelon;
Trente-trois ans minimum: 4e échelon.

En ce qui concerne les ingénieurs de travaux, les contrôleurs et agents des transmissions contractuels, l'échelon servant au calcul de la rémunération ne pourra être plus élevé que celui déterminé en tenant compte de la durée de pratique professionnelle dans le domaine des télécommunications dans des conditions analogues à celles prévues aux articles 37, 50 et 60 du décret du 22 décembre 1952.

Art. 4. — A la rémunération de base calculée en application de l'article précité s'ajoutent les indemnités à caractère résidentiel et familial prévues pour les fonctionnaires de l'Etat de même indice en service en Algérie.

Art. 5. — Les agents recrutés en vertu des dispositions qui précèdent sont soumis aux mêmes obligations professionnelles que les fonctionnaires du service des transmissions; ils jouissent des mêmes avantages en matière de congé annuel.

Ils sont soumis en matière de licenciement aux dispositions du décret n° 55-159 du 3 février 1955.

Art. 6. — Le ministre de l'intérieur pourra prononcer le licenciement de ces agents sans préavis ni indemnité pendant les trois mois qui suivent le recrutement des intéressés, ainsi qu'à tout autre moment en cas d'indiscipline ou de faute lourde.

Art. 7. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 1er septembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'intérieur,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
JEAN MÉDECIN.

Décret du 2 septembre 1955 portant nomination du préfet de la Seine.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu les décrets des 19 juin 1950 et 14 juin 1951 relatifs au statut particulier du corps préfectoral;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Pelletier (Emile), préfet de la Haute-Garonne (hors classe), inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire pour la 5e région militaire, est nommé préfet de la Seine, en remplacement de M. Haag, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 septembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret du 2 septembre 1955 admettant le préfet de la Seine à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu les lois des 18 août 1936 et 15 février 1946, et le décret du 9 août 1953 relatifs aux limites d'âge des fonctionnaires de l'Etat;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, notamment son article 139;

Vu l'article 18 de la loi du 27 février 1948;

Vu le décret du 23 mai 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Haag (Paul), préfet de la Seine, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Art. 2. — M. Haag (Paul) est nommé préfet de la Seine honoraire.

Art. 3. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 septembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret du 8 septembre 1955 portant promotion et nomination de sous-préfets.

Par décret en date du 8 septembre 1955:

M. Dupuy (André), sous-préfet de Cambrai (hors classe), est nommé sous-préfet d'Orléansville, en remplacement de M. Debia, appelé à d'autres fonctions.

M. Penel (Jacques), sous-préfet de Brive (hors classe personnelle), est nommé sous-préfet de Cambrai (hors classe).

M. Roche (Tony), secrétaire général d'Alger (1re classe), est élevé à la hors-classe et nommé sous-préfet de Brive. Dans ce poste, M. Roche bénéficiera de la hors-classe à titre personnel.

M. Delahaut (Pierre), sous-préfet (hors classe) de Blida, est nommé secrétaire général d'Alger.

M. Chasteauneuf (Pierre), sous-préfet de 1re classe, directeur du cabinet du préfet de la Réunion, est élevé à la hors-classe.

M. Verger (Louis), sous-préfet de 2e classe, directeur du cabinet du préfet de Constantine, est élevé à la 1re classe.

Décret du 9 septembre 1955 portant nomination d'un sous-préfet.

Par décret en date du 9 septembre 1955, M. Khelifa Laroussi est nommé sous-préfet de 3e classe hors cadres.

Sûreté nationale.

CHEFS DE SERVICE

Par arrêté du 14 août 1955, M. Petitjean (Pierre), sous-directeur de 1re classe, est nommé chef de service et placé en position de détachement.

Par arrêté du 5 septembre 1955, M. Rauzy (Albert), sous-directeur de 2e classe, est nommé chef de service à la direction générale de la sûreté nationale.

SOUS-DIRECTEURS

Par arrêté du 5 septembre 1955, M. Brugier (Gabriel), commissaire divisionnaire de classe exceptionnelle, est nommé sous-directeur de 2e classe à la direction générale de la sûreté nationale.

DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DES SERVICES DE POLICE

Par arrêté du 9 août 1955, M. Dupuis (Maurice), commissaire divisionnaire, est nommé directeur départemental des services de police pour le département du Rhône.

Par arrêté du 29 août 1955, l'honorariat est conféré à M. Brezet (Eugène), directeur départemental des services de police en retraite.

COMMISSAIRES DIVISIONNAIRES

Par arrêtés du 17 mai 1955, les commissaires divisionnaires dont les noms suivent ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

MM. Wattard (Georges), à compter du 12 août 1955.
Laagel (Marie), à compter du 25 août 1955.
Miramon (Jean), à compter du 29 août 1955.

Par arrêté du 2 août 1955, M. Reilhac (Charles), commissaire divisionnaire, est muté, dans l'intérêt du service, en qualité de chef du service des renseignements généraux du Rhône.

Par arrêtés des 9 août et 2 septembre 1955, les commissaires principaux dont les noms suivent sont promus commissaires divisionnaires de 1er échelon :

MM. Jouhaneau (Alfred).
Moronval (Roland).
Sunyach (André).
MM. Quilici (Jean).
Weisbecker (Henri) (détaché).
Calen (Jean) (détaché).

COMMISSAIRES PRINCIPAUX

Par arrêté du 17 mai 1955, M. Poisson (Charles), commissaire principal, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 18 août 1955.

Par arrêtés du 25 juin 1955:

M. Mevel (Noël), commissaire principal, est délégué dans les fonctions de chef du service régional de police judiciaire à Montpellier.

M. Truchi (Jean), commissaire principal, est muté, dans l'intérêt du service, en qualité de sous-chef du service régional de police judiciaire à Montpellier.

Par arrêté du 4 juillet 1955, M. Sorel (Paul), commissaire principal, est muté en qualité de commissaire central au service de la sécurité publique à Tarbes (intérêt du service).

Par arrêtés du 2 août 1955, sont mutés, dans l'intérêt du service:

M. Milhiet (Jean), commissaire principal, en qualité de chef du service des renseignements généraux du Havre.

M. Renard (Maurice), commissaire principal, en qualité de chef du service des renseignements généraux de l'Isère.

Par arrêtés du 27 août 1955, sont mutés, dans l'intérêt du service:

M. Lebrun (Pierre), commissaire principal, en qualité de chef du service des renseignements généraux à Agen.

M. Sansonetti (François), commissaire principal, en qualité de chef du service des renseignements généraux de Pontoise.

Par arrêté du 29 août 1955, M. Cham (Raymond), commissaire principal, est muté, dans l'intérêt du service, en Algérie et mis à la disposition du gouverneur général.

Par arrêté du 2 septembre 1955, les commissaires dont les noms suivent sont promus commissaires principaux de 2e échelon:

MM. Roux (Maurice), Neant (Pierre), Pimont (Robert), Romain (Paul), Brousse (Lucien), Bernadet (Jean).

COMMISSAIRES

Par arrêtés des 11 mars 1955 et 21 juillet 1955, pris en application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 et de la loi du 7 février 1953, M. Delerville (René), inspecteur principal, officier de police judiciaire, est nommé commissaire et admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1er septembre 1955.

M. Pratx (Alfred), commissaire, est muté, dans l'intérêt du service, en qualité de chef du service des renseignements généraux à Foix, chargé des fonctions de chef du secteur frontière de l'Ariège.

Par arrêté du 30 juillet 1955, M. Cresp (Auguste), commissaire, est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Isère.

Par arrêté du 9 août 1955, M. Pauly (René), commissaire, est muté, dans l'intérêt du service, en Algérie et mis à la disposition du gouverneur général.

Par arrêté du 17 août 1955, pris en application du décret du 25 mai 1955 et après avis du conseil de discipline, M. Blanc (Léon), commissaire de 3e échelon, est rétrogradé commissaire de 1e échelon.

Par arrêtés du 27 août 1955, sont mutés, dans l'intérêt du service:

M. Lambert (Léon), commissaire, au service des renseignements généraux de la gare de Lyon.

M. Lefebvre (Albert), commissaire, au service des renseignements généraux à Grenoble.

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 juillet 1955 : page 7217, 1re colonne, 26e ligne, au lieu de: « par arrêtés du 28 juin 1954, sont mutés, dans l'intérêt du service », lire: « par arrêtés du 28 juin 1955, sont mutés, dans l'intérêt du service ».

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Décret du 9 septembre 1955 portant changement d'armée (active).

Par décret en date du 9 septembre 1955, est, à compter du 1er août 1955, admis, sur sa demande, dans les cadres actifs de l'armée de l'air, avec son grade et son ancienneté de grade, dans le corps des officiers des bases de l'air:

M. le lieutenant-colonel du génie Cros (Pierre-Laurent).

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret n° 55-1191 du 9 septembre 1955 soumettant diverses entreprises au contrôle économique et financier de l'Etat.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu les articles 6 et 7 du décret du 30 octobre 1935 organisant le contrôle de l'Etat sur les sociétés, syndicats et associations ou entreprises de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat;

Vu la loi n° 51-675 du 24 mai 1951 relative à la construction navale;

Vu le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 portant codification, en application de la loi n° 55-360 du 3 avril 1955, et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat,

Décrète:

Art. 1er. — Les entreprises bénéficiant du concours financier prévu par la loi n° 51-675 du 24 mai 1951 relative à la construction navale sont soumises au contrôle économique et financier de l'Etat.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

GILBERT-JULES.

Autorisation d'émission par la Société nationale des chemins de fer français de bons 5 1/2 p. 100 à quinze ans.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret-loi du 31 août 1937 relatif au régime des chemins de fer et de la convention du même jour y annexée, ensemble les textes qui les ont modifiés et complétés;

Vu l'article 25 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, modifié par l'article 47 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 et par l'article 39 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955;

Vu la lettre en date du 2 septembre 1955 de la Société nationale des chemins de fer français,

Arrête:

Art. 1er. — Pour assurer le fonctionnement de ses dépenses d'établissement et de reconstitution, la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à émettre des bons d'une durée maximum de quinze ans assortis d'un intérêt de 5 1/2 p. 100, tous impôts sur les valeurs mobilières à sa charge.

Art. 2. — Ces bons seront créés en coupures de 10.000 F de valeur nominale, sous la forme au porteur ou sous la forme nominative, numérotés selon la suite naturelle des nombres.
Ils seront émis jouissance du 1er septembre 1955.

Art. 3. — Ces bons seront amortis en quinze ans au maximum à compter du 1er septembre 1955, suivant un tableau d'amortissement établi sur la base d'une annuité constante d'intérêt et d'amortissement reproduit au verso des titres.

L'amortissement s'effectuera soit par remboursement à 10.500 F le 1er septembre de chaque année, à la suite de tirages au sort, soit par rachats en Bourse.

Chaque année, la moitié au moins des titres à amortir d'après le tableau d'amortissement seront obligatoirement remboursés par tirages au sort.

A partir de 1961, la Société nationale des chemins de fer français aura la faculté, au 1er septembre de chaque année, de procéder au remboursement anticipé à 10.500 F, soit de la totalité des bons restant en circulation, soit d'une partie seulement désignée par tirage au sort. Les bons ainsi amortis par anticipation seront imputés sur la ou les annuités d'amortissement les plus éloignées.

Il sera procédé aux tirages au sort susvisés de la manière suivante:

Pour chaque échéance, les bons à amortir seront appelés au remboursement à partir du numéro tiré au sort d'un bon non encore amorti, suivant la suite naturelle des nombres, le numéro 1 étant considéré comme succédant au dernier numéro émis.

Art. 4. — Les bons rapporteront un intérêt annuel de 550 F payable à terme échu le 1er septembre de chaque année, et pour la première fois le 1er septembre 1956.

Le montant des coupons indûment payés, pour quelque cause que ce soit, sera soumis à répétition.

Art. 5. — Les bons définis par le présent arrêté seront garantis par l'Etat.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 septembre 1955.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE BESSE.

Statut et fixation du système de rémunération du personnel ouvrier des entrepôts et ateliers du service des alcools.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 19 de la loi de finances n° 48-1337 du 14 septembre 1948;

Sur le rapport du directeur du personnel et du matériel,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le personnel ouvrier des entrepôts et ateliers du service des alcools comprend des agents de maîtrise et des ouvriers.

Le cadre des agents de maîtrise comporte des emplois de contremaître et de chef d'équipe.

Les services ouvriers sont formés d'ouvriers professionnels, de chauffeurs, d'ouvriers spécialisés, de manœuvres et de gardiens.

L'effectif du personnel ouvrier et la répartition de cet effectif entre les différents emplois sont fixés par arrêté interministériel.

Le régime applicable au personnel ouvrier du service des alcools tant en matière statutaire qu'en matière de rémunération est fixé par les dispositions ci-après.

DISPOSITIONS STATUTAIRES

Recrutement.

Art. 2. — Nul ne peut être nommé à un emploi du personnel des entrepôts et ateliers du service des alcools:

1° S'il ne possède la nationalité française depuis cinq ans au moins;

2° S'il ne jouit de ses droits civiques et s'il n'est de bonne moralité;

3° S'il ne se trouve en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'armée;

4° S'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction et s'il n'est reconnu soit indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse ou nerveuse, soit définitivement guéri.

Art. 3. — Sous réserve, éventuellement, des dispositions législatives ou réglementaires relatives aux emplois réservés, les agents des services ouvriers sont recrutés parmi les candidats âgés de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus. Toutefois, la limite d'âge est reculée d'un temps égal à la durée des services militaires accomplis à titre obligatoire par les intéressés.

Les candidats doivent produire à l'appui de leur demande d'emploi:

1° Un extrait de leur acte de naissance;

2° Un extrait de leur casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

3° Les certificats des entreprises qui les auraient employés précédemment;

4° Les certificats médicaux délivrés par un médecin de l'administration et les médecins spécialistes désignés par elle, constatant leur aptitude aux conditions physiques stipulées à l'article 2, paragraphe 4;

5° Le cas échéant, leur livret militaire.

Les frais des examens médicaux susvisés sont à la charge de l'administration.

Art. 4. — Les candidats aux emplois d'ouvrier doivent subir un examen ou un essai professionnel dont les modalités sont déterminées par arrêté ministériel.

Les candidats ayant subi avec succès l'examen sont admis à titre provisoire et astreints à une période d'essai d'un an.

Au cours de cette période, ils sont considérés comme stagiaires et peuvent être licenciés à tout moment, sans formalités ni préavis; ils peuvent également quitter leur emploi sans observer le délai congé prévu par la réglementation du travail.

A l'expiration de la période d'essai, si leur conduite, leur aptitude professionnelle et leur manière de servir ont été jugées satisfaisantes, les intéressés sont confirmés dans leur emploi par décision du directeur du service des alcools. Dans le cas contraire, ils sont soit maintenus à l'essai pour une année supplémentaire, soit licenciés sans indemnité.

Il n'est pas exigé de période d'essai pour les ouvriers déjà en fonctions qui ont réussi à l'examen ouvrant accès à la catégorie supérieure.

Art. 5. — Les agents du cadre de maîtrise sont recrutés soit parmi les candidats répondant aux conditions générales fixées à l'article 3 ci-dessus, soit parmi les ouvriers en fonctions dans les entrepôts et ateliers du service des alcools; dans le deuxième cas, la limite d'âge supérieure prévue à l'article 3 ne leur est pas opposable.

Les candidats doivent satisfaire aux conditions techniques requises pour l'emploi considéré, et notamment posséder le certificat d'aptitude professionnelle délivré par les services de l'enseignement technique ou des certificats de travail attestant des aptitudes équivalentes.

Ils doivent subir un examen dont les modalités sont fixées par arrêté ministériel; en cas de succès, ils sont admis à titre provisoire en qualité de stagiaire et astreints à une période d'essai d'un an.

Les agents de maîtrise stagiaires qui, au cours ou à l'expiration de cette période, ne sont pas reconnus aptes à remplir leurs fonctions sont soit licenciés, soit reversés dans le personnel ouvrier; ceux qui étaient issus du personnel ouvrier se trouvent automatiquement replacés dans la situation qu'ils auraient occupée s'ils n'avaient pas fait acte de candidature à l'emploi considéré du cadre de maîtrise.

Les agents de maîtrise stagiaires dont l'essai s'est révélé satisfaisant sont confirmés dans leur emploi par décision du directeur du service des alcools.

Art. 6. — Les agents de maîtrise et ouvriers confirmés peuvent obtenir leur affiliation au régime de pension de la loi du 2 août 1949 dans les conditions qui seront fixées par un décret en conseil d'Etat pris en application de l'article 1er de ladite loi. Ils prennent alors le titre d'ouvriers affiliés.

Les agents de maîtrise stagiaires issus du personnel ouvrier qui avaient déjà obtenu leur affiliation continuent, pendant la période d'essai, à être affiliés en qualité d'ouvrier; s'ils ont donné satisfaction, ils sont, à l'issue du stage, immédiatement affiliés en qualité d'agent de maîtrise.

Art. 7. — Les conducteurs de véhicules de toutes catégories sont astreints à des examens médicaux périodiques, suivant des modalités qui seront déterminées par décision du directeur des alcools.

Les conducteurs reconnus physiquement inaptes à l'exercice de leurs fonctions seront soit reclassés dans un autre emploi ouvrier de l'un quelconque des entrepôts ou ateliers du service des alcools, soit réformés dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 10 ci-dessous.

Sortie du service.

Art. 8. — Les ouvriers du service des alcools peuvent être amenés à quitter leur emploi par mise à la retraite, impossibilité définitive et absolue d'exercer les fonctions, licenciement pour suppression d'emploi, démission ou congédiement.

Art. 9. — La mise à la retraite des ouvriers affiliés est prononcée par le directeur du service des alcools dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur pour l'ensemble des ouvriers de l'Etat.

Art. 10. — L'impossibilité définitive et absolue d'assurer l'exercice de l'emploi fait l'objet:

En ce qui concerne les ouvriers confirmés, d'une décision du directeur du service des alcools, rendue après avis du médecin de l'administration;

En ce qui concerne les ouvriers affiliés, d'une décision ministérielle rendue après avis d'une commission de réforme dans les conditions prévues par l'article 8 du décret n° 50-783 du 24 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 août 1949.

Art. 11. — Le licenciement pour suppression d'emplois peut être prononcé par le directeur du service des alcools, sous réserve d'un préavis d'un mois, en cas de réduction d'effectifs, de manque de travail, de fermeture ou de changement d'implantation d'un entrepôt ou atelier, ou de suppression du service des alcools.

Les licenciements d'agents affiliés n'ont lieu que s'il ne reste plus aucun agent confirmé de même spécialité dans l'entrepôt ou l'atelier considéré.

Les agents affiliés menacés de licenciement sont admis par priorité à occuper un emploi vacant équivalent dans un autre entrepôt ou atelier, s'ils en font la demande au directeur du service des alcools.

Pour déterminer l'ordre de licenciement des agents affiliés, il est tenu compte des éléments ci-après dans l'ordre d'importance où ils sont énumérés: valeur professionnelle, ancienneté de services, charges de famille, qualité d'ancien résistant ou d'ancien combattant.

En cas de réembauchage par suite d'augmentation de l'activité d'un entrepôt ou d'un atelier, les agents affiliés qui auraient été licenciés dans les conditions susvisées sont appelés par priorité.

Art. 12. — Les agents affiliés ou confirmés qui désirent quitter leur emploi doivent en aviser par écrit, un mois à l'avance, le chef d'entrepôt dont ils dépendent.

S'ils abandonnent leur emploi sans préavis ou avant expiration de ce délai d'un mois, ils perdent le bénéfice des émoluments figurant sur le bordereau de paye en cours, sauf en cas de circonstances exceptionnelles et par décision spéciale du directeur du service des alcools.

Art. 13. — Le congédiement est une mesure disciplinaire qui ne peut intervenir que dans les conditions définies à l'article 15 ci-après.

Discipline.

Art. 14. — Les ouvriers sont à la disposition du service pour tous les travaux de l'entrepôt ou atelier auquel ils sont affectés.

Un règlement intérieur établi par le directeur du service des alcools fixe les conditions et la durée du travail, ainsi que les règles de discipline à observer dans les entrepôts et ateliers.

Art. 15. — Les sanctions dont sont passibles les agents du personnel ouvrier pour infraction au règlement intérieur ou insuffisance de rendement ou pour tout fait incompatible avec l'exercice de leur fonction sont:

L'avertissement;

La mise à pied avec privation de salaire pour une durée maximum de quinze jours;

La rétrogradation d'un ou plusieurs échelons de prime d'ancienneté;

Le congédiement.

L'avertissement est prononcé par le chef d'entrepôt.

Les autres sanctions sont proposées par le chef d'entrepôt et prononcées par le directeur du service des alcools. Elles doivent être motivées et notifiées par écrit aux intéressés, qui doivent être mis en mesure de prendre communication de tous les documents consti-

tuant leur dossier, au moins cinq jours avant leur audition par le chef d'entrepôt. Les agents en cause peuvent se faire assister d'une personne de leur choix appartenant au service.

En cas de congédiement, les agents peuvent demander à être entendus par le directeur du service des alcools.

L'avis d'un conseil de discipline, dont la composition et le fonctionnement seront fixés par arrêté ministériel, doit être requis préalablement au congédiement des personnels affiliés.

Art. 16. — Si un agent de maîtrise ou un ouvrier a commis une faute grave, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, il peut être immédiatement suspendu par décision du directeur du service des alcools qui précise si l'intéressé conserve, pendant le temps où il est suspendu, le bénéfice de son salaire, ou détermine la quotité de la retenue qu'il subit.

En tout état de cause, la totalité des suppléments pour charges de famille continue à être versée.

La décision définitive doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la décision de suspension provisoire.

Congés et absences.

Art. 17. — La durée des congés annuels dont bénéficient les personnels ouvriers des entrepôts et ateliers du service des alcools est fixée dans les conditions réglementairement prévues pour l'ensemble des personnels ouvriers de l'Etat.

Dans chaque entrepôt ou atelier, le chef d'entrepôt établit, compte tenu des desiderata des agents de maîtrise et ouvriers, un échelonnement des départs en congés annuels de façon que la marche du service ne soit pas désorganisée.

Les congés non pris du fait de l'intéressé pour quelque cause que ce soit, ne peuvent donner lieu au payement d'indemnités compensatrices.

Art. 18. — Les ouvriers appelés à accomplir leur service militaire légal sont mis en congé sans salaire; ils sont réintégrés dès la fin de leur service.

Pendant les périodes militaires obligatoires, les ouvriers continuent à bénéficier de leur salaire sous la condition qu'au moment de leur appel sous les drapeaux ils comptent au moins un an de services effectifs dans les entrepôts et ateliers du service des alcools.

Art. 19. — Les absences non autorisées entraînent déduction du salaire des journées pendant lesquelles l'ouvrier n'a pas travaillé, sans préjudice des sanctions disciplinaires prévues à l'article 15 du présent statut.

Sont considérés comme absences non autorisées l'arrivée en retard au travail et le départ avant l'heure réglementaire de sortie, la retenue effectuée sur le salaire étant alors proportionnelle à la durée pendant laquelle les ouvriers n'ont pas travaillé, décomptée au nombre de quarts d'heure le plus voisin.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA RÉMUNÉRATION

Art. 20. — Les émoluments des personnels ouvriers des entrepôts et ateliers du service des alcools comprennent le salaire proprement dit, la prime de rendement et la prime d'ancienneté.

Certains agents peuvent en outre percevoir des indemnités particulières dans les conditions prévues au présent statut.

Art. 21. — I. — Le salaire horaire des agents de maîtrise est égal à $\frac{1}{2600}$ de la rémunération afférente:

Pour les contremaîtres, à l'indice correspondant au 5e échelon de l'emploi de contremaître d'administration centrale;

Pour les chefs d'équipe, à l'indice moyen de l'emploi de chef d'équipe d'administration centrale.

II. — Le salaire horaire des ouvriers est égal à $\frac{1}{2600}$ de la rémunération afférente à l'indice moyen d'un emploi déterminé d'ouvrier professionnel des administrations centrales pris comme emploi de référence, et affectée pour certaines catégories d'un coefficient de majoration ou de réduction conformément au tableau de concordance ci-après:

CATÉGORIE	EMPLOI DE RÉFÉRENCE	COEFFICIENT
		P. 100.
Ouvriers professionnels:		
O. P. hors cadre.....	Ouvrier professionnel de 1re catégorie.....	105
O. P. 3.....	Ouvrier professionnel de 1re catégorie.....	95
O. P. 2.....	Ouvrier professionnel de 2e catégorie.....	100
O. P. 1.....	Ouvrier professionnel de 3e catégorie.....	100
Ouvriers spécialisés:		
O. S. 2.....	Ouvrier professionnel de 4e catégorie.....	100
O. S. 1.....	Ouvrier professionnel de 4e catégorie.....	95
Conducteurs:		
Poids lourds.....	Conducteur de 1re catégorie..	95
Utilitaires et tourisme.	Conducteur de 2e catégorie...	100

La rémunération de référence prise en considération pour le calcul des salaires visés aux paragraphes I et II ci-dessus comprend le traitement et l'indemnité de résidence, ainsi, éventuellement, que les allocations spéciales ou temporaires ayant le caractère d'un supplément de traitement ou d'un supplément d'indemnité de résidence, à l'exclusion de toute autre indemnité.

III. — Le salaire horaire des gardiens est fixé de telle sorte que les intéressés reçoivent pour deux cent quarante heures de présence dans les entrepôts et ateliers qu'ils ont la charge de surveiller, une rémunération mensuelle égale à celle perçue par l'ouvrier spécialisé de 2e catégorie effectuant cent soixante-treize heures de travail.

IV. — Le salaire horaire des manœuvres est égal au salaire minimum interprofessionnel garanti.

Art. 22. — Au salaire proprement dit s'ajoute une prime de rendement fixée par le directeur du service des alcools à un taux variant entre 0 et 30 p. 100 du salaire horaire de la catégorie, tel qu'il a été défini à l'article 21 ci-dessus, sans que le taux moyen, pour l'ensemble des agents de maîtrise et ouvriers, puisse dépasser 10 p. 100 de la masse des salaires effectivement versés.

Art. 23. — I. — Une prime d'ancienneté est en outre allouée aux agents de maîtrise et ouvriers justifiant d'un certain nombre d'années de services dans les entrepôts et ateliers du service des alcools.

Cette prime d'ancienneté comporte cinq échelons qui sont attribués par décision du directeur du service des alcools sur proposition du chef d'entrepôt, le montant de chaque échelon étant égal à 3 p. 100 du salaire de base de la catégorie.

L'accès au premier échelon est subordonné à l'accomplissement d'au moins trois années de services effectifs dans les entrepôts et ateliers du service des alcools, la période de stage étant comptée pour un an. Les autres échelons ne peuvent être acquis qu'après trois ans au moins de services dans l'échelon précédent; toutefois, les services militaires accomplis à titre obligatoire sont pris en compte pour la détermination de l'échelon d'ancienneté lors de l'affiliation des agents de maîtrise et ouvriers confirmés au régime de pension de la loi du 2 août 1949.

Le changement d'échelon prend effet du premier jour du mois ou de la quinzaine qui suit la date à laquelle l'intéressé atteint l'ancienneté exigée.

II. — Lorsqu'un ouvrier bénéficie d'un changement de catégorie, il est rangé dans la nouvelle catégorie à l'échelon correspondant à son ancienneté de services.

III. — Les ouvriers accédant à un emploi du cadre de maîtrise perdent l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans leur emploi d'ouvrier.

De ce fait, ils ne pourront prétendre au bénéfice de la prime d'ancienneté que lorsqu'ils justifieront dans leur nouvel emploi d'une ancienneté de trois ans, y compris les services militaires accomplis à titre obligatoire.

Toutefois, leur nouvelle rémunération ne pourra être inférieure à celle qu'ils auraient perçue dans leur emploi d'ouvrier, compte tenu de l'échelon de prime d'ancienneté auquel ils auraient pu prétendre s'ils étaient restés dans cet emploi et d'un taux de prime de rendement correspondant à la moyenne des taux effectivement perçus au cours des trois derniers mois ayant précédé le changement de cadre.

Le cas échéant, il leur sera versé une indemnité compensatrice égale à la différence entre le total des émoluments calculés comme il a été dit ci-dessus d'une part et l'ensemble de la rémunération afférente à leur emploi de maîtrise d'autre part.

Art. 24. — Les taux de rémunération ci-dessus s'entendent pour un horaire de quarante heures par semaine.

Ils sont majorés pour les heures accomplies au delà de la quarantième heure conformément aux dispositions de la loi n° 46-283 du 25 février 1946.

Art. 25. — Les émoluments ainsi déterminés subissent, pour les régions autres que la région parisienne, les abattements prévus par le décret du 8 septembre 1951 modifié portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti.

Art. 26. — La périodicité du payement des salaires et des primes dans chaque entrepôt ou atelier est fixée par le directeur du service des alcools.

Art. 27. — L'indemnité de congé payé est égale au montant de la rémunération qu'aurait perçue l'ouvrier pendant la période du congé s'il avait continué à travailler, cette rémunération étant évaluée en fonction de la durée de travail effectif de l'entrepôt ou de l'atelier au cours de la période considérée.

Le même mode de calcul est applicable en matière d'indemnité servie aux ouvriers convoqués pour accomplir une période militaire obligatoire.

Art. 28. — Une indemnité de licenciement est allouée aux agents de maîtrise et ouvriers licenciés en application de l'article 11 du présent statut, qui ne réuniraient pas les conditions fixées par la loi du 2 août 1949 modifiée pour le droit à pension avec jouissance immédiate.

Le montant de cette indemnité varie en fonction de l'ancienneté des agents licenciés.

1° Pour les ouvriers affiliés, l'indemnité est calculée comme suit:

S'ils ont accompli au moins quinze années de services valables pour la retraite, elle est égale à autant de fois cent soixante-treize heures de salaire qu'ils réunissent d'années de services, les années à partir de la vingt-cinquième n'étant toutefois comptées chacune que pour une demi-annuité;

S'ils ont accompli moins de quinze années de services, le chiffre de cent soixante-treize heures est diminué de dix heures par année en dessous de quinze.

Toute période supérieure à six mois compte pour une année entière ou pour une demi-annuité à partir de la vingt-cinquième année.

2° Pour les ouvriers confirmés, l'indemnité de licenciement est égale à huit heures de salaire pour quatre mois de services.

Les émoluments pris en considération pour le calcul de cette indemnité comprennent le salaire proprement dit, la prime d'ancienneté et la prime de rendement au taux perçu au cours des trois derniers mois.

L'indemnité de licenciement est attribuée par décision du directeur du service des alcools; elle est payée par mensualités ne pouvant excéder le montant du salaire perçu au cours du dernier mois d'activité de l'intéressé.

Le bénéfice des mensualités restant à percevoir est supprimé aux agents réembauchés dans un emploi où qui refusent l'offre d'un emploi quelconque dans une administration ou un service de l'Etat, des départements, communes, territoires d'outre-mer, établissements publics et organismes visés à l'article 7 de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948.

Art. 29. — Les agents de maîtrise et ouvriers peuvent percevoir pour l'achat et l'entretien de leurs vêtements de travail, une indemnité horaire, dite de salissure.

Art. 30. — Il est alloué aux gardiens, lorsqu'ils sont de service de nuit, une indemnité dite de panier.

Art. 31. — Les ouvriers effectuant des travaux insalubres peuvent bénéficier d'une indemnité horaire spéciale appliquée au temps effectivement passé à l'exécution desdits travaux.

Art. 32. — Les modalités d'attribution et les taux des allocations prévues aux articles 29, 30 et 31 ci-dessus seront fixés par arrêté interministériel.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 33. — Les agents de maîtrise et ouvriers en fonctions dans les entrepôts et ateliers du service des alcools à la date de publication du présent arrêté seront immédiatement placés sous le présent statut; les limites d'âge prévues à l'article 3 ci-dessus ne leur seront pas opposables.

Ils peuvent toutefois renoncer au bénéfice de l'affiliation au régime de pension de la loi du 2 août 1949. Cette renonciation doit être notifiée au directeur du service des alcools par lettre recommandée dans les quatre mois suivant la publication au *Journal officiel* du présent statut; elle a un caractère définitif.

Les agents de maîtrise et ouvriers qui auront refusé leur affiliation dans les conditions définies ci-dessus continueront à faire partie du personnel ouvrier du service des alcools en qualité d'agent confirmé.

Les dispositions qui précèdent seront également applicables aux ouvriers en congé pour l'accomplissement du service militaire, sous réserve qu'ils demandent leur réintégration dans le mois suivant leur libération.

Art. 34. — Au cas où l'application du nouveau régime de rémunération résultant du présent statut conduirait à verser aux ouvriers actuellement en fonctions un salaire horaire inférieur à celui qu'ils percevaient antérieurement, ceux-ci pourront bénéficier à titre temporaire d'une majoration d'échelon de la prime d'ancienneté, qui leur sera servie jusqu'à ce qu'ils remplissent les conditions statutairement exigées pour l'accès à l'échelon supérieur.

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 35. — Pendant un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté, la limite d'âge supérieure prévue à l'article 3 du statut est portée à quarante ans.

Art. 36. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles qui font l'objet du présent arrêté.

Art. 37. — Le directeur du service des alcools est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1955.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE BESSE.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret.

Embarquement à partir du 1er octobre 1955.

(Toutefois, les fonctionnaires qui devaient embarquer en septembre 1955 et qui ont reçu des ordres à cet effet, rejoindront leur poste à la date primitivement fixée.)

Les personnels ci-après désignés seront dès notification soumis aux vaccinations réglementaires, s'il y a lieu.

Ils devront, s'ils le désirent, adresser au chef du service administratif (Marseille ou Bordeaux), en indiquant la composition de leur famille, une demande d'autorisation d'emmener celle-ci outre-mer, le chef du service statuera par délégation du ministre.

Les départs pouvant avoir lieu par voie maritime ou aérienne, il est recommandé aux intéressés de préparer en conséquence leurs bagages de route.

Les embarquements par voie maritime auront lieu à la diligence des services de Bordeaux ou de Marseille. Les départs par voie aérienne à la diligence de la direction du personnel de l'administration centrale (régulation maritime et aérienne).

Les demandes de sursis d'embarquement appuyées de toutes pièces justificatives seront à adresser au service administrateur compétent.

TOUR DE SERVICE OUTRE-MER DU MOIS DE SEPTEMBRE 1955

TRAVAUX PUBLICS, MINES ET TECHNIQUES INDUSTRIELLES

Groupe des ingénieurs principaux de 2e et 3e classes et des ingénieurs hors classe.

Pour servir à Madagascar.

MM. Lemoine (Jean), Millet (Jean-Louis).

Pour servir en Nouvelle-Calédonie.

M. Bono (Henri).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Prix des pommes à cidre et des poires à poiré de la récolte 1955.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'agriculture,

Vu l'article 371 du code général des impôts;
Vu le décret n° 53-703 du 9 août 1953;
Vu le décret n° 53-978 du 30 septembre 1953;
Vu le décret n° 53-1001 du 7 octobre 1953;
Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix;
Vu l'avis de la commission de la pomme du conseil supérieur des alcools,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les prix d'achat minima payés aux producteurs de pommes à cidre de la récolte 1955 sont fixés ainsi qu'il suit:

a) Jusqu'au 10 octobre 1955..... 2.790 F.
b) Du 11 octobre au 10 novembre 1955..... 3.100
c) Après le 11 novembre 1955..... 3.410

Ces prix s'entendent nets de toute taxe, par tonne de pommes chargées sur wagon rendu à la gare la plus proche de l'utilisateur, ou sur embranchement particulier, ou livrées chargées sur charrettes ou camions dans la cour de l'utilisateur.

Art. 2. — Le prix des poires à poiré sont fixés aux deux tiers des prix indiqués à l'article précédent.

Art. 3. — Le directeur général des impôts, le directeur du service des alcools, le directeur général des prix et des enquêtes économiques et le directeur de la production agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 septembre 1955.

Le ministre de l'agriculture,
JEAN SOURBET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE BESSE.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

Homologation de coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 8 septembre 1955, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département des Ardennes, affectés du coefficient de base 17,60, établi en valeur mai 1955.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de juin 1955 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de mai 1955, le coefficient fixé par l'arrêté du 4 janvier 1955, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 14 novembre 1949 restent inchangés.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 30 mars 1955 restent inchangés.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 8 septembre 1955, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département du Cher, affectés du coefficient de base 18,00, établi en valeur avril 1955.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de mai 1955 et des mois suivants.

Jusqu'au mois d'avril 1955, le coefficient fixé par l'arrêté du 15 mai 1954, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 15 mai 1954 restent inchangés.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 19 juillet 1948 restent inchangés.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 8 septembre 1955, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de la Dordogne, affectés du coefficient de base 16,50 établi en valeur juin 1955.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de juillet 1955 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de juin 1955, le coefficient fixé par l'arrêté du 24 juillet 1954, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux annexés à l'arrêté du 19 juillet 1948 sont modifiés comme suit à compter de la date d'application du coefficient d'adaptation départemental de juillet 1955.

MONTANT DES TRAVAUX PAR TRANCHES en valeur Seine 1939.	COEFFICIENTS d'importance de travaux.
0 à 2 millions	1,00
De 2 à 5 millions	0,98
Au-dessus de 5 millions	0,95

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 19 juillet 1948 restent inchangés.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Désignation de médiateurs dans la région de Dijon.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 55-478 du 5 mai 1955 tendant à favoriser la conclusion des conventions collectives et des accords en matière de salaires;

Vu le décret n° 55-784 du 11 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 5 mai 1955, et notamment son article 8 (alinéas 4 et 5);

Vu l'arrêté du 16 juillet 1955 fixant la liste des corps de l'Etat dont les membres pourront être choisis comme médiateurs;

Vu les avis émis par les organisations syndicales les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs,

Arrête:

Art. 1er. — La liste de médiateurs appelés à être désignés sur le plan départemental et local dans le cadre de la 3e circonscription de l'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre (Dijon) est composée comme suit:

MM. Baudet, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Mâcon.
Blondeau, conseiller d'Etat honoraire.
Fremiot, premier président honoraire de la cour d'appel, Besançon.
Frereau, ingénieur en chef des mines à Dijon.
Gueneau, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Dijon.
Porcheur, ancien directeur d'Electricité de France à Montbéliard.
Poyet, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Besançon.
Renaud, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Auxerre.
Robert, ingénieur en chef de la 2e circonscription électrique à Dijon.
Theron, directeur honoraire des contributions à Besançon.

Art. 2. — Le directeur du travail au ministère du travail et de la sécurité sociale et l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la 3e circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 septembre 1955.

PAUL BACON.

Désignation de médiateurs dans la région de Nantes.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 55-478 du 5 mai 1955 tendant à favoriser la conclusion des conventions collectives et des accords en matière de salaires;

Vu le décret n° 55-784 du 11 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 5 mai 1955, et notamment son article 8 (alinéas 4 et 5);

Vu l'arrêté du 16 juillet 1955 fixant la liste des corps de l'Etat dont les membres pourront être choisis comme médiateurs;

Vu les avis émis par les organisations syndicales les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs,

Arrête:

Art. 1er. — La liste de médiateurs appelés à être désignés sur le plan départemental et local dans le cadre de la 7e circonscription de l'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre (Nantes) est composée comme suit:

MM. de Brun, ingénieur en chef des ponts et chaussées en retraite.
Chauchoy, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Nantes.
Déniel, ingénieur du génie rural à Quimper.
Dumaz, président du tribunal administratif de Nantes.
Gorrichon, ingénieur en chef du génie rural à Nantes.
Gravelleau, directeur régional des télécommunications.
Hamon, ingénieur en chef du génie rural à Quimper.
Joubrel, directeur honoraire des domaines en retraite à Saint-Brieuc.
Kerambrun, premier président honoraire de la cour d'appel de Rennes.
Lefort, conseiller honoraire à la cour de cassation.
Le Por, ingénieur des ponts et chaussées à Quimper.
Le Rouge de Guerdavid, conseiller honoraire de cour d'appel.
Levet, administrateur de l'institut national de statistique et des études économiques.
Marchand, ingénieur civil.
Picquemal, ingénieur en chef des ponts et chaussées, délégué départemental du ministère de la reconstruction et du logement à Brest.
Trafbot, ancien doyen de faculté, professeur de la faculté de droit de Rennes.

Art. 2. — Le directeur du travail au ministère du travail et de la sécurité sociale et l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la 7e circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 septembre 1955.

PAUL BACON.

Désignation de médiateurs dans la région de Strasbourg.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 55-478 du 5 mai 1955 tendant à favoriser la conclusion des conventions collectives et des accords en matière de salaires;

Vu le décret n° 55-784 du 11 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 5 mai 1955, et notamment son article 8 (alinéas 4 et 5);

Vu l'arrêté du 16 juillet 1955 fixant la liste des corps de l'Etat dont les membres pourront être choisis comme médiateurs;

Vu les avis émis par les organisations syndicales les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs,

Arrête:

Art. 1er. — La liste de médiateurs appelés à être désignés sur le plan départemental et local dans le cadre de la 11e circonscription de l'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre (Strasbourg) est composée comme suit:

MM. Bringer, ingénieur des ponts et chaussées à Metz.
Cachera, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Strasbourg
David, professeur à la faculté de droit de Strasbourg.
Epitalbra, membre du tribunal administratif de Strasbourg.
Esbach, conseiller d'Etat honoraire (ancien président du tribunal administratif d'Alsace-Lorraine) à Strasbourg.
Franck, président de la cour d'appel à Metz.
Heitz, président du tribunal de première instance de Mulhouse.
Kiehn, chef du contentieux de la municipalité de Strasbourg.
Puech, président du tribunal de première instance de Strasbourg.
Ray, professeur d'économie politique à la faculté de droit de Nancy.
Regard, ingénieur en chef des mines à Strasbourg.
Reynders, ingénieur en chef du génie rural à Metz.
Weill, doyen de la faculté de droit de Strasbourg.

Art. 2. — Le directeur du travail au ministère du travail et de la sécurité sociale et l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la 11e circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 septembre 1955.

PAUL BACON.

Circulaire n° 71 S. S. du 3 septembre 1955 relative aux élections des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale. — Organisation de la propagande électorale.

Paris, le 3 septembre 1955.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale à Messieurs les préfets.

La présente circulaire a pour objet de vous indiquer:

1° Dans quelles conditions les listes de candidats, en vue des élections des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, doivent être déposées à la préfecture;

2° Les règles à suivre pour la propagande électorale prévue par le titre IV de la loi du 6 mars 1950.

I. — Candidatures.

CAISSES DE SECURITE SOCIALE

L'article 8 de la loi du 30 octobre 1946, modifié par la loi du 6 mars 1950, dispose que les assurés sociaux, d'une part, les employeurs, d'autre part, peuvent se grouper spontanément pour constituer une liste de candidats.

La loi du 6 mars 1950 a prévu que les listes doivent être déposées à la préfecture du département dans lequel la caisse a son siège.

Les instructions qui suivent vont vous préciser les conditions dans lesquelles les listes devront être déposées à la préfecture.

Formalités afférentes aux déclarations de candidatures

A. — *Forme des déclarations de candidature.*

1° Les candidats établissent, chacun, une déclaration de candidature jointe à la liste à enregistrer; dans ce cas, chaque déclaration comporte la signature du candidat;

2° Les candidats n'établissent qu'une seule déclaration de candidature; la liste doit comporter la signature de tous les candidats. La déclaration doit être déposée, en double exemplaire, par un membre de la liste

Si la liste se réclame d'une organisation quelconque, elle doit être également signée par un représentant responsable de ladite organisation. La déclaration doit être libellée sur papier libre.

B. — *Contenu des déclarations.*

Pour être recevable, la liste doit comporter:

a) Le titre donné à la liste;

b) Les nom, prénoms, date et lieu de naissance des candidats.

Titre des listes.

L'article 8 de la loi du 30 octobre 1946 modifiée par la loi du 6 mars 1950, précise que plusieurs listes ne peuvent avoir, dans la même circonscription, le même titre, ni se réclamer de la même organisation.

En cas d'identité de titre, seule la liste régulièrement déposée la première sera enregistrée.

Nombre de candidats à présenter par listes.

L'article 8 modifié précise que les listes doivent comprendre une fois et demie le nombre de candidats que la caisse primaire de sécurité sociale comporte d'administrateurs de la catégorie intéressée à élire, conformément au tableau A annexé à la présente circulaire.

L'enregistrement devra être refusé à toute liste incomplète.

Délais pour les déclarations.

Les déclarations de candidatures devront vous parvenir et être enregistrées au plus tard trente jours avant la date des élections. Vous ne devez donc plus accepter les déclarations de candidatures qui vous parviendront après le 18 octobre à minuit.

Les déclarations doivent être déposées par un représentant de chaque liste et non adressées par la poste.

Reçu des déclarations.

Il vous appartiendra de donner immédiatement au déposant un reçu de son dépôt.

Ce reçu devra être établi, conformément au modèle annexé B à la présente circulaire.

Il devra être signé par le préfet ou par un fonctionnaire de la préfecture délégué à cet effet.

Vous voudrez bien tenir un registre spécial pour l'enregistrement de ces déclarations.

Elles devront être inscrites avec l'indication:

1° De la caisse intéressée;

2° De la catégorie d'administrateurs;

3° De la date de réception de la liste;

4° Du titre de la liste.

Il y aura lieu, dès la clôture du dépôt des listes, de m'adresser pour chaque caisse et chaque catégorie d'administrateurs la liste des candidats.

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Les instructions qui précèdent, concernant les candidatures, s'appliquent aux élections aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales.

Je crois devoir vous faire remarquer que pour les caisses d'allocations familiales, il y a un troisième collège d'électeurs, le collège des travailleurs indépendants.

Par ailleurs, l'article 2 de la loi du 6 août 1955 qui a modifié l'article 15 de la loi n° 46-2425 du 30 octobre 1946 a prévu que « sont également éligibles dans chaque catégorie d'administrateurs, les personnes qui n'étant plus allocataires, justifient avoir élevé au moins deux enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans et n'ont pas fait l'objet de mesures ou condamnations prévues dans les alinéas précédents ».

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait qu'en aucun cas vous ne devez vous faire juge de l'éligibilité des candidats; vous devez vous borner à recueillir les déclarations de candidatures sans examiner si les personnes figurant sur les différentes listes réunissent les conditions prévues aux articles 4 et 15 de la loi du 30 octobre 1946 modifiée par la loi du 6 mars 1950.

II. — Propagande électorale.

Le titre IV de la loi du 6 mars 1950 a prévu des dispositions concernant la propagande électorale. Ces dispositions n'ont fait que reproduire, en les adaptant, celles prévues pour les élections à l'Assemblée nationale.

Constitution et fonctionnement des commissions

1° *Composition.*

La loi du 6 mars 1950 a institué, dans son article 24, une commission siégeant au tribunal du chef-lieu de chaque département. Vous aurez donc à constituer cette commission qui comprend:

Le trésorier-payeur général: président;

Un fonctionnaire de la préfecture désigné par le préfet;

Le directeur départemental des postes ou son représentant;

Le directeur régional de la sécurité sociale ou son représentant.

Pour chacune des listes, et au fur et à mesure de leur déclaration, les candidats désigneront un mandataire qui participera aux travaux de cette commission avec voix consultative. Il y aura donc, dans chaque département, une commission avec les mêmes membres fonctionnaires auxquels s'adjoignent, pour chaque caisse de sécurité sociale et d'allocations familiales, les mandataires des listes en présence.

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire de la préfecture.

Ce dernier recevra une indemnité calculée comme pour les élections à l'Assemblée nationale. Les fonctionnaires et agents de tous les grades des préfectures, qui auront assuré le secrétariat des commissions, pourront recevoir des indemnités pour travaux supplémentaires.

La commission a son siège au tribunal du chef-lieu du département. Vous voudrez bien vous mettre en rapport avec le président du tribunal, en vue d'obtenir une salle pour les réunions de cette commission.

2° *Attributions.*

Les attributions de la commission sont déterminées par l'article 25 de la loi du 6 mars 1950.

Elles consistent principalement dans l'établissement de la liste des imprimeurs agréés, dans l'expédition aux électeurs des circulaires et bulletins de vote et dans l'envoi, aux mairies, des bulletins de vote.

3° *Fonctionnement des commissions.*

a) Réunion de la commission restreinte.

Je vous signale tout particulièrement qu'il y a le plus grand intérêt à provoquer, sans retard, dès réception de la présente circulaire, une réunion de la commission restreinte à ses membres de droit, c'est-à-dire ne comprenant pas de représentant des candidats.

Cette commission restreinte aura, notamment, pour objet:

D'engager des pourparlers avec des imprimeurs de la circonscription, en vue de leur agrément;

De passer, si elle le juge expédient, tout contrat utile avec des entreprises privées spécialisées dans l'établissement, la confection des plis et le routage;

D'engager le personnel nécessaire à la réalisation de ces opérations.

Le personnel de la commission sera recruté sur titres et rémunéré en conformité des traitements des agents auxiliaires de l'Etat.

La commission devra, dès réception des listes électorales transmises par les mairies, faire préparer, au nom de chaque électeur, un premier jeu d'enveloppes qui servira à l'envoi des circulaires et bulletins de vote.

Vous allez être approvisionné, par mes soins, du nombre d'enveloppes nécessaires.

Vote par correspondance.

Dès réception de la présente circulaire, vous adresserez aux maires des instructions pour qu'ils fassent connaître, sans délai, au président de la commission de propagande, la liste des électeurs qui seront admis, sur leur demande, à bénéficier des dispositions de l'article 7 *bis* de la loi du 30 octobre 1946, modifiée par la loi du 6 mars 1950, relatives au vote par correspondance, ainsi que l'adresse à laquelle les documents électoraux doivent être envoyés à ces électeurs.

La commission restreinte devra, dès que ces listes lui seront parvenues, faire libeller au nom des électeurs intéressés les enveloppes destinées à l'envoi des circulaires et bulletins de vote.

b) Réunion de la commission plénière.

Vous devrez, par arrêté préfectoral, convoquer la commission plénière vingt-cinq jours avant la date des élections, c'est-à-dire le 21 octobre 1955.

Cette commission dressera aussitôt la liste des imprimeurs agréés pour procéder à l'impression des documents électoraux.

Les diverses opérations, auxquelles aura à participer ensuite la commission, seront examinées ci-après:

Cette commission étant commune à la fois pour la caisse de sécurité sociale et pour la caisse d'allocations familiales et même dans le cas où il y aurait plusieurs caisses, soit de sécurité sociale, soit d'allocations familiales dans votre département, il y a lieu de prévoir des sous-commissions pour les questions se rapportant particulièrement à une caisse déterminée. Ces sous-commissions devraient grouper le trésorier-payeur général, le représentant du préfet, le représentant du directeur régional de la sécurité sociale, le représentant du directeur départemental des postes et, à titre consultatif, un mandataire de chaque liste en présence.

Impression et distribution des documents électoraux.

Les listes de candidats n'ont le droit de faire imprimer qu'un nombre déterminé d'affiches, circulaires et bulletins de vote.

L'apposition des affiches sur les emplacements réservés doit être effectuée par les soins des candidats. Les frais d'affichage leur seront remboursés suivant le taux fixé par arrêté préfectoral.

La distribution des circulaires et bulletins de vote sera confiée à la commission dont la constitution a été rappelée plus haut.

L'on examinera successivement les questions suivantes:

A. — Documents électoraux autorisés;
B. — Impression des affiches, circulaires et bulletins de vote;
C. — Envoi des circulaires et bulletins de vote.

A. — Documents électoraux autorisés

Les listes de candidats disposeront:

a) D'affiches;
b) De circulaires;
c) De bulletins de vote.

Il est à noter que les dimensions indiquées ci-dessous, pour ces divers documents, admettent une tolérance de 5 p. 100 sur chacune des deux dimensions.

1° *Affiches.*

Chaque liste de candidats aura le droit de faire apposer une affiche de format colombier (63×90) sur chacun des emplacements prévus pour l'affichage électoral par la loi du 30 mars 1914. Ces affiches lui permettront d'exposer son programme.

Une affiche du format (21×15) ou 1/6 colombier sera apposée sur les mêmes emplacements.

Je vous rappelle que seules les affiches officielles peuvent être imprimées sur papier blanc. Dans ces conditions et dans le cas où les candidats utiliseraient du papier blanc, la composition des affiches devrait comporter des barres de couleur, transversales ou diagonales.

2° *Circulaires.*

Chaque liste de candidats peut, aux termes de l'article 23 de la loi du 30 octobre 1946 modifiée, faire imprimer et envoyer à chaque électeur une circulaire de format 21×27. Elles peuvent être imprimées recto verso.

3° *Bulletins de vote.*

Aux termes du même article, chaque liste de candidats ne peut faire établir un nombre de bulletins de vote supérieur à trois fois le nombre des électeurs inscrits dans la circonscription. Ces bulletins seront du format 0,135×0,21. Toutefois, pour les listes comprenant plus de trente candidats, ce format pourra être porté à 0,21×0,27.

Les candidats remettront obligatoirement, au plus tard le 1er novembre 1955, à la commission instituée par l'article 25 de la loi du 6 mars 1950, un nombre de bulletins égal à deux fois et demie le nombre des électeurs inscrits.

Une quantité égale au nombre d'électeurs inscrits sera adressée par les soins de la commission, à raison d'une par électeur pour chaque liste, en même temps que la circulaire:

Au plus tard le 2 novembre, aux électeurs votant par correspondance;

Au plus tard le 7 novembre, aux électeurs résidant dans la circonscription;

Au plus tard le 10 novembre, la commission doit envoyer dans chaque mairie les bulletins de vote de chaque liste de candidats en nombre au moins égal à une fois et demie le nombre des électeurs inscrits.

Le reste des bulletins est à la disposition des candidats. Les candidats peuvent, à leur gré:

Soit garder ces bulletins par devers eux, les distribuer à leur convenance;

Soit remettre la totalité des bulletins à la commission;

Soit n'en remettre qu'une partie.

Les bulletins ainsi remis à la commission seront envoyés aux mairies pour mise en place dans les bureaux de vote.

Leurs rapports avec la commission et les diverses autorités entrant dans le circuit sont obligatoirement assurés par un mandataire *ad hoc*.

L'on examinera ci-dessous:

a) Les conditions de désignation du mandataire;
b) La délivrance des bons de commande;
c) La remise des circulaires et bulletins de vote à la commission;
d) La vérification des travaux effectués.

a) Désignation d'un mandataire de chaque liste.

Pour toutes les opérations de propagande électorale, chaque liste de candidats devra désigner un mandataire qui la représentera et au nom duquel seront établies les diverses pièces administratives telles que: bons de commande.

b) Bons de commande.

La commission remettra aux mandataires des listes de candidats, des bons de commande établis à l'adresse des imprimeurs, choisis sur la liste des imprimeurs agréés et indiquant la quantité des documents à imprimer, affiches, circulaires, bulletins de vote.

Cette quantité est la quantité légalement déterminée en fonction du nombre des électeurs inscrits, majorés de 15 p. 100 à 20 p. 100 pour tenir compte des passes mauvaises d'impression, des besoins du dépôt légal et du remplacement éventuel des affiches déchirées, lacérées ou détériorées par les intempéries.

Les bons de commande ne sont délivrés par la commission que sur présentation du reçu remis par les trésoriers-payeurs généraux attestant que le cautionnement prévu à l'article 27 de la loi du 6 mars 1950 a bien été versé.

Les mandataires des listes, en possession des bons de commande, feront procéder à l'impression des affiches, circulaires et bulletins de vote par l'imprimeur qu'ils auront choisi sur la liste des imprimeurs agréés par la commission.

Les affiches pourront être expédiées dans les différentes communes à partir du lieu d'impression sans qu'il soit nécessaire de transmettre ces affiches au chef-lieu de la circonscription.

Par contre, les bulletins de vote et les circulaires dont l'envoi sera fait par la poste, dans les conditions précisées ci-dessous, devront être groupées:

Soit au siège de la commission;

Soit dans une ou plusieurs villes désignées par la commission.

c) Remise des circulaires et bulletins de vote par la commission.

Vous voudrez bien aviser les candidats par tous les moyens que vous jugerez utiles, notamment par circulaires ou lettres, qu'ils devront remettre, au plus tard le 1er novembre 1955, leurs documents (circulaire et bulletins de vote) à la commission.

Vous leur signalerez que l'envoi des documents remis postérieurement à cette date ne sera pas assuré par la commission et qu'il leur est, par ailleurs, interdit d'adresser directement leurs documents aux électeurs sans passer par l'intermédiaire de la commission.

Vérification des travaux effectués.

Vous exigerez des mandataires des listes de candidats un certificat de l'imprimeur indiquant le nombre et la désignation des documents à l'impression desquels il aura procédé.

Vous en effectuerez vous-même le contrôle, et ils serviront de pièces justificatives pour le remboursement des frais engagés par l'imprimeur.

B. — ENVOI DES CIRCULAIRES ET BULLETINS DE VOTE

La commission fera adresser, au plus tard le 2 novembre, aux électeurs pouvant voter par correspondance dont la liste et l'adresse leur auront été adressées par les maires du département, un envoi comportant sous une même enveloppe fermée et recommandée:

Une circulaire de chaque liste de candidats;
Un bulletin de vote de chaque liste de candidats.

La commission fera adresser à tous les électeurs domiciliés dans le département, au plus tard le 7 novembre, un envoi comportant sous une même enveloppe fermée:

Une circulaire de chaque liste de candidats;
Un bulletin de vote.

Enfin, la commission enverra aux mairies, au plus tard le 10 novembre:

1° Les bulletins de vote de chaque liste de candidats en nombre supérieur de moitié au nombre des électeurs inscrits;

2° Le surplus des bulletins qui leur seront remis par les candidats.

Les maires accuseront réception de cet envoi par lettre recommandée, au président de la commission.

J'ai demandé à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones de bien vouloir inviter ses services à faciliter l'acheminement rapide des différents envois dont il s'agit. Je l'ai informé que je vous priais d'intervenir auprès des services publics départementaux disposant de moyens de transports automobiles, afin qu'une aide efficace puisse être ainsi apportée aux postes, télégraphes et téléphones.

Il convient donc, à cet effet, de vous mettre en relation avec les services publics de votre département, notamment auprès des ponts et chaussées (service du roulage) et les services des postes, télégraphes et téléphones.

Dispositions financières.

L'article 28 prévoit que les caisses primaires de sécurité sociale et les caisses d'allocations familiales règlent, pour le compte de la caisse nationale de sécurité sociale, le coût des affiches, bulletins de vote et circulaires visés à l'article 23 ainsi que les frais exposés pour l'envoi de ces bulletins et circulaires.

Payement des dépenses.

Les caisses devront régler:

1° Les dépenses engagées par la commission sur états signés du président;

2° Les dépenses engagées par les candidats sur factures visées par le président de la commission.

Frais d'affichage.

Il vous appartiendra de convoquer, au plus tard huit jours avant la date du scrutin, c'est-à-dire avant le 10 novembre, une commission qui siégera sous votre présidence, comprenant notamment:

Le trésorier-payeur général;
Un représentant des organisations professionnelles d'affichage désignés par vos soins.

Cette commission déterminera le prix moyen d'apposition d'une affiche format « colombier » et le prix moyen d'apposition d'une affiche format 1/6 « colombier » dans le département.

Un arrêté pris par vos soins déterminera le tarif applicable pour le remboursement aux candidats des frais d'affichage.

Les frais d'affichage sont remboursés en tenant compte du nombre d'emplacements d'affichage dans la circonscription.

Pour le cas où certaines listes n'auraient pas utilisé tous les panneaux d'affichage existant dans le département, vous demanderez au mandataire de chacune d'elles les factures ou les pièces justificatives indiquant le nombre d'affiches réellement apposées. C'est sur la base de ce dernier chiffre que sera effectué le remboursement

Il vous appartiendra d'adresser les états de frais ainsi définis à la caisse de sécurité sociale ou à la caisse d'allocations familiales intéressée. Celle-ci réglera, à l'appui des pièces justificatives, les frais engagés par la commission et par les candidats. Toutefois, les frais d'affichage ne seront remboursés que si la liste a obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés dans la circonscription.

Le règlement des sommes correspondantes devra être effectué par les caisses au plus tard un mois après le scrutin.

Règles relatives au cautionnement.

Le versement du cautionnement est obligatoire pour toutes les listes de candidats.

Ce cautionnement est remboursé, en totalité, aux listes ayant obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés.

L'on examinera:

a) Les modalités de versement du cautionnement;
b) Les conditions de remboursement.

a) Versement du cautionnement.

Le cautionnement a été fixé par la loi du 6 mars 1950 à la somme de 20.000 F par liste.

La somme que chaque mandataire de liste doit verser entre les mains du trésorier-payeur est donc égale à 20.000 F.

Le versement doit être effectué dans les quarante-huit heures de la déclaration de candidature.

Un reçu sera remis par le trésorier-payeur général au mandataire de chaque liste et permettra à ce dernier d'obtenir le bon de commande nécessaire à toute impression de documents électoraux, dans les conditions prévues ci-dessus.

b) Conditions de remboursement.

Aux termes de l'article 29 de la loi, le cautionnement déposé au nom d'une liste de candidats qui n'aura pas obtenu 5 p. 100 des suffrages exprimés dans la circonscription restera acquis à la caisse nationale de sécurité sociale.

Il vous appartiendra de faire parvenir au trésorier-payeur général l'état des listes de candidats auxquels le cautionnement devra être remboursé, c'est-à-dire des listes ayant obtenu 5 p. 100 des suffrages exprimés (non 5 p. 100 du nombre des électeurs inscrits).

Le cautionnement ne sera pas remboursé aux candidats ou listes de candidats qui déclareraient, nonobstant les dispositions légales, retirer leur candidature.

Réunions électorales. — Panneaux électoraux.

La propagande électorale comporte, en outre, l'envoi de circulaires et bulletins de vote, des réunions publiques, des affiches.

En ce qui concerne les réunions électorales, elles peuvent être tenues sans autorisation, ni déclaration préalable.

Les réunions électorales pourront se tenir à partir du 1er novembre.

Les panneaux électoraux devront être mis à la disposition des candidats à partir de cette date.

Il y aura donc lieu d'inviter les maires à assurer la mise en place des panneaux électoraux devant les sections de vote, et, également, les informer que les candidats pourront avoir à leur disposition les salles pour leurs réunions, ainsi qu'il est prévu en matière d'élections politiques.

Les frais de pose et d'enlèvement des panneaux seront remboursés par la caisse de sécurité sociale ou d'allocations familiales selon les cas.

Dispositions spéciales à certains départements.

La loi du 6 mars 1950 a prévu que les affiches et circulaires sont en nombre double dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Dispositions pénales.

L'égalité entre les listes de candidats que la loi a entendu réaliser en mettant à la charge de la caisse nationale la presque totalité des frais de propagande électorale, ne sera obtenue que si les dispositions relatives à la confection et à la distribution des documents électoraux sont rigoureusement appliquées.

L'article 30 de la loi du 6 mars 1950 a prévu que l'impression et l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, de circulaires, tracts, affiches et bulletins de vote pour la propagande électorale en dehors des conditions fixées par la présente loi, sont interdites. Sera puni d'une amende de 24.000 à 400.000 F et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces peines seulement, quiconque enfreindra les dispositions des articles 23 et suivants de la présente loi.

Je vous prie, en conséquence, de donner toutes instructions utiles aux services de police et de gendarmerie pour que ces infractions fassent l'objet de procès-verbaux qui doivent être transmis sans délai aux parquets.

Des instructions vont vous être adressées incessamment en ce qui concerne le scrutin proprement dit.

D'ores et déjà, je tiens à appeler, à nouveau, votre attention sur le fait que les sections de vote doivent être installées en dehors des lieux de travail.

Il vous appartient donc, dès maintenant, d'organiser les sections de vote dans le sens que je viens de vous indiquer.

PAUL BACON.

ANNEXE A

CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

DÉPARTEMENTS	CAISSES	NOMBRE D'ADMINISTRATEURS			NOMBRE DE CANDIDATS devant figurer sur les listes	
		Travailleurs.	Employeurs.	Total.	Travailleurs.	Employeurs.
Région de Bordeaux.						
Gironde	Bordeaux 33-A	27	9	36	41	14
Dordogne	Périgueux 24-B	18	6	24	27	9
Landes	Mont-de-Marsan 40-C	18	6	24	27	9
Lot-et-Garonne	Agen 47-D	18	6	24	27	9
Basses-Pyrénées	Bayonne 64-E	18	6	24	27	9
	Pau 64-F	18	6	24	27	9
Région de Clermont-Ferrand.						
Allier	Moulins 03-A	18	6	24	27	9
Cantal	Aurillac 15-B	12	4	16	18	6
Haute-Loire	Le Puy 43-C	18	6	24	27	9
Lozère	Mende 48-D	12	4	16	18	6
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand 63-E	18	6	24	27	9
Région de Dijon.						
Côte-d'Or	Dijon 21-A	18	6	24	27	9
Doubs	Besançon 25-B	18	6	24	27	9
	Montbéliard 25-C	18	6	24	27	9
Jura	Lons-le-Saunier 39-D	18	6	24	27	9
Haute-Saône	Vesoul 70-E	18	6	24	27	9
Saône-et-Loire	Mâcon 71-F	18	6	24	27	9
Yonne	Auxerre 89-G	18	6	24	27	9
Territoire de Belfort	Belfort 90-H	18	6	24	27	9
Région de Lille.						
Aisne	Laon 02-A	18	6	24	27	9
	Saint-Quentin 02-B	18	6	24	27	9
Nord	Armentières 59-C	18	6	24	27	9
	Cambrai 59-D	18	6	24	27	9
	Douai 59-E	18	6	24	27	9
	Dunkerque 59-F	18	6	24	27	9
	Lille 59-G	18	6	24	27	9
	Maubeuge 59-H	18	6	24	27	9
	Roubaix 59-I	18	6	24	27	9
	Tourcoing 59-J	18	6	24	27	9
	Valenciennes 59-K	18	6	24	27	9
Pas-de-Calais	Arras 62-L	18	6	24	27	9
	Boulogne 62-M	18	6	24	27	9
	Calais 62-N	18	6	24	27	9
	Lens 62-O	18	6	24	27	9
Somme	Amiens 80-P	18	6	24	27	9
Région de Limoges.						
Charente	Angoulême 16-A	18	6	24	27	9
Charente-Maritime	La Rochelle 17-B	18	6	24	27	9
Corrèze	Tulle 19-C	18	6	24	27	9
Creuse	Guéret 23-D	12	4	16	18	6
Deux-Sèvres	Niort 79-E	18	6	24	27	9
Vienne	Poitiers 86-F	18	6	24	27	9
Haute-Vienne	Limoges 87-G	18	6	24	27	9
Région de Lyon.						
Rhône	Caisse centrale 69-A	27	9	36	41	14
	Villefranche 69-B	18	6	24	27	9
Ain	Bourg 01-C	18	6	24	27	9
Ardèche	Privas 07-E	18	6	24	27	9
	Annonay 07-C	12	4	16	18	6
Drôme	Valence 26-F	18	6	24	27	9
Isère	Grenoble 38-G	18	6	24	27	9
	Vienne 38-H	18	6	24	27	9
Loire	Roanne 42-I	18	6	24	27	9
	Saint-Etienne 42-J	18	6	24	27	9
Savoie	Chambéry 73-K	18	6	24	27	9
	Annecy 74-L	18	6	24	27	9
Région de Marseille.						
Basses-Alpes	Digne 04-A	12	4	16	18	6
Hautes-Alpes	Gap 05-B	12	4	16	18	6
Alpes-Maritimes	Nice 06-C	18	6	24	27	9
Bouches-du-Rhône	Marseille 13-D	27	9	36	41	14
Corse	Ajaccio 20-E	12	4	16	18	6
Var	Toulon 83-F	18	6	24	27	9
Vaucluse	Avignon 84-G	18	6	24	27	9

DÉPARTEMENTS	CAISSES	NOMBRE D'ADMINISTRATEURS			NOMBRE DE CANDIDATS devant figurer sur les listes.	
		Travailleurs.	Employeurs.	Total.	Travailleurs.	Employeurs.
Région de Montpellier.						
Aude	Carcassonne 11-A	18	6	24	27	9
Aveyron	Rodez 12-B	18	6	24	27	9
Gard	Nîmes 30-C	18	6	24	27	9
Hérault	Montpellier-Lodève 34-E	18	6	24	27	9
	Béziers 34-D	18	6	24	27	9
Pyrénées-Orientales	Perpignan 66-F	18	6	24	27	9
Région de Nancy.						
Ardennes	Charleville 18-A	18	6	24	27	9
Aube	Troyes 10-B	18	6	24	27	9
Marne	Reims 51-C	18	6	24	27	9
Haute-Marne	Chaumont 51-D	18	6	24	27	9
Meurthe-et-Moselle	Longwy 54-E	18	6	24	27	9
	Nancy 54-F	18	6	24	27	9
Meuse	Bar-le-Duc 55-G	18	6	24	27	9
Vosges	Epinal 88-H	18	6	24	27	9
Région de Nantes.						
Indre-et-Loire	Tours 37-A	18	6	24	27	9
Loire-Inférieure	Nantes 44-B	18	6	24	27	9
	Saint-Nazaire 44-C	18	6	24	27	9
Maine-et-Loire	Angers 49-D	18	6	24	27	9
	Cholet 49-E	18	6	24	27	9
Morbihan	Vannes 56-G	18	6	24	27	9
Vendée	La Roche-sur-Yon 85-H	18	6	24	27	9
Région d'Orléans.						
Cher	Bourges 18-A	18	6	24	27	9
Indre	Châteauroux 36-B	18	6	24	27	9
Loir-et-Cher	Blois 41-C	18	6	24	27	9
Loiret	Orléans 45-D	18	6	24	27	9
Nièvre	Nevers 58-E	18	6	24	27	9
Région de Paris.						
Paris	Caisse centrale 75-A	36	12	48	54	18
Eure-et-Loir	Chartres 28-B	18	6	24	27	9
Oise	Beauvais 60-C	18	6	24	27	9
	Creil 60-D	18	6	24	27	9
Seine-et-Marne	Melun 77-F	18	6	24	27	9
Région de Rennes.						
Côtes-du-Nord	Saint-Brieuc 22-A	18	6	24	27	9
Finistère	Quimper 29-C	18	6	24	27	9
	Brest 24-B	18	6	24	27	9
Ille-et-Vilaine	Rennes 35-D	18	6	24	27	9
Mayenne	Laval 53-E	18	6	24	27	9
Sarthe	Le Mans 72-F	18	6	24	27	9
Région de Rouen.						
Seine-Inférieure	Rouen 76-H	18	6	24	27	9
	Le Havre 76-C	18	6	24	27	9
	Dieppe 76-E	18	6	24	27	9
	Elbeuf 76-F	12	4	16	18	6
Calvados	Caen 14-A	18	6	24	27	9
Eure	Evreux 27-B	18	6	24	27	9
Manche	Saint-Lô 50-C	18	6	24	27	9
Orne	Alençon 61-D	18	6	24	27	9
Région de Strasbourg.						
Moselle	Metz 57-A	18	6	24	27	9
	Sarreguemines 57-B	18	6	24	27	9
	Thionville 57-C	18	6	24	27	9
Bas-Rhin	Strasbourg 67-F	18	6	24	27	9
	Sélestat 67-E	18	6	24	27	9
	Haguenau 67-D	18	6	24	27	9
Haut-Rhin	Mulhouse 68-I	18	6	24	27	9
	Colmar 68-G	18	6	24	27	9
Région de Toulouse.						
Ariège	Foix 09-A	18	6	24	27	9
Haute-Garonne	Toulouse 31-B	18	6	24	27	9
Gers	Auch 32-C	12	4	16	18	6
Lot	Cahors 46-D	12	4	16	18	6
Hautes-Pyrénées	Tarbes 65-E	18	6	24	27	9
Tarn	Albi 81-F	18	6	24	27	9
Tarn-et-Garonne	Montauban 82-G	12	4	16	18	6

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

DÉPARTEMENTS	CAISSES	NOMBRE D'ADMINISTRATEURS				NOMBRE DE CANDIDATS devant figurer sur les listes.		
		Travailleurs.	Indépendants.	Employeurs.	Total.	Travailleurs.	Indépendants.	Employeurs.
Région de Bordeaux.								
Basses-Pyrénées	Bayonne 64-1	12	6	6	24	18	9	9
	Pau 64-2	12	6	6	24	18	9	9
Dordogne	Périgueux 24-1	12	6	6	24	18	9	9
Gironde	Bordeaux 33-1	12	6	6	24	18	9	9
Landes	Mont-de-Marsan 40-1	12	6	6	24	18	9	9
Lot-et-Garonne	Agen 47-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Clermont-Ferrand.								
Allier	Moulins 03-1	12	6	6	24	18	9	9
Cantal	Aurillac 15-1	12	6	6	24	18	9	9
Haute-Loire	Le Puy 43-1	12	6	6	24	18	9	9
Lozère	Mende 48-1	12	6	6	24	18	9	9
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand 63-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Dijon.								
Côte-d'Or	Dijon 21-1	12	6	6	24	18	9	9
Doubs	Besançon 25-1	12	6	6	24	18	9	9
	Valentigney 25-2	12	6	6	24	18	9	9
Haute-Saône	Vesoul 70-1	12	6	6	24	18	9	9
Jura	Saint-Claude 39-1	12	6	6	24	18	9	9
Saône-et-Loire	Mâcon 71-1	12	6	6	24	18	9	9
Territoire de Belfort	Belfort 90-1	12	6	6	24	18	9	9
Yonne	Auxerre 89-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Lille.								
Aisne	Saint-Quentin 02-1	12	6	6	24	18	9	9
	Soissons 02-2	12	6	6	24	18	9	9
Nord	Armentières 59-1	12	6	6	24	18	9	9
	Cambrai 59-2	12	6	6	24	18	9	9
	Douai 59-3	12	6	6	24	18	9	9
	Dunkerque 59-4	12	6	6	24	18	9	9
	Lille 59-5	12	6	6	24	18	9	9
	Maubeuge 59-6	12	6	6	24	18	9	9
	Roubaix 59-7	12	6	6	24	18	9	9
	Valenciennes 59-9	12	6	6	24	18	9	9
Pas-de-Calais	Arras 62-1	12	6	6	24	18	9	9
	Calais 62-2	12	6	6	24	18	9	9
Somme	Amiens 80-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Limoges.								
Charente	Angoulême 16-1	12	6	6	24	18	9	9
Charente-Maritime	La Rochelle 17-1	12	6	6	24	18	9	9
Corrèze	Brive 19-1	12	6	6	24	18	9	9
Creuse	Guéret 23-1	12	6	6	24	18	9	9
Deux-Sèvres	Niort 79-1	12	6	6	24	18	9	9
Haute-Vienne	Limoges 87-1	12	6	6	24	18	9	9
Vienne	Poitiers 86-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Lyon.								
Ain	Bourg 01-1	12	6	6	24	18	9	9
Ardèche	Annonay 07-1	12	6	6	24	18	9	9
	Aubenas 07-2	12	6	6	24	18	9	9
Drôme	Valence 26-1	12	6	6	24	18	9	9
Haute-Savoie	Annecy 74-1	12	6	6	24	18	9	9
Isère	Grenoble 38-1	12	6	6	24	18	9	9
	Vienne 38-2	12	6	6	24	18	9	9
Loire	Roanne 42-1	12	6	6	24	18	9	9
	Saint-Etienne 42-2	12	6	6	24	18	9	9
Rhône	Lyon 69-1	12	6	6	24	18	9	9
	Villefranche 69-2	12	6	6	24	18	9	9
Savoie	Chambéry 73-1	12	6	6	24	18	9	9

DÉPARTEMENTS	CAISSES	NOMBRE D'ADMINISTRATEURS				NOMBRE DE CANDIDATS devant figurer sur les listes.		
		Travailleurs.	Indépendants.	Employeurs.	Total.	Travailleurs.	Indépendants.	Employeurs.
Région de Marseille.								
Alpes-Maritimes	Nice 06-1	12	6	6	24	18	9	9
Bouches-du-Rhône	Marseille 13-1	12	6	6	24	18	9	9
Corse	Ajaccio 20-1	12	6	6	24	18	9	9
Hautes-Alpes	Gap 05-1	12	6	6	24	18	9	9
Var	Toulon 83-1	12	6	6	24	18	9	9
Vaucluse	Avignon 84-1	12	6	6	24	18	9	9
Basses-Alpes	Digne 04-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Montpellier.								
Aude	Carcassonne 11-1	12	6	6	24	18	9	9
Aveyron	Rodez 12-1	12	6	6	24	18	9	9
Gard	Nîmes 30-1	12	6	6	24	18	9	9
Hérault	Béziers 34-1	12	6	6	24	18	9	9
	Montpellier 34-2	12	6	6	24	18	9	9
Pyrénées-Orientales	Perpignan 66-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Nancy.								
Ardennes	Charleville 08-1	12	6	6	24	18	9	9
Aube	Troyes 10-1	12	6	6	24	18	9	9
Haute-Marne	Chaumont 52-1	12	6	6	24	18	9	9
Marne	Reims 51-1	12	6	6	24	18	9	9
Meurthe-et-Moselle	Nancy 54-1	12	6	6	24	18	9	9
Meuse	Bar-le-Duc 55-1	12	6	6	24	18	9	9
Vosges	Epinal 88-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Nantes.								
Indre-et-Loire	Tours 37-1	12	6	6	24	18	9	9
Loire-Inférieure	Nantes 44-1	12	6	6	24	18	9	9
Maine-et-Loire	Angers 49-1	12	6	6	24	18	9	9
	Cholet 49-2	12	6	6	24	18	9	9
Morbihan	Vannes 56-1	12	6	6	24	18	9	9
Vendée	La Roche-sur-Yon 85-1	12	6	6	24	18	9	9
Région d'Orléans.								
Cher	Bourges 18-1	12	6	6	24	18	9	9
Indre	Châteauroux 36-1	12	6	6	24	18	9	9
Loiret	Orléans 45-1	12	6	6	24	18	9	9
Loir-et-Cher	Blois 41-1	12	6	6	24	18	9	9
Nièvre	Nevers 58-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Paris.								
Eure-et-Loir	Chartres 28-1	12	6	6	24	18	9	9
Oise	Beauvais 60-1	12	6	6	24	18	9	9
Seine-et-Oise et Seine	Creil 60-2	12	6	6	24	18	9	9
	Paris 75-1	48	9	9	36	27	14	14
Seine-et-Marne	Melun 77-1	12	6	6	24	18	9	9

DÉPARTEMENTS	CAISSES	NOMBRE D'ADMINISTRATEURS				NOMBRE DE CANDIDATS devant figurer sur les listes.		
		Travailleurs.	Indépendants.	Employeurs.	Total.	Travailleurs.	Indépendants.	Employeurs.
Région de Rennes.								
Côtes-du-Nord	Saint-Brieuc 22-1	12	6	6	24	18	9	9
Finistère	Brest 29-1	12	6	6	24	18	9	9
	Quimper 29-2	12	6	6	24	18	9	9
Ille-et-Vilaine	Rennes 35-1	12	6	6	24	18	9	9
Mayenne	Laval 53-1	12	6	6	24	18	9	9
Sarthe	Le Mans 72-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Rouen.								
Calvados	Caen 14-1	12	6	6	24	18	9	9
Eure	Evreux 27-1	12	6	6	24	18	9	9
Manche	Avranches 50-1	12	6	6	24	18	9	9
Orne	Alençon 61-1	12	6	6	24	18	9	9
Seine-Inférieure	Dieppe 76-1	12	6	6	24	18	9	9
	Elbeuf 76-2	12	6	6	24	18	9	9
	Le Havre 76-3	12	6	6	24	18	9	9
	Rouen 76-4	12	6	6	24	18	9	9
Région de Strasbourg.								
Bas-Rhin	Strasbourg 67-1	12	6	6	24	18	9	9
Haut-Rhin	Mulhouse 86-1	12	6	6	24	18	9	9
Moselle	Metz 57-1	12	6	6	24	18	9	9
Région de Toulouse.								
Ariège	Foix 09-1	12	6	6	24	18	9	9
Gers	Auch 32-1	12	6	6	24	18	9	9
Haute-Garonne	Toulouse 31-1	12	6	6	24	18	9	9
Hautes-Pyrénées	Tarbes 65-1	12	6	6	24	18	9	9
Lot	Cahors 46-1	12	6	6	24	18	9	9
Tarn	Albi 81-1	12	6	6	24	18	9	9
Tarn-et-Garonne	Montauban 82-1	12	6	6	24	18	9	9

ANNEXE B

PRÉFECTURE
de .....

ELECTIONS

aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale du 8 juin 1950.

Reçu de déclaration de candidature.

Le préfet,

Vu la loi du 30 octobre 1946 modifiée par la loi du 6 mars 1950;
Vu le décret du 28 décembre 1946 modifié,

Donne à M ..... (nom, prénoms et profession), mandataire des personnes figurant sur la liste enregistrée sous le n° ..... et sous le titre ....., reçu de la déclaration de candidature par laquelle (1) MM. ..... ont fait connaître leur intention de se porter candidats aux élections du 17 novembre 1955 dans la catégorie (2) ..... de (3) ..... .

Fait à ....., le..... .

Le préfet,

(1) Inscrire les noms de tous les candidats.
(2) Indiquer s'il s'agit de travailleurs salariés, employeurs ou travailleurs indépendants.
(3) Indiquer le nom de la caisse (allocations familiales ou sécurité sociale).

NOMINATIONS A DES EMPLOIS RESERVES

Gouvernement général de l'Algérie.

Par arrêté en date du 19 août 1955, sont nommés agents de constatation de 1er échelon des services extérieurs de l'administration des contributions diverses et soumis au stage réglementaire les candidats militaires désignés ci-après, qui reçoivent les affectations suivantes:

MM.

Scoffoni (Henri-Dominique), département d'Alger, service de la perception.

Ducournau (Fernand), département de Constantine, service de la perception.

Galy (Marcel-Jacques-Pierre), département d'Oran, service de la perception.

Payen (Louis-Albert-Roland), département de Constantine, service de la perception.

Ligier (Louis-Marie), département d'Oran, service de la perception.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'industrie et du commerce.

Avis aux importateurs de produits en provenance de l'Allemagne orientale.

Les importateurs sont informés de la mise en répartition, dans le cadre de l'arrangement commercial valable du 1er mars 1955 au 29 février 1956, conclu entre les services commerciaux français en Allemagne et le Deutscher Innen-und Aussenhandel Kompensation, de la deuxième tranche des contingents d'importation ci-après.

Il est rappelé que chaque exemplaire de demande de licence d'importation devra comporter:

a) L'indication de la provenance des marchandises: Allemagne orientale;

b) La valeur en francs français de la marchandise;

c) Le montant correspondant en dollars U. S. A. (monnaie de compte);

d) Le nom et l'adresse de l'intermédiaire agréé chez lequel l'importation sera domiciliée.

Les demandes de licences d'importation, établies sur formules modèle A. C. et accompagnées d'une facture *pro forma* visée par l'un des services du Deutscher Innen-und Aussenhandel Kompensation, devront être parvenues à l'office des changes (3e sous-direction), 6, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e), au plus tard le 29 septembre 1955, à midi. A l'expiration de ce délai, elles feront l'objet d'un examen simultané de la part des services techniques compétents.

NUMÉROS de poste.	NUMÉROS du tarif douanier.	PRODUITS
203	0127.	Machines à écrire électriques et machines à écrire à clavier spécial.
204	0137.	Appareils photographiques.
205	0139.	Harmonicas de plus de 15 notes, bandonéons et accordéons.
207	0143.	Ornements pour arbres de Noël.

Ministère des finances et des affaires économiques.

Sociétés étrangères d'assurances.

La société étrangère d'assurances Union suisse, ayant son siège à Genève, a fait agréer par l'administration de l'enregistrement (décision du 5 août 1955) un représentant responsable des taxes et pénalités susceptibles d'être dues en France et en Algérie à raison des contrats passés dans toutes les branches par l'ensemble des agences qui sont ou seront exploitées en France métropolitaine, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion et en Algérie, ainsi que des contrats qui, directement reçus à l'étranger, porteraient sur des risques ayant leur assiette sur l'un de ces territoires.

La société étrangère d'assurances Prévoyance et prospérité, ayant son siège à Mons (Belgique), a fait agréer par l'administration de l'enregistrement (décision du 17 août 1955) un représentant responsable des taxes et pénalités susceptibles d'être dues en France et en Algérie à raison des contrats passés dans toutes les branches par l'ensemble des agences qui sont ou seront exploitées en France métropolitaine, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion et en Algérie, ainsi que des contrats qui, directement reçus à l'étranger, porteraient sur des risques ayant leur assiette sur l'un de ces territoires.

Ministère de l'agriculture.

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination des pays membres de l'Union européenne des paiements.

Clôture d'un contingent.

En application des dispositions de l'avis aux exportateurs publié par le *Journal officiel* du 12 juin 1955, les exportateurs sont informés que le contingent de 35.000 mètres cubes de grumes de peuplier ouvert à destination des pays appartenant à l'Union européenne des paiements par l'avis aux exportateurs du 31 décembre 1954 est épuisé.

Les dossiers de demandes d'autorisation d'exporter concernant ce poste de grumes de peuplier cesseront d'être recevables deux jours francs après la publication du présent avis.

Paris — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN-PAUL MARTIN

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	Pays	Devise	Parité	Cours limites pratiqués par la Banque de France		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 9 sept. 1955	
349 95	Etats-Unis	1 $ U.S.A	350 .. (1)	.... ..	.... ..	349 95	.... ..
354 70	Canada	1 $ Can	.... ..	.... ..	.... ..	354 70	.... ..
164 20	Côte Fse Somalis	100 F Djib	164 0727	.... ..	.... ..	.... ..	.... ..
8331 50	Allemagne occid	100 D Mk	8333 33	8271 ..	8396 .	8331 ..	8333...
699 95	Belgique	100 F b	700 ..	694 75	705 25	700 05	700 ..
5032 ..	Danemark	100 c d	5067 22	5029 22	5108 25	5032 .	.... .
972 95	Gde-Bretagne	1 liv st	980 ..	972 63	987 35	972 80	972 70
56 015	Italie	100 lire	56 008	55 69	56 43	56 02	56 013
4865 50	Norvège	100 c n	4900 .	4-65 50	4937 ..	4865 50	4865 ..
9210 ..	Pays-Bas	100 fl.	9240 32	9111 60	9270 50	9212 ..	9211 50
6764 50	Suède	100 c s	6765 623	6715 .	6816 50	6765 ..	6763 ..
8004 50	Suisse	100 f s	8003 95	7944 ..	8064 ..	8005 ..	8004 50
1336 25	Autriche	100 sch.	1346 15	1336 05	1356 25	1336 25	.... ..
997 25	Egypte	1 liv ég	1005 01	997 ..	1013 ..	997 ..	.... ..
2792 .	Mexique	100 pes	2800 ..	2779 ..	2821 .	2790 ..	.... ..
1208 25	Portugal	100 esc	1217 39	1208 25	1226 50	1208 25	.... ..
4897 50	Tchécoslovaquie	100 kcs	4961 11	4824 50	4997 50	4897 50	.... ..
117 50	Yougoslavie	100 din	116 666	115 70	117 60	117 40	.... ..

Zone C. F. A	100 F C. F. A	200
Zone C. F. P	100 F C. F. P	550
Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam	100 piastres	1000

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

COMPAGNIE FRANÇAISE THOMSON-HOUSTON

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.975.200.000 F

SIÈGE SOCIAL: 173, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS

Registre du commerce: Seine 54-B 8975.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

de l'emprunt 6 0/0 1955 représenté par 300.000 obligations de 10.000 F nominal remboursables à 10 500 F minimum et amortissables en 15 ans sur la base d'une annuité constante pour le service de l'intérêt et du prix de remboursement minimum.

DATE DE REMBOURSEMENT: 30 JUILLET

Années des amortissements et nombre de titres à amortir chaque année.

1956	13.172	1961	17.391	1966	22.961
1957	13.924	1962	18.385	1967	24.273
1958	14.720	1963	19.435	1968	25.660
1959	15.561	1964	20.545	1969	27.126
1960	16.451	1965	21.720	1970	28.676

Total: 300.000 obligations.

Les tirages au sort, tant normaux que supplémentaires, s'effectueront de la manière suivante: un numéro sera tiré au sort. Les obligations à amortir seront appelées au remboursement à partir de ce numéro, suivant la suite naturelle des nombres, compte tenu des obligations amorties ou rachetées antérieurement, jusqu'à concurrence du nombre d'obligations dont l'amortissement est à effectuer. Pour l'application de ces dispositions, le numéro un sera considéré comme succédant au dernier numéro.

LA PRECISION MECANIQUE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 11, RUE VERGNIAUD, PARIS (13e)

R. C.: Seine 54-B 4790.

NOUVEAU TABLEAU D'AMORTISSEMENT

en 12 ans par annuités constantes, des 4.217 obligations 4 3/4 0/0 1947 de 5.000 F nominal qui restaient en circulation au moment de l'assemblée des obligataires tenue le 11 mai 1955 et après l'échéance du 15 avril 1955 et dont le taux d'intérêt est porté à 6 0/0.

NUMÉROS d'ordre des tirages.	DATES des remboursements.	NOMBRE de titres à amortir.
1	15 avril 1955	250
2	— 1957	265
3	— 1958	281
4	— 1959	298
5	— 1960	316
6	— 1961	334
7	— 1962	355
8	— 1963	376
9	— 1964	398
10	— 1965	422
11	— 1966	448
12	— 1967	474
Total		4.217

Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 794.304.000 F

SIÈGE SOCIAL: 23, BOULEVARD MALESHERBES, PARIS

Registre du commerce: Seine n° 33713.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

de l'emprunt 6 0 0 1955 représenté par 25.000 obligations de 10.000 F nominal remboursables à 10.500 F minimum et amortissables en 15 ans sur la base d'une annuité constante pour le service de l'intérêt et du prix de remboursement minimum.

DATE DE REMBOURSEMENT DES TITRES: 1er JUILLET

Années des amortissements et nombre de titres à amortir chaque année.

1956	1.098	1961	1.519	1966	1.913
1957	1.160	1962	1.532	1967	2.023
1958	1.227	1963	1.620	1968	2.138
1959	1.297	1964	1.712	1969	2.260
1960	1.371	1965	1.810	1970	2.390

Total: 25.000 obligations.

Les tirages au sort, tant normaux que supplémentaires, s'effectueront de la manière suivante: un numéro sera tiré au sort. Les obligations à amortir seront appelées au remboursement à partir de ce numéro, suivant la suite naturelle des nombres, compte tenu des obligations amorties ou rachetées antérieurement, jusqu'à concurrence du nombre d'obligations dont l'amortissement est à effectuer. Pour l'application de ces dispositions, le numéro un sera considéré comme succédant au dernier numéro.

PEUGEOT & Cie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 520 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: AUDINCOURT (DOUBS)

R. C.: Montbéliard n° 3.

Obligations 4 1/4 0/0 1943 de 5.000 F.

LISTE NUMERIQUE

Des obligations amorties au tirage du 25 août 1955 et remboursables à partir du 1er octobre 1955 à 5.001 F;

Des obligations amorties au tirage du 1er septembre 1954 parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
31 à 40	55	1.023	54	2.021 à 2.030	55
121 à 130	55	1.081 à 1.090	55	2.101 à 2.110	55
171 à 180	55	1.191 à 1.200	54	2.131 à 2.140	55
311 à 320	55	1.201 à 1.210	54	2.311 à 2.320	55
511 à 520	55	1.241 à 1.250	54	2.321 à 2.330	55
541 à 550	55	1.291 à 1.300	55	2.441 à 2.449	55
591 à 600	55	1.391 à 1.400	55	2.671 à 2.680	55
601 à 610	54	1.431 à 1.440	55	2.691 à 2.700	54
631 à 640	54	1.631 à 1.640	55	2.731 à 2.740	54
801 à 810	54	1.681 à 1.690	54	2.781 à 2.790	54
811 à 820	55	1.691 à 1.700	54	2.811 à 2.820	54
981 à 990	54	1.721 à 1.730	55	2.851 à 2.860	54
1.001 à 1.010	55	1.731 à 1.740	54	2.951 à 2.960	55
1.021	54				

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3,40 o/o 1896

Remboursement du 1er octobre 1955.

PREMIÈRE SÉRIE. — Nos 1 à 100.000

Cinquante-troisième tirage effectué le 2 août 1955 pour amortissement de 2.520 obligations.

La liste ci-dessous comprend:

a) En caractères gras, les numéros sortis au cinquante-troisième tirage;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du cinquante-troisième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
39	**1955**	1.876	opp.	4.419	1955	**6.658**	**1955**	**8.669**	**1955**	**10.443**	**1955**
80	»	**1.905**	**1955**	**4.461**	»	6.693	opp.	**8.683**	»	**10.473**	»
130	»	1.912	1954	**4.482**	»	6.695	»	**8.688**	»	**10.503**	»
165	8-48	**1.956**	**1955**	**4.497**	»	6.696	»	**8.788**	»	10.506	1954
176	3-48	1.958	1951	**4.513**	»	**6.707**	**1955**	8.820	opp.	**10.526**	**1955**
240	**1955**	1.962	1954	**4.741**	»	**6.830**	»	8.821	1949	**10.562**	»
250	»	2.003	opp.	**4.763**	»	**6.879**	»	8.821	opp.	**10.579**	»
260	»	**2.004**	**1955**	**4.908**	»	6.928	1954	8.822	»	**10.637**	»
266	»	**2.030**	»	**4.910**	»	**6.951**	**1955**	**8.829**	**1955**	10.639	8-48
307	»	**2.035**	»	**4.938**	»	**6.974**	»	**8.834**	»	10.640	»
325	»	**2.046**	»	**4.950**	»	**7.055**	»	**8.841**	»	10.645	»
335	»	2.087	opp.	**4.952**	»	**7.061**	»	**8.910**	»	10.658	1952
369	»	2.133	1953	**4.994**	»	**7.121**	»	**8.948**	»	10.659	1938
389	8-48	**2.143**	**1955**	**5.006**	»	**7.143**	»	**8.954**	»	10.707	8-48
390	1938	**2.194**	»	5.044	3-48	7.156	opp.	8.967	1954	10.777	1954
410	**1955**	**2.294**	»	**5.056**	**1955**	**7.176**	**1955**	**8.984**	**1955**	**10.791**	**1955**
418	»	**2.310**	»	**5.070**	»	**7.203**	»	**9.032**	»	**10.799**	»
420	»	**2.314**	»	**5.183**	»	**7.239**	»	**9.087**	»	**10.875**	»
431	»	**2.355**	»	5.193	1954	**7.242**	»	**9.155**	»	**10.876**	»
443	»	**2.405**	»	**5.205**	**1955**	**7.275**	»	**9.226**	»	10.880	8-48
473	»	**2.464**	»	**5.206**	»	**7.276**	»	9.265	8-48	10.882	»
503	»	**2.467**	»	**5.310**	»	**7.234**	»	**9.288**	**1955**	**10.907**	**1955**
525	»	**2.480**	»	**5.356**	»	**7.289**	»	**9.377**	»	10.933	8-48
562	»	**2.492**	»	**5.391**	»	7.297	8-48	**9.466**	»	**10.935**	**1955**
579	»	**2.509**	»	**5.465**	»	7.297	opp.	**9.533**	»	10.940	8-48
617	»	**2.629**	»	**5.470**	»	**7.300**	**1955**	**9.537**	»	10.942	»
665	8-48	**2.631**	»	**5.475**	»	**7.324**	»	9.566	1953	10.943	»
666	1952	**2.639**	»	5.502	8-48	**7.359**	»	9.640	8-48	10.944	3-48
681	1954	2.680	8-48	5.662	1953	**7.417**	»	**9.644**	**1955**	**11.023**	**1955**
775	8-48	**2.688**	**1955**	**5.675**	**1955**	7.430	1954	**9.855**	»	**11.030**	»
791	**1955**	**2.706**	»	**5.685**	»	**7.433**	**1955**	**9.868**	»	11.057	1954
799	»	**2.725**	»	**5.710**	»	**7.493**	»	**9.890**	»	**11.074**	**1955**
875	»	**2.768**	»	**5.720**	»	**7.514**	»	**9.896**	»	**11.099**	»
876	»	**2.799**	»	**5.751**	»	**7.579**	»	**9.899**	»	**11.143**	»
907	»	**2.821**	»	**5.765**	»	**7.593**	»	**9.900**	»	**11.145**	»
935	»	**2.867**	»	**5.799**	»	7.618	1954	**9.907**	»	**11.184**	»
968	1953	**2.872**	»	**5.800**	»	**7.661**	**1955**	9.965	opp.	**11.194**	»
1.023	**1955**	**2.907**	»	5.842	1951	**7.663**	»	**9.984**	**1955**	**11.213**	»
1.030	»	**2.924**	»	5.936	1954	**7.712**	»	9.986	1954	**11.233**	»
1.074	»	2.933	opp.	**5.947**	**1955**	7.787	8-48	**9.902**	**1955**	**11.236**	»
1.099	»	2.934	»	**5.954**	»	**7.823**	**1955**	**9.995**	»	**11.287**	»
1.143	»	2.938	»	**5.967**	»	**7.842**	»	**10.039**	»	**11.302**	»
1.145	»	2.941	»	**6.013**	»	**7.878**	»	10.062	1954	11.316	1950
1.184	»	**2.947**	**1955**	**6.067**	»	7.892	1954	**10.080**	**1955**	**11.336**	**1955**
1.194	»	**2.965**	»	**6.136**	»	7.895	opp.	**10.130**	»	**11.337**	»
1.213	»	**3.081**	»	**6.152**	»	7.946	8-48	**10.240**	»	**11.343**	»
1.233	»	**3.104**	»	**6.171**	»	7.959	»	**10.250**	»	11.437	1954
1.236	»	3.193	opp.	**6.227**	»	**7.999**	**1955**	**10.260**	»	**11.460**	**1955**
1.287	»	**3.262**	**1955**	**6.234**	»	8.022	1954	**10.266**	»	**11.461**	»
1.302	»	**3.295**	»	6.252	8-48	**8.028**	**1955**	10.277	8-48	**11.508**	»
1.316	1950	**3.328**	»	**6.259**	**1955**	**8.032**	»	10.301	»	**11.518**	»
1.336	**1955**	**3.386**	»	**6.291**	»	**8.054**	»	**10.307**	**1955**	**11.563**	»
1.337	»	**3.473**	»	6.295	1954	**8.081**	»	10.309	3-48	**11.606**	»
1.343	»	**3.474**	»	**6.298**	**1955**	**8.084**	»	10.317	8-48	**11.626**	»
1.409	8-48	**3.565**	»	**6.300**	»	**8.091**	»	10.320	8-48	**11.661**	»
1.460	**1955**	**3.626**	»	**6.311**	»	**8.111**	»	10.321	»	**11.710**	»
1.461	»	3.675	1954	**6.351**	»	**8.135**	»	10.323	10-48	**11.723**	»
1.508	»	3.713	1953	**6.383**	»	8.164	1954	**10.325**	**1955**	**11.742**	»
1.518	»	3.864	8-48	**6.392**	»	**8.174**	**1955**	**10.335**	**1955**	**11.822**	»
1.583	»	**3.885**	**1955**	**6.396**	»	**8.249**	»	10.352	8-48	**11.872**	»
1.603	1938	**3.917**	»	**6.410**	»	**8.305**	»	10.354	»	11.903	1949
1.606	**1955**	**4.040**	»	**6.416**	»	**8.367**	»	10.360	»	**11.905**	**1955**
1.626	»	**4.053**	»	**6.433**	»	**8.372**	»	10.368	»	11.943	8-48
1.661	»	**4.081**	»	6.444	1954	**8.447**	»	**10.369**	**1955**	**11.956**	**1955**
1.719	»	**4.088**	»	**6.461**	**1955**	8.469	8-48	10.370	8-48	**12.004**	»
1.723	»	**4.191**	»	**6.478**	»	**8.471**	**1956**	10.377	»	**12.030**	»
1.742	»	**4.203**	»	**6.539**	»	**8.518**	»	**10.410**	**1955**	**12.035**	»
1.822	»	**4.355**	»	6.575	8-48	**8.519**	»	**10.418**	»	12.043	8-48
1.865	1951	4.357	1954	6.576	»	**8.542**	»	**10.420**	»	**12.046**	**1955**
1.872	**1955**	**4.411**	**1955**	6.588	1954	**8.593**	»	**10.431**	»		
				6.592	»	8.650	1954				

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
12.143	1955
12.194	»
12.294	»
12.299	1953
12.310	1955
12.314	»
12.355	»
12.405	»
12.464	»
12.467	»
12.480	»
12.482	»
12.569	»
12.629	»
12.631	»
12.639	»
12.688	»
12.706	»
12.725	»
12.768	»
12.799	»
12.821	»
12.867	»
12.872	»
12.895	1954
12.907	1955
12.924	»
12.947	»
12.965	»
13.081	»
13.104	»
13.118	1954
13.128	»
13.142	»
13.262	1955
13.283	8-48
13.295	1955
13.328	»
13.356	»
13.473	»
13.474	»
13.565	»
13.626	»
13.834	1952
13.885	1956
13.917	»
14.040	»
14.063	»
14.081	»
14.088	»
14.191	»
14.194	8-48
14.199	»
14.203	1955
14.355	»
14.405	8-48
14.407	»
14.411	1955
14.419	»
14.461	»
14.482	»
14.497	»
14.513	»
14.522	3-48
14.659	1954
14.741	1955
14.763	»
14.798	3-48
14.883	opp.
14.884	»
14.885	»
14.886	»
14.908	1955
14.910	»
14.938	»
14.950	»
14.952	»
14.994	»
15.006	»
15.056	»
15.070	»
15.183	»
15.205	»
15.206	»
15.310	»
15.315	1939
15.360	1955
15.391	»
15.466	»
15.470	»
15.475	»
15.477	8-48
15.675	1955
15.685	1955
15.710	»
15.720	»
15.751	»
15.779	1954
15.785	1955
15.799	»
15.800	»
15.818	8-48
15.849	1953
15.853	1949
15.947	1955
15.964	»
15.967	»
16.013	»
16.055	1953
16.067	1955
16.136	»
16.152	»
16.156	opp.
16.157	»
16.171	1955
16.180	3-48
16.227	1955
16.234	»
16.259	»
16.291	»
16.298	»
16.300	»
16.311	»
16.313	1954
16.351	1955
16.383	»
16.392	»
16.396	»
16.410	»
16.416	»
16.433	»
16.461	»
16.478	»
16.539	»
16.668	»
16.707	»
16.814	8-48
16.817	1954
16.830	1955
16.879	»
16.949	8-48
16.951	1955
16.974	»
17.055	»
17.061	»
17.121	»
17.148	»
17.176	»
17.200	1954
17.203	1955
17.215	1954
17.224	»
17.230	1955
17.242	»
17.275	»
17.276	»
17.283	1954
17.284	1955
17.289	»
17.300	»
17.334	»
17.352	1952
17.359	1955
17.417	»
17.433	»
17.493	»
17.514	»
17.579	»
17.583	»
17.618	1954
17.661	1955
17.663	»
17.674	1938
17.712	1955
17.823	»
17.842	»
17.878	»
17.999	»
18.028	»
18.032	»
18.054	»
18.081	»
18.084	»
18.091	»
18.111	»
18.121	1953
18.135	1955
18.174	1955
18.249	»
18.305	»
18.343	8-48
18.347	»
18.367	1955
18.372	»
18.399	10-48
18.447	1955
18.471	»
18.512	1954
18.518	1955
18.519	»
18.542	»
18.593	»
18.669	»
18.683	»
18.688	»
18.730	8-48
18.788	1955
18.829	»
18.834	»
18.841	»
18.910	»
18.943	1939
18.948	1956
18.954	»
18.984	»
19.032	»
19.087	»
19.155	»
19.210	1954
19.226	1955
19.257	1949
19.288	1955
19.343	1954
19.377	1955
19.466	»
19.533	»
19.537	»
19.644	»
19.673	8-48
19.699	10-48
19.708	1954
19.810	opp.
19.855	1955
19.868	»
19.890	»
19.895	»
19.899	»
19.900	»
19.906	1954
19.907	1955
19.909	1954
19.984	1956
19.992	»
19.996	»
20.039	»
20.080	»
20.130	»
20.172	8-48
20.188	1939
20.197	10-48
20.240	1956
20.250	»
20.260	»
20.266	»
20.271	opp.
20.307	1955
20.325	»
20.335	»
20.369	»
20.397	opp.
20.410	1955
20.418	»
20.420	»
20.431	»
20.443	»
20.473	»
20.499	8-48
20.503	1955
20.526	»
20.562	»
20.579	»
20.637	»
20.681	1954
20.740	1936
20.744	1954
20.791	1955
20.799	»
20.875	»
20.876	»
20.907	»
20.935	»
21.023	1955
21.030	»
21.074	»
21.099	»
21.143	»
21.145	»
21.184	»
21.194	»
21.213	»
21.233	»
21.236	»
21.287	»
21.302	»
21.336	»
21.337	»
21.343	»
21.460	»
21.461	»
21.484	8-48
21.508	1955
21.518	»
21.583	»
21.601	1953
21.606	1956
21.626	»
21.661	»
21.719	»
21.723	»
21.732	1954
21.732	opp.
21.742	1955
21.822	»
21.872	»
21.905	»
21.956	»
22.004	»
22.020	1922
22.030	1955
22.035	»
22.046	»
22.143	»
22.194	»
22.294	»
22.310	»
22.314	»
22.355	»
22.406	»
22.437	1950
22.437	opp.
22.464	1955
22.467	»
22.480	»
22.482	»
22.509	»
22.629	»
22.631	»
22.639	»
22.688	»
22.706	»
22.725	»
22.752	1938
22.768	1955
22.799	»
22.821	»
22.867	»
22.872	»
22.895	1954
22.907	1955
22.924	»
22.925	1954
22.947	1955
22.965	»
23.081	»
23.104	»
23.262	»
23.295	»
23.328	»
23.386	»
23.461	1954
23.473	1955
23.474	»
23.565	»
23.617	1954
23.626	1955
23.823	3-48
23.885	1955
23.917	»
24.040	»
24.053	»
24.061	»
24.088	»
24.191	»
24.203	»
24.206	1950
24.304	8-48
24.316	1939
24.339	1952
24.340	3-48
24.355	1955
24.411	»
24.419	»
24.461	»
24.482	»
24.497	»
24.513	»
24.515	opp.
24.603	»
24.695	1953
24.697	8-48
24.699	3-48
24.741	1955
24.763	»
24.908	»
24.910	»
24.938	»
24.950	»
24.952	»
24.994	»
25.006	»
25.056	»
25.070	»
25.122	8-48
25.146	3-48
25.183	1955
25.205	»
25.206	»
25.310	»
25.356	»
25.391	»
25.465	»
25.470	»
25.475	»
25.645	8-48
25.675	1955
25.685	»
25.710	»
25.720	»
25.729	1954
25.751	1955
25.785	»
25.799	»
25.800	»
25.947	»
25.954	»
25.977	»
26.013	»
26.067	»
26.136	»
26.152	»
26.171	»
26.227	»
26.234	»
26.259	»
26.283	1954
26.291	1955
26.298	»
26.300	»
26.311	»
26.351	»
26.383	»
26.392	»
26.396	»
26.410	»
26.416	»
26.433	»
26.451	»
26.478	»
26.539	»
26.552	1953
26.620	opp.
26.623	»
26.624	»
26.625	»
26.626	»
26.627	»
26.628	»
26.629	»
26.631	»
26.632	»
26.634	»
26.635	»
26.636	»
26.637	»
26.639	»
26.640	»
26.641	»
26.642	opp.
26.643	»
26.645	»
26.658	1955
26.707	»
26.830	»
26.879	»
26.951	»
26.974	»
27.028	1954
27.055	1955
27.061	»
27.079	1952
27.120	8-48
27.121	1955
27.124	8-48
27.125	»
27.126	»
27.130	»
27.134	»
27.144	»
27.148	1955
27.165	1954
27.176	1955
27.198	opp.
27.199	»
27.200	»
27.201	»
27.202	»
27.203	1955
27.203	opp.
27.204	»
27.205	»
27.239	1955
27.242	»
27.275	»
27.276	»
27.284	»
27.289	»
27.300	»
27.319	8-48
27.334	1955
27.359	»
27.372	1949
27.417	1955
27.433	»
27.465	1938
27.493	1955
27.514	»
27.525	1954
27.579	1955
27.593	»
27.599	8-48
27.661	1955
27.663	»
27.712	»
27.823	»
27.842	»
27.878	»
27.892	1954
27.938	opp.
27.939	»
27.999	1955
28.015	1950
28.028	1955
28.032	»
28.054	»
28.075	8-48
28.077	»
28.081	1955
28.084	»
28.091	»
28.111	»
28.135	»
28.174	»
28.185	8-48
28.240	1955
28.253	8-48
28.305	1956
28.367	»
28.372	»
28.373	8-48
28.380	»
28.447	1956
28.464	8-48
28.471	1956
28.478	opp.
28.479	»
28.482	»
28.483	»
28.518	1955
28.519	»
28.524	opp.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
28.542	1955
28.583	opp.
28.593	1955
28.630	1954
28.669	1955
28.683	»
28.688	»
28.721	1954
28.753	8-48
28.788	1955
28.829	»
28.834	»
28.841	»
28.910	»
28.948	»
28.954	»
28.964	»
29.013	10-48
29.014	»
29.032	1955
29.087	»
29.142	1950
29.155	1955
29.226	»
29.288	»
29.362	opp.
29.363	»
29.366	»
29.377	1955
29.451	1954
29.466	1955
29.533	»
29.537	»
29.577	1954
29.644	1955
29.855	»
29.868	»
29.887	opp.
29.890	1955
29.895	»
29.899	»
29.900	»
29.906	1954
29.907	1955
29.984	»
29.992	»
29.995	»
30.039	»
30.080	»
30.130	»
30.151	3-48
30.176	opp.
30.177	»
30.178	»
30.240	1955
30.250	»
30.260	»
30.266	»
30.307	»
30.325	»
30.335	»
30.358	1952
30.360	8-48
30.369	1955
30.410	»
30.418	»
30.420	»
30.431	»
30.443	»
30.473	»
30.503	»
30.526	»
30.562	»
30.579	»
30.637	»
30.791	»
30.799	»
30.824	10-48
30.875	1955
30.876	»
30.907	»
30.935	»
30.969	10-48
31.023	1955
31.030	»
31.074	»
31.099	»
31.143	»
31.145	»
31.184	»
31.194	»
31.213	»
31.233	»
31.236	1955
31.287	»
31.302	»
31.336	»
31.337	»
31.343	»
31.401	1951
31.427	opp.
31.460	1955
31.461	»
31.508	»
31.518	»
31.583	»
31.606	»
31.626	»
31.661	»
31.668	opp.
31.719	1955
31.723	»
31.742	»
31.822	»
31.838	opp.
31.872	1955
31.905	»
31.956	»
32.004	»
32.030	»
32.035	»
32.046	»
32.075	8-48
32.143	1955
32.194	»
32.248	3-48
32.266	1954
32.270	1953
32.294	1955
32.295	8-48
32.296	3-48
32.310	1955
32.314	»
32.329	8-48
32.339	»
32.355	1955
32.405	»
32.453	opp.
32.464	1955
32.467	»
32.480	»
32.482	»
32.509	»
32.629	»
32.631	»
32.639	»
32.688	»
32.706	»
32.725	»
32.768	»
32.799	»
32.804	3-48
32.821	1955
32.867	»
32.872	»
32.907	»
32.924	»
32.947	»
32.965	»
33.081	»
33.104	»
33.262	»
33.288	8-48
33.295	1955
33.328	»
33.372	3-48
33.386	1955
33.473	»
33.474	»
33.565	»
33.626	»
33.699	8-48
33.834	1952
33.835	1953
33.857	1954
33.885	1955
33.917	»
34.040	»
34.053	»
34.081	»
34.088	»
34.191	»
34.203	»
34.284	1951
34.355	1955
34.411	»
34.419	1955
34.461	»
34.482	»
34.497	»
34.513	»
34.540	1949
34.616	1954
34.741	1955
34.763	»
34.908	»
34.910	»
34.938	»
34.950	»
34.952	»
34.994	»
35.006	»
35.056	»
35.070	»
35.092	8-48
35.093	»
35.183	1955
35.205	»
35.206	»
35.310	»
35.356	»
35.357	1951
35.363	opp.
35.391	1955
35.465	»
35.470	»
35.475	»
35.490	1950
35.513	8-48
35.675	1955
35.685	»
35.687	10-48
35.710	1955
35.720	»
35.729	1954
35.751	1955
35.785	»
35.799	»
35.800	»
35.937	3-48
35.940	8-48
35.947	1955
35.954	»
35.967	»
36.013	»
36.067	»
36.136	»
36.152	»
36.171	»
36.184	1954
36.227	1955
36.234	»
36.243	10-48
36.259	1955
36.291	»
36.298	»
36.300	»
36.311	»
36.351	»
36.383	»
36.392	»
36.396	»
36.410	»
36.416	»
36.433	»
36.451	»
36.478	»
36.522	1954
36.539	1955
36.658	»
36.707	»
36.809	1954
36.812	8-48
36.813	»
36.814	»
36.830	1955
36.879	»
36.951	»
36.974	»
37.014	3-48
37.016	1950
37.055	1955
37.058	8-48
37.060	»
37.061	1955
37.113	10-48
37.121	1955
37.129	1952
37.148	1955
37.176	1955
37.203	»
37.239	»
37.242	»
37.245	1954
37.275	1955
37.276	»
37.284	»
37.289	»
37.295	8-48
37.297	»
37.299	»
37.300	1955
37.315	1954
37.334	1955
37.359	»
37.417	»
37.433	»
37.493	»
37.514	»
37.543	8-48
37.579	1955
37.593	»
37.661	»
37.663	»
37.675	8-48
37.712	1955
37.787	8-48
37.823	1955
37.826	1954
37.842	1955
37.878	»
37.999	»
38.028	»
38.032	»
38.054	»
38.081	»
38.084	»
38.091	»
38.111	»
38.135	»
38.174	»
38.249	»
38.305	»
38.367	»
38.372	»
38.447	»
38.471	»
38.518	»
38.519	»
38.542	»
38.593	»
38.653	8-48
38.669	1955
38.680	opp.
38.683	1955
38.688	»
38.732	8-48
38.734	1950
38.736	1954
38.788	1955
38.829	»
38.834	»
38.841	»
38.910	»
38.948	»
38.954	»
38.976	opp.
38.984	1955
39.032	»
39.047	1953
39.087	1955
39.155	»
39.226	»
39.288	»
39.297	3-48
39.300	8-48
39.377	1955
39.385	opp.
39.466	1955
39.533	»
39.537	»
39.577	1954
39.635	8-48
39.644	1955
39.748	3-48
39.843	1954
39.855	1955
39.868	»
39.890	»
39.895	»
39.899	»
39.900	1955
39.907	»
39.954	»
39.992	»
39.995	»
40.039	»
40.080	»
40.130	»
40.240	»
40.250	»
40.260	»
40.266	»
40.307	»
40.325	»
40.335	»
40.369	»
40.410	»
40.418	»
40.418	opp.
40.420	1955
40.431	»
40.443	»
40.472	1954
40.473	1955
40.503	»
40.506	1954
40.521	1949
40.526	1955
40.562	»
40.579	»
40.631	1954
40.637	1955
40.693	8-48
40.791	1955
40.799	»
40.875	»
40.876	»
40.882	8-48
40.907	1955
40.935	»
40.941	1949
41.023	1955
41.030	»
41.032	opp.
41.033	»
41.035	»
41.064	1950
41.074	1955
41.099	»
41.143	»
41.145	»
41.184	»
41.194	»
41.213	»
41.233	»
41.236	»
41.249	1952
41.287	1956
41.302	»
41.336	»
41.337	»
41.343	»
41.382	8-48
41.430	1951
41.460	1955
41.461	»
41.483	8-48
41.508	1955
41.518	»
41.532	1952
41.583	1955
41.606	»
41.626	»
41.661	»
41.719	»
41.723	»
41.737	8-48
41.742	1955
41.745	opp.
41.783	»
41.784	»
41.822	1955
41.872	»
41.905	»
41.922	3-48
41.956	1955
42.004	»
42.030	»
42.035	»
42.046	»
42.143	»
42.194	»
42.278	8-48
42.294	1955
42.310	»
42.314	»
42.385	»
42.405	»
42.464	»
42.467	»
42.480	»
42.482	»
42.509	»
42.629	»
42.631	»
42.639	»
42.688	»
42.699	1954
42.706	1955
42.725	»
42.728	1954
42.729	8-48
42.768	1955
42.793	8-48
42.799	1955
42.821	»
42.867	»
42.872	»
42.907	»
42.924	»
42.937	1954
42.947	1955
42.958	8-48
42.965	1955
43.045	opp.
43.081	1955
43.104	»
43.262	»
43.295	»
43.296	opp.
43.328	1955
43.386	»
43.462	1950
43.463	1951
43.464	1950
43.473	1955
43.474	»
43.498	opp.
43.518	8-48
43.519	»
43.547	»
43.563	1954
43.564	»
43.565	1955
43.626	»
43.661	8-48
43.662	»
43.664	»
43.885	1955
43.917	»
44.040	»
44.053	»
44.081	»
44.088	»
44.191	»
44.203	»
44.352	1950
44.354	1952
44.355	1955
44.411	»
44.479	»
44.461	»
44.482	»
44.497	»
44.513	»
44.670	opp.
44.672	»
44.673	»
44.674	»
44.741	1955
44.763	»
44.908	»
44.910	»
44.938	»
44.950	»
44.952	»
44.980	opp.
44.994	1955
45.006	»
45.056	»
45.070	»
45.183	»
45.205	»
45.206	»
45.279	opp.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
45.281	opp.
45.282	»
45.310	1955
45.349	8-48
45.356	1955
45.391	»
45.465	»
45.470	»
45.475	»
45.585	1953
45.675	1955
45.685	»
45.710	»
45.711	8-48
45.723	1955
45.751	»
45.775	opp.
45.785	1955
45.788	8-48
45.799	1955
45.830	»
45.947	»
45.954	»
45.967	»
46.013	»
46.023	1954
46.067	1955
46.136	»
46.150	1954
46.152	1955
46.159	1954
46.171	1955
46.227	»
46.234	»
46.259	»
46.291	»
46.293	»
46.300	»
46.311	»
46.351	»
46.383	»
46.392	»
46.396	»
46.410	»
46.416	»
46.433	»
46.451	»
46.478	»
46.539	»
46.658	»
46.682	8-48
46.707	1955
46.731	8-48
46.821	1954
46.830	1955
46.879	»
46.951	»
46.974	»
47.055	»
47.061	»
47.121	»
47.148	»
47.176	»
47.203	»
47.239	»
47.242	»
47.275	»
47.276	»
47.284	»
47.289	»
47.300	»
47.334	»
47.359	»
47.417	»
47.424	8-48
47.433	1955
47.493	»
47.514	»
47.543	8-48
47.570	1955
47.593	»
47.661	»
47.663	»
47.675	8-48
47.704	1954
47.712	1955
47.719	8-48
47.823	1955
47.826	1954
47.842	1955
47.845	1954
47.853	opp.
47.854	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
47.878	1955
47.999	»
48.001	opp.
48.002	»
48.028	1955
48.032	»
48.054	»
48.081	»
48.084	»
48.091	»
48.091	opp.
48.111	1955
48.135	»
48.156	1954
48.174	1955
48.213	1954
48.245	8-48
48.249	1955
48.305	»
48.354	10-48
48.367	1955
48.372	»
48.447	»
48.471	»
48.518	»
48.519	»
48.542	»
48.593	»
48.669	»
48.678	8-48
48.683	1955
48.688	»
48.788	»
48.791	1954
48.826	»
48.829	1955
48.834	»
48.841	»
48.910	»
48.948	»
48.954	»
49.032	»
49.087	»
49.151	8-48
49.155	1955
49.216	1954
49.226	1955
49.288	»
49.377	»
49.466	»
49.533	»
49.537	»
49.644	3-48
49.667	»
49.671	»
49.679	»
49.754	8-48
49.758	»
49.760	»
49.762	»
49.769	»
49.855	1955
49.868	»
49.890	»
49.895	»
49.899	»
49.900	»
49.907	»
49.961	1954
49.984	1955
49.992	»
49.995	»
50.030	»
50.080	»
50.130	»
50.191	8-48
50.193	»
50.200	10-48
50.201	8-48
50.221	1953
50.240	1956
50.250	»
50.260	»
50.266	»
50.307	»
50.325	»
50.335	»
50.369	»
50.410	»
50.418	»
50.420	»
50.431	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
50.443	1955
50.473	»
50.503	»
50.526	»
50.552	»
50.579	»
50.637	»
50.656	1954
50.791	1955
50.799	»
50.875	»
50.876	»
50.907	»
50.935	1953
50.968	1955
51.023	»
51.030	»
51.074	»
51.099	»
51.143	»
51.145	»
51.184	»
51.194	»
51.243	»
51.233	»
51.236	»
51.287	»
51.302	»
51.336	»
51.337	»
51.343	»
51.460	»
51.461	»
51.508	»
51.518	»
51.583	»
51.606	»
51.626	»
51.654	1954
51.659	»
51.661	1955
51.662	1953
51.708	»
51.719	1955
51.723	»
51.742	»
51.822	»
51.872	»
51.891	opp.
51.900	8-48
51.905	1955
51.956	»
51.978	1938
52.004	1955
52.030	»
52.035	»
52.046	»
52.143	»
52.194	»
52.266	1954
52.294	1955
52.310	»
52.314	»
52.355	»
52.405	»
52.450	8-48
52.464	1955
52.467	»
52.480	»
52.482	»
52.509	»
52.571	1939
52.584	3-48
52.584	opp.
52.629	1955
52.631	»
52.639	»
52.688	»
52.706	»
52.725	»
52.768	»
52.776	8-48
52.799	1955
52.804	3-48
52.820	8-48
52.821	1955
52.822	8-48
52.867	1955
52.872	»
52.907	»
52.924	»
52.947	»
52.965	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
53.009	1949
53.081	1955
53.104	»
53.262	»
53.266	opp.
53.289	1954
53.295	1955
53.328	»
53.359	opp.
53.360	»
53.361	»
53.362	»
53.366	»
53.367	»
53.368	»
53.369	»
53.386	1955
53.470	8-48
53.472	1951
53.473	1955
53.474	»
53.565	»
53.626	»
53.680	3-48
53.885	1955
53.917	»
54.040	»
54.053	»
54.081	»
54.088	»
54.191	»
54.203	»
54.304	8-48
54.355	1955
54.368	8-48
54.410	1954
54.411	1955
54.419	»
54.461	»
54.482	»
54.497	»
54.513	»
54.741	»
54.763	»
54.908	»
54.910	»
54.938	»
54.944	8-48
54.950	1955
54.952	»
54.994	»
55.006	»
55.056	»
55.070	»
55.074	1949
55.183	1955
55.188	1954
55.295	1955
55.206	»
55.310	»
55.342	1954
55.346	1950
55.356	1955
55.391	»
55.465	»
55.470	»
55.475	»
55.675	»
55.685	»
55.710	»
55.720	»
55.729	1954
55.751	1955
55.785	»
55.799	»
55.800	»
55.945	1953
55.947	1955
55.954	»
55.959	1949
55.967	1955
55.971	3-48
56.013	1955
56.050	opp.
56.067	1955
56.136	»
56.152	»
56.171	»
56.227	»
56.234	»
56.259	»
56.283	1954
56.291	1955

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
56.298	1955
56.300	»
56.311	»
56.351	»
56.383	»
56.392	»
56.396	»
56.410	»
56.416	»
56.433	»
56.444	1954
56.451	1955
56.478	»
56.486	1952
56.487	1950
56.539	1955
56.656	»
56.707	»
56.828	8-48
56.830	1955
56.872	1954
56.879	1955
56.951	»
56.974	»
57.055	»
57.061	»
57.099	opp.
57.100	»
57.121	1955
57.148	»
57.176	»
57.203	»
57.239	»
57.242	»
57.275	»
57.276	»
57.284	»
57.289	»
57.300	»
57.334	»
57.348	opp.
57.359	1955
57.417	»
57.433	»
57.493	»
57.514	»
57.579	»
57.582	1951
57.593	1955
57.613	1954
57.661	1955
57.663	»
57.712	»
57.823	»
57.842	»
57.878	»
57.913	3-48
57.977	1954
57.999	1955
58.028	»
58.032	»
58.054	»
58.081	»
58.084	»
58.091	»
58.111	»
58.135	»
58.174	»
58.249	»
58.284	1953
58.285	1932
58.305	1955
58.367	»
58.370	opp.
58.372	1955
58.447	»
58.471	»
58.475	8-48
58.508	»
58.518	1955
58.519	»
58.542	»
58.566	1951
58.593	1955
58.669	»
58.683	»
58.688	»
58.788	»
58.829	»
58.834	»
58.841	»
58.910	»
58.948	»
58.954	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
58.984	1955
58.995	1950
58.997	8-48
58.998	1950
59.032	1955
59.087	»
59.155	»
59.226	»
59.244	opp.
59.249	1950
59.288	1955
59.377	»
59.392	1954
59.466	1955
59.520	opp.
59.521	»
59.533	1955
59.537	»
59.644	»
59.855	»
59.868	»
59.890	»
59.895	»
59.899	»
59.900	»
59.907	»
59.961	1954
59.984	1955
59.992	»
59.995	»
60.039	»
60.080	»
60.130	»
60.154	1954
60.176	3-48
60.240	1955
60.250	»
60.252	1920
60.254	1929
60.260	1955
60.266	»
60.307	»
60.325	»
60.335	»
60.369	»
60.410	»
60.418	»
60.420	»
60.431	»
60.443	»
60.473	»
60.503	»
60.521	1949
60.526	1955
60.539	8-48
60.562	1955
60.579	»
60.637	»
60.765	1954
60.769	1952
60.791	1955
60.799	»
60.875	»
60.876	»
60.907	»
60.935	»
61.023	»
61.030	»
61.074	»
61.099	»
61.143	»
61.145	»
61.184	»
61.194	»
61.213	»
61.233	»
61.236	»
61.287	»
61.302	»
61.309	opp.
61.310	»
61.336	1955
61.337	»
61.342	»
61.460	»
61.461	»
61.508	»
61.518	»
61.563	3-48
61.583	1955
61.606	»
61.626	»
61.659	1954

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
61.661	1955
61.719	»
61.723	»
61.742	»
61.822	»
61.872	»
61.905	»
61.956	»
62.004	»
62.030	»
62.035	»
62.046	»
62.051	8-48
62.143	1955
62.194	»
62.294	»
62.310	»
62.314	»
62.350	10-48
62.355	1955
62.405	»
62.464	»
62.467	»
62.480	»
62.482	»
62.509	»
62.563	1950
62.564	8-48
62.629	1955
62.631	»
62.639	»
62.688	»
62.691	8-48
62.706	1955
62.725	»
62.768	»
62.799	»
62.821	»
62.845	3-48
62.846	1953
62.847	8-48
62.853	10-48
62.867	1955
62.872	»
62.907	»
62.924	»
62.947	»
62.956	1954
62.965	1955
62.969	1950
63.081	1955
63.104	»
63.120	opp.
63.209	10-48
63.262	1955
63.295	»
63.328	»
63.386	»
63.419	1950
63.473	1955
63.474	»
63.553	1954
63.565	1955
63.608	1950
63.616	8-48
63.617	1954
63.626	1955
63.885	»
63.917	»
63.969	10-48
64.040	1955
64.053	»
64.081	»
64.088	»
64.109	8-48
64.191	1955
64.203	»
64.355	»
64.411	»
64.419	»
64.461	»
64.482	»
64.497	»
64.513	»
64.540	1949
64.606	1954
64.673	3-48
64.741	1955
64.763	»
64.908	»
64.910	»
64.926	8-48
64.927	»
64.936	1954
64.938	1955
64.944	8-48
64.950	1955
64.952	»
64.994	»
65.006	»
65.056	»
65.070	»
65.183	»
65.205	»
65.206	»
65.310	»
65.356	»
65.391	»
65.465	»
65.470	»
65.475	»
65.675	»
65.685	»
65.710	»
65.720	»
65.744	8-48
65.751	1955
65.785	»
65.793	»
65.800	»
65.925	1921
65.947	19.5
65.954	»
65.966	opp.
65.967	1955
66.013	»
66.067	»
66.136	»
66.152	»
66.171	»
66.227	»
66.234	»
66.259	»
66.291	»
66.298	»
66.300	»
66.311	»
66.313	1954
66.351	1955
66.383	»
66.392	»
66.396	»
66.410	»
66.416	»
66.433	»
66.451	»
66.478	»
66.539	»
66.658	»
66.707	»
66.830	»
66.879	»
66.951	»
66.974	»
66.999	opp.
67.055	1955
67.061	»
67.121	»
67.148	»
67.165	1954
67.176	1955
67.185	3-48
67.203	1955
67.215	1954
67.239	1955
67.242	»
67.275	»
67.276	»
67.284	»
67.289	»
67.295	8-48
67.300	1955
67.334	»
67.359	»
67.417	»
67.429	10-48
67.433	1955
67.493	»
67.514	»
67.579	»
67.593	»
67.661	»
67.663	»
67.690	8-48
67.712	1955
67.823	»
67.842	1955
67.878	»
67.900	1954
67.977	»
67.999	1955
68.028	»
68.032	»
68.047	8-48
68.054	1955
68.081	»
68.084	»
68.091	»
68.111	»
68.135	»
68.174	»
68.218	1954
68.249	1955
68.304	1952
68.305	1955
68.367	»
68.372	»
68.447	»
68.471	»
68.503	opp.
68.505	»
68.507	»
68.508	»
68.510	»
68.511	»
68.512	»
68.518	1955
68.519	»
68.542	»
68.593	»
68.669	»
68.683	»
68.688	»
68.698	8-48
68.700	»
68.788	1955
68.829	»
68.834	»
68.841	»
68.910	»
68.948	»
68.954	»
68.984	»
69.032	»
69.067	»
69.112	1950
69.155	1955
69.226	»
69.288	»
69.377	»
69.451	1954
69.466	1955
69.533	»
69.537	»
69.555	1953
69.644	1955
69.855	»
69.868	»
69.890	»
69.895	»
69.899	»
69.900	»
69.907	»
69.984	»
69.992	»
69.995	»
70.039	»
70.080	»
70.130	»
70.240	»
70.248	1939
70.248	opp.
70.250	1955
70.260	»
70.266	»
70.307	»
70.325	»
70.335	»
70.369	»
70.410	»
70.418	»
70.420	»
70.431	»
70.443	»
70.473	»
70.503	»
70.526	»
70.562	»
70.579	»
70.637	»
70.791	»
70.799	1955
70.875	»
70.876	»
70.907	»
70.935	»
71.023	»
71.030	»
71.046	1954
71.063	opp.
71.074	1955
71.090	»
71.117	1939
71.118	8-48
71.119	1935
71.121	1938
71.122	1950
71.127	8-48
71.128	10-48
71.143	1955
71.145	»
71.180	8-48
71.184	1955
71.194	»
71.213	»
71.233	»
71.236	»
71.287	»
71.302	»
71.336	»
71.337	»
71.343	»
71.460	»
71.461	»
71.503	»
71.518	»
71.583	»
71.606	»
71.626	»
71.654	1954
71.659	»
71.661	1955
71.719	»
71.723	»
71.732	1954
71.742	1955
71.822	»
71.872	»
71.905	»
71.956	»
72.004	»
72.030	»
72.035	»
72.046	»
72.143	»
72.194	»
72.257	8-48
72.294	1955
72.310	»
72.314	»
72.355	»
72.405	»
72.464	»
72.467	»
72.480	»
72.482	»
72.509	»
72.629	»
72.631	»
72.639	»
72.688	»
72.706	»
72.725	»
72.768	»
72.799	»
72.821	»
72.867	»
72.872	»
72.907	»
72.924	»
72.932	8-48
72.947	1955
72.965	»
73.081	»
73.088	1954
73.104	1955
73.262	»
73.295	»
73.328	»
73.368	opp.
73.386	1955
73.473	»
73.474	»
73.501	1951
73.565	1955
73.626	»
73.699	opp.
73.738	8-48
73.868	1954
73.876	1952
73.879	1954
73.885	1955
73.917	»
73.954	1954
74.040	1955
74.053	»
74.081	»
74.083	8-48
74.088	1955
74.157	opp.
74.160	»
74.161	»
74.162	»
74.164	»
74.165	»
74.166	»
74.167	»
74.191	1955
74.203	»
74.209	1954
74.227	1949
74.304	8-48
74.355	1955
74.362	opp.
74.411	1955
74.419	»
74.452	8-48
74.461	1955
74.482	»
74.497	»
74.513	»
74.549	8-48
74.649	opp.
74.678	8-48
74.680	»
74.741	1955
74.763	»
74.908	»
74.910	»
74.938	»
74.948	1931
74.948	opp.
74.950	1955
74.962	»
74.970	8-48
74.994	1955
75.006	»
75.056	»
75.070	»
75.135	1938
75.183	1955
75.205	»
75.206	»
75.258	1952
75.310	1955
75.330	opp.
75.342	»
75.356	1955
75.391	»
75.465	»
75.470	»
75.475	»
75.675	»
75.685	»
75.698	1950
75.710	1955
75.718	3-48
75.720	1955
75.751	»
75.785	»
75.799	»
75.800	»
75.812	1953
75.845	8-48
75.876	1954
75.947	1955
75.954	»
75.967	»
76.013	»
76.046	opp.
76.067	1955
76.136	»
76.152	»
76.171	»
76.227	»
76.234	»
76.259	»
76.291	»
76.295	1954
76.298	1955
76.300	»
76.311	1955
76.351	»
76.383	»
76.392	»
76.396	»
76.410	»
76.416	»
76.418	8-48
76.433	1955
76.451	»
76.478	»
76.513	1939
76.517	1954
76.539	1955
76.658	»
76.707	»
76.830	»
76.879	»
76.951	»
76.974	»
77.055	»
77.091	»
77.121	»
77.145	8-48
77.148	1955
77.176	»
77.203	»
77.239	»
77.240	opp.
77.242	1955
77.242	opp.
77.244	»
77.275	1955
77.276	»
77.284	»
77.289	»
77.300	»
77.327	3-48
77.334	1955
77.359	»
77.363	8-48
77.391	»
77.417	1955
77.433	»
77.493	»
77.514	»
77.579	»
77.593	»
77.594	8-48
77.681	1955
77.663	»
77.693	opp.
77.712	1955
77.823	»
77.842	»
77.878	»
77.999	»
78.024	1953
78.025	1955
78.032	»
78.054	»
78.081	»
78.084	»
78.088	1954
78.091	1955
78.111	»
78.135	»
78.156	1954
78.162	8-48
78.174	1955
78.249	»
78.305	»
78.367	»
78.372	»
78.447	»
78.471	»
78.493	8-48
78.518	1955
78.519	»
78.542	»
78.593	»
78.632	8-48
78.659	1955
78.683	»
78.688	»
78.789	»
78.829	»
78.834	»
78.841	»
78.910	»
78.948	»
78.954	»
78.984	»
79.032	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
79.087	1955
79.155	»
79.226	»
79.288	»
79.313	1954
79.353	1939
79.377	1955
79.466	»
79.533	»
79.537	»
79.614	»
79.714	opp.
79.715	8-48
79.748	3-48
79.754	8-48
79.755	1953
79.757	»
79.758	8-48
79.760	»
79.761	10-48
79.762	8-48
79.769	»
79.855	1955
79.868	»
79.890	»
79.895	»
79.899	»
79.900	»
79.907	»
79.984	»
79.992	»
79.995	»
80.007	opp.
80.039	1955
80.080	»
80.099	opp.
80.104	8-48
80.130	1955
80.219	8-48
80.240	1955
80.250	»
80.260	»
80.266	»
80.307	»
80.325	»
80.335	»
80.369	»
80.410	»
80.418	»
80.420	»
80.431	»
80.443	»
80.473	»
80.503	»
80.526	»
80.562	»
80.579	»
80.637	»
80.791	»
80.799	»
80.875	»
80.876	»
80.907	»
80.935	»
81.023	»
81.030	»
81.074	»
81.099	»
81.143	»
81.145	»
81.184	»
81.194	»
81.213	»
81.233	»
81.236	»
81.237	»
81.302	»
81.336	»
81.337	»
81.341	»
81.460	»
81.461	»
81.508	»
81.518	»
81.563	3-48
81.583	1955
81.606	»
81.626	»
81.661	»
81.719	»
81.723	»
81.742	»
81.747	1950
81.776	»
81.778	opp.
81.822	1955
81.872	»
81.882	1954
81.905	1955
81.956	»
82.004	»
82.030	»
82.035	»
82.046	»
82.143	»
82.194	»
82.215	1951
82.294	1955
82.299	1953
82.310	1955
82.314	»
82.355	»
82.405	»
82.464	»
82.467	»
82.467	opp.
82.480	1955
82.482	»
82.509	»
82.629	»
82.631	»
82.639	»
82.688	»
82.706	»
82.725	»
82.768	»
82.799	»
82.821	»
82.867	»
82.872	»
82.905	1952
82.907	1955
82.924	»
82.947	»
82.965	»
83.081	»
83.104	»
83.183	1954
83.262	1955
83.295	»
83.328	»
83.386	»
83.388	1939
83.461	1954
83.473	1955
83.474	»
83.566	»
83.626	»
83.679	1952
83.885	1955
83.890	1954
83.917	1955
84.040	»
84.053	»
84.081	»
84.088	»
84.111	8-48
84.115	opp.
84.191	1955
84.203	»
84.209	1954
84.337	1952
84.338	1950
84.339	1952
84.355	1955
84.368	opp.
84.411	1955
84.419	»
84.461	»
84.482	»
84.497	»
84.513	»
84.545	opp.
84.659	1954
84.741	1955
84.763	»
84.879	1937
84.908	1955
84.910	»
84.911	8-48
84.938	1955
84.950	»
84.952	»
84.994	»
85.006	»
85.056	»
85.070	»
85.181	8-48
85.183	1955
85.205	1955
85.206	»
85.310	»
85.356	»
85.391	»
85.465	»
85.470	»
85.475	»
85.557	opp.
85.658	»
85.675	1955
85.685	»
85.710	»
85.720	»
85.751	»
85.763	opp.
85.785	1955
85.799	»
85.800	»
85.903	8-48
85.904	1929
85.907	1951
85.947	1955
85.954	»
85.967	»
86.013	»
86.067	»
86.136	»
86.152	»
86.171	»
86.227	»
86.234	»
86.259	»
86.291	»
86.298	»
86.300	»
86.311	»
86.351	»
86.355	opp.
86.383	1955
86.392	»
86.396	»
86.410	»
86.416	»
86.433	»
86.451	»
86.478	»
86.539	»
86.658	»
86.707	»
86.762	1954
86.825	opp.
86.828	»
86.829	»
86.830	1955
86.879	»
86.905	opp.
86.906	»
86.907	»
86.951	1955
86.974	»
87.055	»
87.061	»
87.121	»
87.148	»
87.176	»
87.200	1954
87.203	1955
87.215	1954
87.222	3-48
87.239	1955
87.242	»
87.275	»
87.276	»
87.284	»
87.289	»
87.300	»
87.334	»
87.359	»
87.397	8-48
87.417	1955
87.433	»
87.493	»
87.514	»
87.579	»
87.593	»
87.661	»
87.663	»
87.712	»
87.785	10-48
87.823	1955
87.832	opp.
87.842	1955
87.878	»
87.884	8-48
87.887	1954
87.999	1955
88.024	1953
88.028	1955
88.032	»
88.054	»
88.081	»
88.084	»
88.091	»
88.111	»
88.135	»
88.174	»
88.249	»
88.297	opp.
88.305	1955
88.367	»
88.372	»
88.413	1951
88.437	1955
88.471	»
88.513	»
88.519	»
88.542	»
88.554	opp.
88.593	1955
88.669	»
88.680	1954
88.683	1955
88.688	»
88.788	»
88.791	1954
88.829	1955
88.834	»
88.841	»
88.910	»
88.916	8-48
88.919	»
88.948	1955
88.954	»
88.981	opp.
88.984	1955
89.032	»
89.087	»
89.155	»
89.226	»
89.268	1937
89.288	1955
89.377	»
89.466	»
89.533	»
89.537	»
89.577	1954
89.644	1955
89.721	1950
89.855	1955
89.868	»
89.890	»
89.895	»
89.899	»
89.900	»
89.907	»
89.962	8-48
89.984	1955
89.992	»
89.995	»
90.039	»
90.062	1954
90.080	1955
90.130	»
90.215	1952
90.216	1950
90.240	1955
90.250	»
90.260	»
90.269	»
90.307	»
90.325	»
90.335	»
90.369	»
90.410	»
90.418	»
90.420	»
90.431	»
90.443	»
90.473	»
90.503	»
90.526	»
90.562	»
90.579	»
90.637	»
90.791	»
90.799	»
90.865	1954
90.875	1955
90.876	1955
90.907	»
90.935	»
90.941	1949
91.023	1955
91.030	»
91.074	»
91.099	»
91.143	»
91.145	»
91.184	»
91.194	»
91.213	»
91.233	»
91.236	»
91.287	»
91.293	opp.
91.302	1955
91.336	»
91.337	»
91.343	»
91.391	1954
91.412	3-48
91.460	1955
91.461	»
91.508	»
91.518	»
91.529	8-48
91.553	1955
91.606	»
91.626	»
91.661	»
91.719	»
91.723	»
91.742	»
91.822	»
91.872	»
91.905	»
91.956	»
92.004	»
92.030	»
92.035	»
92.046	»
92.075	8-48
92.143	1955
92.194	»
92.206	1952
92.294	1955
92.310	»
92.314	»
92.355	»
92.405	»
92.464	»
92.467	»
92.480	»
92.482	»
92.509	»
92.629	»
92.631	»
92.639	»
92.688	»
92.706	»
92.725	»
92.768	»
92.799	»
92.821	»
92.867	»
92.872	»
92.907	»
92.924	»
92.947	»
92.965	»
93.081	»
93.104	»
93.132	1954
93.142	»
93.238	8-48
93.262	1955
93.266	8-48
93.295	1955
93.328	»
93.339	1950
93.362	opp.
93.386	1955
93.473	»
93.474	»
93.565	»
93.616	8-48
93.621	»
93.626	1955
93.787	opp.
93.859	3-48
93.885	1955
93.917	»
94.040	1955
94.053	»
94.081	»
94.088	»
94.191	»
94.203	»
94.265	1952
94.355	1955
94.411	»
94.419	»
94.458	1951
94.461	1955
94.475	1953
94.482	1955
94.497	»
94.507	1951
94.508	»
94.513	1955
94.533	8-48
94.741	1955
94.763	»
94.908	»
94.910	»
94.943	»
94.950	»
94.952	»
94.994	»
95.006	»
95.056	»
95.070	»
95.150	1936
95.150	opp.
95.183	1955
95.205	»
95.206	»
95.206	opp.
95.310	1955
95.356	»
95.369	opp.
95.370	»
95.391	1955
95.465	»
95.470	»
95.475	»
95.610	8-48
95.675	1955
95.685	»
95.710	»
95.720	»
95.751	»
95.785	»
95.799	»
95.800	»
95.947	»
95.954	»
95.967	»
96.013	»
96.067	»
96.136	»
96.152	»
96.171	»
96.227	»
96.234	»
96.259	»
96.291	»
96.298	»
96.300	»
96.311	»
96.351	»
96.383	»
96.392	»
96.396	»
96.410	»
96.416	»
96.433	»
96.450	opp.
96.451	1955
96.478	»
96.539	»
96.552	1953
96.658	1955
96.707	»
96.830	»
96.842	3-48
96.879	1955
96.889	1952
96.951	1955
96.974	»
97.065	»
97.061	»
97.121	»
97.148	»
97.165	1954

NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.
97.166	1952	**97.514**	**1955**	**98.054**	**1955**	**98.519**	**1955**	99.051	8-48	99.563	opp.
97.176	**1955**	**97.579**	»	**98.081**	»	**98.542**	»	99.053	»	99.589	1949
97.203	»	**97.593**	»	**98.084**	»	98.582	1951	**99.087**	**1955**	99.600	1950
97.239	»	97.627	1953	**98.091**	»	**98.593**	**1955**	99.113	8-48	**99.644**	**1955**
97.242	»	97.613	1954	**98.111**	»	**98.669**	»	99.115	1952	99.718	1954
97.275	»	**97.651**	**1955**	**98.135**	»	**98.683**	»	99.116	1954	99.836	»
97.276	»	**97.663**	»	**98.174**	»	**98.638**	»	99.118	8-48	**99.855**	**1955**
97.284	»	97.678	8-48	**98.249**	»	**98.788**	»	99.120	»	**99.868**	»
97.289	»	**97.712**	**1955**	**98.305**	»	98.803	1951	**99.155**	**1955**	**99.890**	»
97.299	8-48	97.746	1950	**98.367**	»	**98.829**	**1955**	99.177	opp.	**99.895**	»
97.300	**1955**	**97.823**	**1955**	98.369	8-48	**98.874**	»	**99.226**	**1955**	**99.899**	»
97.334	»	**97.842**	»	**98.372**	**1955**	**98.841**	»	**99.288**	»	**99.900**	»
97.339	8-48	97.862	1949	**98.447**	»	**98.910**	»	99.351	opp.	**99.907**	»
97.359	**1955**	**97.878**	**1955**	**98.471**	»	**98.948**	»	**99.377**	**1955**	99.909	1954
97.417	»	**97.999**	»	98.490	1950	**98.954**	»	**99.466**	»	**99.984**	**1955**
97.433	»	**98.028**	»	**98.518**	**1955**	**98.984**	»	**99.533**	»	**99.992**	»
97.493	»	**98.032**	»			**99.032**	»	**99.537**	»	**99.995**	»

DEUXIÈME SÉRIE. — N°s 100.001 ET SUIVANTS

Quarante-troisième tirage effectué le 2 août 1955 pour amortissement de 1.052 obligations.

La liste ci-dessous comprend:

a) En caractères gras, les numéros sortis au quarante-troisième tirage;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du quarante-troisième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.
100.033	**1955**	**101.322**	**1955**	**103.094**	**1955**	**104.868**	**1955**	106.234	1954	**108.260**	**1955**
100.049	»	101.383	8-48	**103.095**	»	**104.935**	»	106.245	opp.	**108.273**	»
100.091	1954	**101.392**	**1955**	**103.130**	»	**104.955**	»	**106.280**	**1955**	**108.298**	»
100.113	**1955**	**101.415**	»	**103.134**	»	**104.986**	»	**106.285**	»	108.312	1954
100.154	»	**101.446**	»	**103.140**	»	**105.043**	»	106.316	8-48	**108.398**	**1955**
100.215	»	**101.490**	»	103.142	3-48	**105.101**	»	**106.477**	**1955**	**108.399**	»
100.230	»	**101.563**	»	**103.173**	**1955**	**105.119**	»	**106.523**	»	108.430	1954
100.237	opp.	**101.571**	»	103.190	1953	**105.131**	»	**106.530**	»	**108.449**	**1955**
100.278	**1955**	**101.788**	»	**103.229**	**1955**	105.144	8-48	**106.555**	»	**108.467**	»
100.296	»	**101.827**	»	**103.252**	»	**105.248**	**1955**	**106.570**	»	**108.475**	»
100.409	»	**101.902**	»	**103.275**	»	**105.251**	»	**106.686**	»	**108.478**	»
100.457	»	**101.917**	»	**103.279**	»	**105.281**	»	**106.694**	»	**108.536**	»
100.462	»	**101.933**	»	**103.282**	»	**105.288**	»	**106.704**	»	**108.631**	»
100.470	»	**101.995**	»	**103.305**	»	**105.307**	»	**106.795**	»	**108.658**	»
100.472	»	**102.040**	»	103.354	opp.	**105.321**	»	**106.889**	»	**108.672**	»
100.482	»	**102.054**	»	**103.605**	**1955**	**105.341**	»	**106.908**	»	**108.678**	»
100.484	opp.	**102.091**	»	**103.608**	»	105.366	1954	**106.925**	»	**108.797**	»
100.491	**1955**	102.112	1952	103.612	8-48	**105.395**	**1955**	**106.936**	»	108.801	10-48
100.544	»	102.118	1954	**103.655**	**1955**	**105.423**	»	**107.027**	»	**108.817**	**1955**
100.549	»	**102.123**	**1955**	**103.670**	»	**105.445**	»	**107.043**	»	**108.822**	»
100.565	»	**102.132**	»	**103.671**	»	**105.448**	»	**107.065**	»	**108.837**	»
100.581	»	102.251	1953	**103.765**	»	**105.452**	»	**107.124**	»	**108.921**	»
100.586	»	**102.283**	**1955**	103.804	1954	**105.467**	»	**107.170**	»	**108.925**	»
100.587	»	**102.284**	»	**103.814**	**1955**	**105.510**	»	**107.224**	»	**108.934**	»
100.606	»	**102.318**	»	**103.854**	»	**105.564**	»	**107.355**	»	108.937	opp.
100.610	»	**102.371**	»	**103.861**	»	105.575	8-48	**107.356**	»	**108.972**	**1955**
100.723	»	102.376	1953	**103.902**	»	**105.720**	**1955**	107.357	1954	**108.982**	»
100.732	»	102.391	1954	**103.908**	»	**105.774**	»	**107.386**	**1955**	**109.027**	»
100.750	»	**102.395**	**1955**	**103.945**	»	**105.781**	»	**107.466**	»	**109.040**	»
100.890	opp.	**102.455**	»	**104.002**	»	**105.793**	»	**107.483**	»	**109.042**	»
100.891	»	**102.461**	»	**104.025**	»	105.801	8-48	**107.503**	»	**109.049**	»
100.893	»	**102.467**	»	**104.062**	»	105.804	»	107.586	opp.	**109.170**	»
100.894	»	**102.525**	»	104.098	1954	**105.826**	**1955**	**107.653**	**1955**	**109.172**	»
100.895	»	**102.565**	»	**104.112**	**1955**	105.864	1954	107.655	1954	109.219	1953
100.896	»	**102.598**	»	**104.121**	»	**105.897**	**1955**	**107.662**	**1955**	**109.224**	**1955**
100.898	»	**102.611**	»	**104.144**	»	105.908	8-48	**107.765**	»	**109.318**	»
100.899	»	102.639	1954	**104.206**	»	105.910	1951	**107.825**	»	109.373	opp.
100.901	**1955**	**102.645**	**1955**	**104.226**	»	**105.914**	**1955**	**107.842**	»	109.374	»
100.902	»	**102.649**	»	104.302	1954	**105.940**	»	**107.856**	»	109.375	»
100.925	»	**102.653**	»	**104.338**	**1955**	**105.971**	»	**107.886**	»	109.376	»
100.926	»	**102.708**	»	**104.378**	»	**105.993**	»	107.905	1950	**109.414**	**1955**
100.997	»	**102.710**	»	**104.412**	»	**106.000**	»	**107.926**	**1955**	**109.427**	»
101.047	»	**102.757**	»	**104.435**	»	**106.036**	»	107.979	8-48	**109.536**	»
101.117	»	**102.761**	»	104.457	8-48	**106.049**	»	**107.996**	**1955**	**109.623**	»
101.128	»	**102.780**	»	**104.479**	**1955**	**106.051**	»	**108.015**	»	**109.662**	»
101.153	»	**102.793**	»	104.547	opp.	**106.074**	»	108.016	1951	**109.691**	»
101.164	»	**102.819**	»	**104.602**	**1955**	**106.078**	»	**108.063**	**1955**	**109.696**	»
101.229	»	**102.832**	»	104.608	1951	**106.126**	»	108.125	1954	**109.754**	»
101.253	opp.	**102.840**	»	**104.611**	**1955**	**106.133**	»	**108.193**	**1955**	**109.758**	»
101.277	**1955**	**102.865**	»	**104.635**	»	**106.155**	»	108.200	1954	**109.824**	»
101.284	»	**102.881**	»	**104.648**	»	**106.197**	»	108.201	1953	109.852	1938
101.285	»	**102.910**	»	**104.707**	»	**106.217**	»	**108.213**	**1955**	109.854	1952
101.310	»	**102.912**	»	**104.722**	»	**106.218**	»	**108.236**	»	**109.896**	**1955**
101.321	»	103.089	1953	**104.787**	»	106.230	1954	108.258	1954	**109.922**	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
109.951	1938
109.961	1955
109.976	»
110.033	»
110.049	»
110.081	opp.
110.113	1955
110.154	»
110.215	»
110.230	»
110.278	»
110.296	»
110.409	»
110.457	»
110.462	»
110.470	»
110.472	»
110.482	»
110.491	»
110.544	»
110.549	»
110.565	»
110.581	»
110.596	»
110.587	»
110.606	»
110.610	»
110.717	10-48
110.723	1955
110.732	»
110.750	»
110.878	1954
110.901	1955
110.902	»
110.925	»
110.926	»
110.976	1954
110.997	1955
111.000	opp.
111.001	»
111.002	»
111.003	»
111.004	»
111.005	»
111.047	1955
111.117	»
111.128	»
111.153	»
111.164	»
111.229	»
111.277	»
111.284	»
111.285	»
111.310	»
111.321	»
111.322	»
111.392	»
111.415	»
111.446	»
111.490	»
111.563	»
111.571	»
111.576	8-48
111.578	1954
111.579	1923
111.599	1954
111.788	1955
111.806	1954
111.812	8-48
111.827	1955
111.874	1950
111.902	1955
111.917	»
111.933	»
111.995	»
112.040	»
112.064	»
112.091	»
112.123	»
112.132	»
112.176	1954
112.224	»
112.283	1955
112.284	»
112.318	»
112.371	»
112.396	»
112.455	»
112.461	»
112.467	»
112.525	»
112.565	»
112.598	»
112.611	1955
112.645	»
112.649	»
112.653	»
112.706	»
112.710	»
112.757	»
112.761	»
112.780	»
112.793	»
112.819	»
112.832	»
112.840	»
112.865	»
112.881	»
112.910	»
112.912	»
112.991	8-48
113.032	1954
113.094	1955
113.095	»
113.130	»
113.134	»
113.140	»
113.173	»
113.229	»
113.231	1954
113.252	1955
113.275	»
113.279	»
113.282	»
113.299	1938
113.305	1955
113.605	»
113.608	»
113.655	»
113.670	»
113.671	»
113.740	1953
113.765	1955
113.804	1954
113.814	1955
113.854	»
113.851	»
113.962	»
113.908	»
113.941	1954
113.945	1955
114.002	»
114.025	»
114.062	»
114.112	»
114.121	»
114.144	»
114.206	»
114.226	»
114.338	»
114.378	»
114.412	»
114.435	»
114.452	8-48
114.479	1955
114.595	1949
114.602	1955
114.611	»
114.635	»
114.648	»
114.707	»
114.722	»
114.787	»
114.868	»
114.893	1954
114.921	8-48
114.935	1955
114.955	»
114.986	»
115.043	»
115.101	»
115.109	8-48
115.119	1955
115.131	»
115.183	1952
115.248	1955
115.251	»
115.281	»
115.288	»
115.307	»
115.321	»
115.341	»
115.347	1953
115.396	1955
115.423	»
115.445	»
115.448	»
115.452	1955
115.457	»
115.510	»
115.541	1954
115.564	1955
115.586	10-48
115.720	1955
115.774	»
115.781	»
115.793	»
115.803	opp.
115.826	1955
115.897	»
115.914	»
115.940	»
115.971	»
115.982	opp.
115.985	»
115.993	1955
116.000	»
116.036	»
116.049	»
116.061	»
116.074	»
116.078	»
116.126	»
116.133	»
116.143	1954
116.155	1955
116.197	»
116.217	»
116.218	»
116.280	»
116.285	»
116.477	»
116.523	»
116.530	»
116.555	»
116.570	»
116.686	»
116.691	1954
116.694	1955
116.704	»
116.773	1928
116.795	1955
116.877	1954
116.889	1955
116.908	»
116.925	»
116.930	8-48
116.936	1955
117.027	»
117.043	»
117.054	8-48
117.055	1952
117.065	1955
117.124	»
117.170	»
117.224	»
117.355	»
117.356	»
117.386	»
117.410	8-48
117.466	1955
117.483	»
117.503	»
117.513	opp.
117.569	1954
117.663	1955
117.682	»
117.765	»
117.825	»
117.842	»
117.856	»
117.868	1954
117.883	»
117.836	1955
117.926	»
117.996	»
118.015	»
118.026	3-48
118.035	1954
118.063	1955
118.102	1954
118.103	1955
118.213	»
118.236	»
118.260	»
118.273	»
118.298	»
118.397	8-48
118.398	1955
118.399	»
118.449	»
118.467	»
118.475	»
118.478	»
118.479	1937
118.536	1955
118.631	»
118.658	»
118.672	»
118.678	»
118.797	»
118.817	»
118.822	»
118.887	»
118.921	»
118.925	»
118.934	»
118.935	1954
118.972	1955
118.982	»
119.027	»
119.040	»
119.042	»
119.049	»
119.170	»
119.172	»
119.224	»
119.318	»
119.354	1954
119.414	1955
119.427	»
119.536	»
119.623	»
119.662	»
119.672	1954
119.691	1955
119.696	»
119.754	»
119.758	»
119.824	»
119.856	»
119.922	»
119.926	1954
119.961	1955
119.976	»
119.989	1954
119.993	»
120.033	1955
120.049	»
120.113	»
120.154	»
120.215	»
120.230	»
120.278	»
120.296	»
120.362	1954
120.409	1955
120.433	1954
120.436	»
120.457	1955
120.462	»
120.470	»
120.472	»
120.482	»
120.491	»
120.544	»
120.549	»
120.565	»
120.581	»
120.586	»
120.587	»
120.606	»
120.610	»
120.723	»
120.732	»
120.736	opp.
120.750	1955
120.901	»
120.902	»
120.925	»
120.926	»
120.961	opp.
120.997	1955
121.047	»
121.117	»
121.128	»
121.140	1950
121.153	1955
121.164	»
121.176	3-48
121.229	1955
121.277	»
121.284	1955
121.285	»
121.310	»
121.321	»
121.322	»
121.342	8-48
121.390	1953
121.392	1955
121.415	»
121.427	1954
121.434	1954
121.437	8-48
121.446	1955
121.479	8-48
121.490	1955
121.496	10-48
121.505	8-48
121.563	1955
121.571	»
121.758	»
121.826	10-48
121.827	1955
121.902	»
121.917	»
121.933	»
121.995	»
122.040	»
122.054	»
122.091	»
122.123	»
122.132	»
122.180	8-48
122.215	1954
122.283	1955
122.284	»
122.309	opp.
122.318	1955
122.371	»
122.395	»
122.455	»
122.461	»
122.467	»
122.525	»
122.565	»
122.598	»
122.611	»
122.645	»
122.649	»
122.653	»
122.708	»
122.710	»
122.757	»
122.761	»
122.780	»
122.793	»
122.819	»
122.832	»
122.840	»
122.865	»
122.881	»
122.910	»
122.912	»
123.092	8-48
123.094	1955
123.096	»
123.118	1954
123.130	1955
123.134	»
123.140	»
123.173	»
123.183	3-48
123.229	1955
123.252	»
123.275	»
123.279	»
123.282	»
123.301	opp.
123.302	»
123.303	»
123.304	»
123.305	1955
123.305	opp.
123.306	»
123.341	»
123.343	»
123.344	»
123.345	»
123.346	»
123.347	»
123.535	1954
123.536	1950
123.605	1955
123.608	»
123.636	1953
123.655	1955
123.670	»
123.671	»
123.765	»
123.814	»
123.854	»
123.861	»
123.902	»
123.908	»
123.945	»
124.002	»
124.010	8-48
124.025	1955
124.062	»
124.112	»
124.121	»
124.144	»
124.205	»
124.218	8-48
124.226	1955
124.320	8-48
124.338	1955
124.372	1953
124.378	1955
124.412	»
124.435	»
124.479	»
124.602	»
124.611	»
124.635	»
124.648	»
124.693	1954
124.707	1955
124.722	»
124.787	»
124.808	8-48
124.809	1954
124.868	1955
124.935	»
124.955	»
124.966	»
125.012	1953
125.043	1955
125.101	»
125.119	»
125.128	8-48
125.131	1955
125.248	»
125.251	»
125.281	»
125.288	»
125.307	»
125.321	»
125.341	»
125.395	»
125.423	»
125.445	»
125.448	»
125.452	»
125.457	»
125.510	»
125.564	»
125.577	8-48
125.587	»
125.720	1955
125.774	»
125.781	»
125.793	»
125.826	»
125.897	»
125.914	»
125.940	»
125.971	»
125.993	»
126.000	»
126.036	»
126.049	»
126.051	»
126.074	»
126.078	»
126.126	»
126.133	»
126.155	»
126.197	»
126.217	»
126.218	»
126.230	»
126.285	»
126.477	»
126.523	»
126.530	»
126.555	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
126.570	**1955**	**128.797**	**1955**	**130.723**	**1955**	**132.819**	**1955**	134.901	opp.	**137.124**	**1955**
126.576	1954	**128.817**	»	**130.732**	»	**132.832**	»	134.902	1954	**137.170**	»
126.579	»	**128.822**	»	**130.750**	»	**132.840**	»	134.902	opp.	**137.224**	»
126.686	**1955**	**128.887**	»	130.869	1950	**132.865**	»	134.903	1923	**137.355**	»
126.694	»	**128.921**	»	**130.901**	**1955**	**132.881**	»	134.903	opp.	**137.356**	»
126.704	»	**128.925**	»	**130.902**	»	**132.910**	»	**134.935**	**1955**	**137.386**	»
126.795	»	**128.934**	»	**130.925**	»	**132.912**	»	134.955	»	**137.466**	»
126.798	opp.	**128.972**	»	**130.926**	»	132.930	1953	134.961	1953	**137.483**	»
126.799	»	**128.982**	»	130.985	1951	133.089	»	134.977	1951	**137.503**	»
126.801	»	128.997	1954	130.985	opp.	**133.094**	**1955**	**134.986**	**1955**	**137.653**	»
126.802	»	129.014	1949	**130.997**	**1955**	**133.095**	»	**135.043**	»	**137.682**	»
126.808	8-48	129.018	8-48	**131.047**	»	**133.130**	»	**135.101**	»	**137.765**	»
126.889	**1955**	129.019	10-48	**131.117**	»	**133.134**	»	**135.119**	»	**137.825**	»
126.908	»	129.020	1952	**131.128**	»	**133.140**	»	**135.131**	»	**137.842**	»
126.925	»	**129.027**	**1955**	**131.153**	»	**133.173**	»	**135.248**	»	**137.856**	»
126.936	»	129.032	1954	**131.164**	»	133.175	1952	**135.251**	»	**137.885**	»
127.027	»	**129.040**	**1955**	131.184	8-48	**133.229**	**1955**	**135.281**	»	**137.926**	»
127.043	»	**129.042**	»	**131.229**	**1955**	**133.252**	»	**135.288**	»	**137.996**	»
127.065	»	**129.049**	»	**131.277**	»	**133.275**	»	**135.307**	»	**138.015**	»
127.068	8-48	**129.170**	»	**131.284**	»	**133.279**	»	**135.321**	»	**138.063**	»
127.124	**1955**	**129.172**	»	**131.285**	»	**133.282**	»	**135.341**	»	**138.193**	»
127.170	»	129.219	1953	**131.310**	»	**133.305**	»	**135.395**	»	**138.213**	»
127.224	»	**129.224**	**1955**	**131.321**	»	133.416	1954	**135.423**	»	**138.236**	»
127.355	»	**129.318**	»	**131.322**	»	**133.605**	**1955**	**135.345**	»	**138.260**	»
127.356	»	129.399	1953	**131.392**	»	**133.608**	»	**135.448**	»	**138.273**	»
127.386	»	**129.414**	**1955**	**131.415**	»	133.619	1951	**135.452**	»	**138.298**	»
127.387	1954	**129.427**	»	**131.446**	»	**133.655**	**1955**	**135.457**	»	**138.398**	»
127.466	**1955**	**129.536**	»	**131.490**	»	**133.670**	»	**135.510**	»	**138.399**	»
127.483	»	**129.623**	»	**131.563**	»	**133.671**	»	**135.584**	»	**138.449**	»
127.503	»	**129.662**	»	**131.571**	»	**133.765**	»	**135.720**	»	**138.467**	»
127.643	1953	**129.691**	»	131.688	3-48	**133.814**	»	**135.774**	»	**138.475**	»
127.653	**1955**	**129.696**	»	**131.788**	**1955**	**133.864**	»	**135.781**	»	**138.478**	»
127.682	»	129.715	1952	131.800	opp.	**133.861**	»	**135.793**	»	**138.536**	»
127.686	1954	**129.754**	**1955**	**131.827**	**1955**	**133.902**	»	**135.826**	»	**138.631**	»
127.688	1952	**129.758**	»	**131.902**	»	**133.908**	»	**135.897**	»	**138.658**	»
127.690	1953	**129.824**	»	**131.917**	»	**133.945**	»	**135.914**	»	**138.672**	»
127.765	**1955**	129.862	1949	**131.933**	»	133.997	1954	**135.940**	»	**138.678**	»
127.825	»	**129.896**	**1955**	**131.995**	»	**134.002**	**1955**	**135.971**	»	**138.797**	»
127.842	»	**129.922**	»	132.026	1953	**134.025**	»	**135.993**	»	**138.817**	»
127.856	»	**129.961**	»	**132.040**	**1955**	**134.062**	»	**136.000**	»	**138.822**	»
127.868	1954	**129.976**	»	**132.054**	»	**134.112**	»	**136.036**	»	**138.887**	»
127.883	»	**130.033**	»	**132.091**	»	134.113	1954	**136.049**	»	**138.921**	»
127.886	**1955**	**130.049**	»	**132.123**	»	134.115	»	**136.051**	»	**138.925**	»
127.926	»	**130.113**	»	**132.132**	»	**134.121**	**1955**	**136.074**	»	**138.934**	»
127.996	»	**130.154**	»	132.176	1954	**134.144**	»	**136.078**	»	**138.972**	»
128.013	8-48	**130.215**	»	**132.283**	**1955**	**134.206**	»	**136.126**	»	**138.982**	»
128.015	**1955**	**130.230**	»	**132.284**	»	**134.226**	»	**136.133**	»	**139.027**	»
128.053	»	130.248	1954	**132.318**	»	134.276	1950	**136.155**	»	**139.040**	»
128.193	»	**130.278**	**1955**	132.333	1954	**134.338**	**1956**	**136.197**	»	**139.042**	»
128.194	10-48	**130.296**	»	**132.371**	**1955**	134.372	1953	**136.217**	»	**139.049**	»
128.210	1954	130.316	1950	**132.395**	»	**134.378**	**1955**	**136.218**	»	**139.170**	»
128.213	**1955**	130.404	10-48	**132.455**	»	134.383	1949	**136.280**	»	**139.172**	»
128.236	»	**130.409**	**1955**	**132.461**	»	134.393	1954	**136.285**	»	**139.224**	»
128.260	»	**130.457**	»	**132.467**	»	**134.412**	**1955**	**136.477**	»	**139.318**	»
128.273	»	**130.462**	»	**132.525**	»	**134.435**	»	**136.523**	»	**139.414**	»
128.298	»	**130.470**	»	132.549	3-48	**134.479**	»	**136.530**	»	**139.427**	»
128.338	1952	**130.472**	»	**132.565**	**1955**	**134.602**	»	**136.555**	»	**139.536**	»
128.398	**1955**	**130.482**	»	**132.598**	»	**134.611**	»	**136.570**	»	**139.623**	»
128.399	»	**130.491**	»	**132.611**	»	134.631	8-48	**136.686**	»	**139.662**	»
128.419	1954	130.493	1952	**132.645**	»	**134.635**	**1955**	**136.694**	»	**139.691**	»
128.449	**1955**	**130.544**	**1955**	**132.649**	»	**134.648**	»	**136.704**	»	**139.696**	»
128.467	»	**130.549**	»	**132.653**	»	**134.707**	»	**136.795**	»	**139.754**	»
128.475	»	**130.565**	»	**132.708**	»	**134.722**	»	**136.889**	»	**139.758**	»
128.478	»	**130.581**	»	**132.710**	»	134.730	3-48	**136.908**	»	**139.824**	»
128.536	»	**130.586**	»	132.740	1949	**134.787**	**1955**	**136.925**	»	**139.896**	»
128.631	»	**130.587**	»	**132.757**	**1955**	**134.868**	»	**136.936**	»	**139.922**	»
128.658	»	**130.606**	»	**132.761**	»	134.899	10-48	**137.027**	»	**139.961**	»
128.672	»	**130.610**	»	**132.780**	»	134.899	opp.	**137.043**	»	**139.976**	»
128.678	»	130.683	1953	**132.793**	»	134.901	1931	**137.065**	»	**139.976**	»

Numéro du coupon devant être attaché au titre.

Remboursement 1920 (24e et 14e tirages), coupon 49, avril 1921.
— 1921 (25e et 15e tirages), — 51, — 1922.
— 1922 (26e et 16e tirages), — 53, — 1923.
— 1923 (27e et 17e tirages), — 55, — 1924.
— 1924 (28e et 18e tirages), — 57, — 1925.
— 1925 (29e et 19e tirages), — 59, — 1926.
— 1926 (30e et 20e tirages), — 61, — 1927.
— 1927 (31e et 21e tirages), — 63, — 1928.
— 1928 (32e et 22e tirages), — 65, — 1929.
— 1929 (33e et 23e tirages), — 67, — 1930.
— 1930 (34e et 24e tirages), — 69, — 1931.
— 1931 (35e et 25e tirages), — 71, — 1932.
— 1932 (36e et 26e tirages), — 73, — 1933.
— 1933 (37e et 27e tirages), — 75, — 1934.
— 1934 (38e et 28e tirages), — 77, — 1935.

Remboursement 1935 (39e et 29e tirages), coupon 79, avril 1936.
— 1936 (40e et 30e tirages), — 81, — 1937.
— 1937 (41e et 31e tirages), — 83, — 1938.
— 1938 (42e et 32e tirages), — 85, — 1939.
— 1939 (43e et 33e tirages), — 87, — 1940.
— mars 1948 (44e et 34e tirages), — 103, — 1948.
— août 1948 (45e et 35e tirages), — 104, oct. 1948.
— oct. 1948 (46e et 36e tirages), — 105, avril 1949.
— 1949 (47e et 37e tirages), — 107, — 1950.
— 1950 (48e et 38e tirages), — 109, — 1951.
— 1951 (49e et 39e tirages), — 111, — 1952.
— 1952 (50e et 40e tirages), — 113, — 1953.
— 1953 (51e et 41e tirages), — 115, — 1954.
— 1954 (52e et 42e tirages), — 117, — 1955.
— 1955 (53e et 43e tirages), — 119, — 1956.

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3,40 %. DIFFERE 1908

Remboursement du 1er octobre 1955.

Quarante-deuxième tirage effectué le 2 août 1955 pour amortissement de 1.320 obligations.

La liste ci-dessous comprend:

a) En caractères gras, les numéros sortis au quarante-deuxième tirage;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du quarante-deuxième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
15	**1955**	**2.246**	**1955**	**4.207**	**1955**	**6.914**	**1955**	**9.626**	**1955**	**11.523**	**1955**
17	»	**2.273**	»	**4.219**	»	**6.932**	»	**9.627**	»	**11.524**	»
54	»	**2.340**	»	**4.247**	»	**6.979**	»	**9.648**	»	**11.542**	»
66	»	2.341	1949	**4.269**	»	**6.997**	»	**9.649**	»	**11.561**	»
83	»	**2.387**	**1955**	4.298	8-48	**7.160**	»	**9.654**	»	**11.562**	»
97	»	**2.388**	»	**4.310**	**1955**	**7.170**	»	**9.713**	»	11.567	1954
127	»	**2.431**	»	**4.318**	»	**7.286**	»	**9.728**	»	**11.598**	**1955**
158	»	**2.434**	»	**4.371**	»	**7.351**	»	9.750	1954	**11.650**	»
177	»	2.441	opp.	**4.421**	»	**7.361**	»	9.759	1953	**11.673**	»
183	»	**2.443**	**1955**	**4.440**	»	**7.507**	»	9.759	opp.	**11.687**	»
202	»	2.443	opp.	**4.461**	»	**7.515**	»	**9.760**	**1955**	**11.699**	»
214	»	2.444	»	**4.469**	»	7.546	1954	**9.799**	»	**11.724**	»
237	»	**2.506**	**1955**	4.567	3-48	**7.569**	**1955**	**9.871**	»	**11.740**	»
243	»	2.508	8-48	**4.568**	**1955**	**7.574**	»	**9.921**	»	**11.782**	»
252	»	**2.533**	**1955**	4.569	1952	**7.638**	»	**9.944**	»	**11.906**	»
294	»	**2.549**	»	4.595	opp.	**7.704**	»	**9.970**	»	**11.939**	»
330	»	**2.574**	»	**4.647**	**1955**	**7.740**	»	9.991	1954	**12.043**	»
374	»	2.596	1949	**4.685**	»	**7.809**	»	**9.994**	**1955**	**12.151**	»
456	»	**2.624**	**1955**	**4.709**	»	**7.812**	»	**10.015**	»	**12.154**	»
534	»	**2.642**	»	**4.761**	»	**7.837**	»	**10.017**	»	**12.164**	»
568	»	**2.653**	»	4.803	1954	**7.860**	»	10.035	opp.	**12.201**	»
605	»	**2.687**	»	**4.830**	**1955**	**7.934**	»	**10.054**	**1955**	**12.220**	»
606	»	**2.695**	»	**4.867**	»	**8.003**	»	**10.066**	»	12.229	8-48
611	3-48	**2.756**	»	**4.961**	»	**8.044**	»	**10.083**	»	**12.246**	**1955**
686	1950	**2.775**	»	5.042	1950	8.132	1953	**10.097**	»	**12.273**	»
697	10-48	**2.869**	»	**5.098**	**1955**	**8.136**	**1955**	**10.127**	»	**12.340**	»
702	**1955**	**2.880**	»	**5.102**	»	8.159	8-48	**10.158**	»	**12.387**	»
768	»	**2.914**	»	**5.139**	»	**8.339**	**1955**	**10.177**	»	**12.388**	»
834	»	**2.945**	»	**5.180**	»	**8.391**	»	**10.183**	»	**12.431**	»
836	»	**2.982**	»	**5.190**	»	8.563	8-48	**10.202**	»	**12.434**	»
845	»	**3.036**	»	**5.200**	»	**8.522**	**1955**	**10.214**	»	12.441	1952
857	»	**3.048**	»	5.213	1939	**8.543**	»	**10.237**	»	**12.443**	**1955**
879	»	**3.049**	»	**5.250**	**1955**	**8.546**	»	**10.243**	»	12.444	1954
895	»	**3.052**	»	**5.261**	»	**8.608**	»	**10.252**	»	**12.506**	**1955**
899	»	**3.074**	»	**5.275**	»	**8.650**	»	**10.294**	»	**12.533**	»
907	»	3.108	1952	**5.302**	»	**8.668**	»	**10.330**	»	**12.549**	»
985	»	**3.112**	**1955**	**5.317**	»	**8.694**	»	**10.374**	»	**12.574**	»
1.005	»	**3.119**	»	**5.377**	»	8.731	1939	10.388	8-48	12.621	opp.
1.056	»	**3.261**	»	5.417	1952	**8.733**	**1955**	**10.456**	**1955**	12.622	»
1.113	»	3.275	1951	**5.426**	**1955**	**8.758**	»	**10.534**	»	**12.624**	**1955**
1.181	»	**3.298**	**1955**	**5.442**	»	**8.763**	»	**10.598**	»	12.624	opp.
1.200	»	**3.306**	»	**5.650**	»	**8.774**	»	**10.605**	»	12.625	»
1.231	»	**3.316**	»	**5.730**	»	8.794	1950	**10.606**	»	**12.642**	**1955**
1.366	»	**3.344**	»	**5.801**	»	**8.799**	**1955**	**10.702**	»	**12.653**	»
1.424	»	**3.414**	»	**5.817**	»	8.805	1953	10.739	1954	**12.687**	»
1.440	»	**3.433**	»	**5.993**	»	**8.818**	**1955**	10.752	»	**12.695**	»
1.445	»	**3.456**	»	**6.016**	»	**8.828**	»	**10.768**	**1955**	**12.756**	»
1.476	»	3.473	opp.	**6.060**	»	**8.866**	»	10.824	1954	**12.775**	»
1.482	»	3.474	»	**6.037**	»	**8.870**	»	**10.834**	**1955**	12.851	opp.
1.523	»	**3.538**	**1955**	**6.103**	»	**8.879**	»	**10.836**	»	**12.869**	**1955**
1.524	»	**3.593**	»	**6.173**	»	**8.896**	»	**10.845**	»	**12.880**	»
1.542	»	**3.599**	»	**6.186**	»	**8.899**	»	**10.857**	»	**12.914**	»
1.561	»	3.603	1954	6.267	1949	**8.907**	»	**10.879**	»	**12.945**	»
1.562	»	3.613	1949	6.268	8-48	**8.926**	»	10.892	10-48	**12.982**	»
1.598	opp.	3.617	1954	**6.293**	**1955**	**8.939**	»	**10.895**	**1955**	12.990	opp.
1.598	**1955**	**3.618**	**1955**	**6.346**	»	**8.944**	»	**10.899**	»	13.017	»
1.600	1954	**3.649**	»	**6.393**	»	8.988	1954	**10.907**	»	13.020	»
1.650	**1955**	**3.668**	»	6.437	opp.	**9.032**	**1955**	**10.985**	»	13.021	»
1.673	»	**3.731**	»	**6.482**	**1955**	**9.231**	»	**11.005**	»	**13.036**	**1955**
1.687	»	**3.791**	»	**6.532**	»	**9.240**	»	**11.056**	»	**13.048**	»
1.699	»	**3.812**	»	**6.539**	»	**9.256**	»	**11.113**	»	**13.060**	»
1.724	»	**3.906**	»	**6.626**	»	**9.278**	»	**11.181**	»	**13.062**	»
1.740	»	**3.944**	»	**6.635**	»	**9.340**	»	**11.200**	»	**13.074**	»
1.782	»	**3.963**	»	**6.686**	»	**9.353**	»	**11.231**	»	**13.112**	»
1.906	»	**3.993**	»	6.716	8-48	9.364	opp.	11.309	opp.	**13.119**	»
1.939	»	**4.022**	»	**6.718**	**1955**	**9.379**	**1955**	**11.366**	**1955**	13.170	opp.
2.002	8-48	**4.024**	»	**6.758**	»	**9.395**	»	**11.424**	»	13.171	»
2.043	**1955**	**4.037**	»	**6.762**	»	**9.438**	»	11.434	1954	**13.261**	**1955**
2.151	»	**4.042**	»	**6.763**	»	9.450	1954	**11.440**	**1955**	13.271	1954
2.154	»	**4.063**	»	**6.767**	»	**9.539**	**1955**	**11.445**	»	**13.298**	**1955**
2.164	»	**4.126**	»	**6.856**	»	**9.596**	»	11.450	1954	**13.306**	»
2.201	»	**4.136**	»	**6.859**	»	**9.610**	»	**11.476**	**1955**	**13.316**	»
2.220	»	**4.197**	»	**6.886**	»	9.614	1954	**11.482**	»		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
13.344	1955
13.414	»
13.433	»
13.456	»
13.538	»
13.543	1954
13.568	1953
13.570	8-48
13.593	1955
13.599	»
13.618	»
13.649	»
13.668	»
13.731	»
13.791	»
13.812	»
13.906	»
13.944	»
13.963	»
13.993	»
14.022	»
14.024	»
14.037	»
14.042	»
14.063	»
14.126	»
14.136	»
14.197	»
14.207	»
14.219	»
14.247	»
14.269	»
14.290	1954
14.310	1955
14.318	»
14.371	»
14.421	»
14.440	»
14.461	»
14.466	1937
14.469	1955
14.568	»
14.647	»
14.685	»
14.709	»
14.759	1952
14.761	1955
14.823	1923
14.823	opp.
14.830	1955
14.867	»
14.961	»
15.098	»
15.102	»
15.139	»
15.174	1951
15.180	1955
15.190	»
15.200	»
15.243	1952
15.250	1955
15.261	»
15.275	»
15.302	»
15.317	»
15.374	8-48
15.377	1955
15.426	»
15.442	»
15.468	1952
15.580	8-48
15.635	1952
15.650	1955
15.707	1953
15.730	1955
15.801	»
15.817	»
15.957	1954
15.993	1955
16.016	»
16.060	»
16.097	»
16.103	»
16.135	opp.
16.173	1955
16.196	»
16.293	»
16.346	»
16.363	»
16.436	opp.
16.482	1955
16.532	»
16.539	1955
16.626	»
16.635	»
16.686	»
16.699	opp.
16.718	1955
16.758	»
16.762	»
16.763	»
16.767	»
16.771	8-48
16.772	opp.
16.856	1955
16.859	»
16.886	»
16.914	»
16.932	»
16.979	»
16.997	»
17.160	»
17.170	»
17.246	8-48
17.286	1955
17.351	»
17.361	»
17.507	»
17.515	»
17.569	»
17.574	»
17.638	»
17.704	»
17.740	»
17.809	»
17.812	»
17.837	»
17.860	»
17.934	»
18.003	»
18.023	1939
18.026	opp.
18.044	1955
18.087	1954
18.136	1955
18.339	»
18.365	1954
18.391	1955
18.482	1954
18.522	1955
18.543	»
18.546	»
18.608	»
18.650	»
18.668	»
18.694	»
18.726	3-48
18.733	1955
18.758	»
18.763	»
18.774	»
18.799	»
18.818	»
18.828	»
18.866	»
18.870	»
18.879	»
18.896	»
18.899	»
18.907	»
18.926	»
18.937	1939
18.939	1955
18.944	»
19.032	»
19.231	»
19.240	»
19.256	»
19.278	»
19.314	10-48
19.331	1952
19.340	1955
19.353	»
19.379	»
19.395	»
19.438	»
19.539	»
19.563	opp.
19.596	1955
19.610	»
19.614	1954
19.636	1955
19.637	»
19.648	»
19.649	1955
19.654	»
19.672	opp.
19.673	»
19.713	1955
19.728	»
19.760	»
19.799	»
19.871	»
19.921	»
19.944	»
19.970	»
19.980	opp.
19.994	1955
20.015	»
20.017	»
20.054	»
20.066	»
20.083	»
20.097	»
20.127	»
20.158	»
20.177	»
20.183	»
20.193	opp.
20.202	1955
20.214	»
20.237	»
20.243	»
20.252	»
20.294	»
20.320	8-48
20.330	1955
20.352	1950
20.374	1955
20.456	»
20.534	»
20.568	»
20.605	»
20.606	»
20.702	»
20.768	»
20.834	»
20.836	»
20.845	»
20.867	»
20.879	»
20.895	»
20.899	»
20.907	»
20.985	»
21.005	»
21.056	»
21.113	»
21.181	»
21.200	»
21.231	»
21.344	1954
21.366	1955
21.424	»
21.440	»
21.445	»
21.476	»
21.482	»
21.484	1954
21.523	1955
21.524	»
21.542	»
21.561	»
21.562	»
21.588	1951
21.598	1955
21.600	1954
21.650	1955
21.673	»
21.687	»
21.699	»
21.724	»
21.740	»
21.782	»
21.906	»
21.930	»
22.043	»
22.151	»
22.154	»
22.164	»
22.201	»
22.220	»
22.246	»
22.273	»
22.304	8-48
22.340	1955
22.387	»
22.388	»
22.431	»
22.434	»
22.443	»
22.450	1954
22.506	1955
22.533	»
22.546	opp.
22.549	1955
22.574	»
22.594	1939
22.624	1955
22.642	»
22.653	»
22.687	»
22.695	»
22.756	»
22.775	»
22.869	»
22.880	»
22.914	»
22.945	»
22.982	»
23.036	»
23.048	»
23.049	»
23.062	»
23.074	»
23.112	»
23.119	»
23.261	»
23.291	1953
23.297	8-48
23.298	1955
23.306	»
23.316	»
23.344	»
23.414	»
23.433	»
23.456	»
23.538	»
23.593	»
23.599	»
23.618	»
23.649	»
23.668	»
23.720	opp.
23.721	»
23.731	1955
23.741	1954
23.791	1955
23.812	»
23.851	1954
23.906	1955
23.914	»
23.944	opp.
23.945	»
23.963	1955
24.022	»
24.024	»
24.037	»
24.042	»
24.046	1922
24.063	1955
24.097	1954
24.097	opp.
24.126	1955
24.136	»
24.197	»
24.207	»
24.219	»
24.247	»
24.269	»
24.310	»
24.318	»
24.357	1954
24.371	1955
24.421	»
24.440	»
24.461	»
24.469	»
24.540	1939
24.545	opp.
24.568	1955
24.647	»
24.685	»
24.709	»
24.761	»
24.830	1955
24.867	»
24.878	1949
24.961	1955
25.073	1953
25.098	1955
25.102	»
25.139	»
25.180	»
25.190	»
25.200	»
25.250	»
25.261	»
25.275	»
25.302	»
25.317	»
25.377	»
25.426	»
25.442	»
25.660	»
25.730	»
25.801	»
25.817	»
25.844	1954
25.903	1955
26.016	»
26.032	8-48
26.060	1955
26.097	»
26.103	»
26.173	»
26.196	»
26.293	»
26.316	1953
26.346	1955
26.393	»
26.482	»
26.532	»
26.539	»
26.626	»
26.635	»
26.686	»
26.718	»
26.757	1954
26.758	1955
26.762	»
26.763	»
26.767	»
26.856	»
26.860	»
26.886	»
26.914	»
26.932	»
26.979	»
26.997	»
27.160	»
27.170	»
27.286	»
27.351	»
27.361	»
27.507	»
27.515	»
27.516	1954
27.568	8-48
27.569	1955
27.574	»
27.576	3-48
27.638	1955
27.704	»
27.740	»
27.809	»
27.812	»
27.837	»
27.860	»
27.934	»
28.003	»
28.044	»
28.136	»
28.224	10-48
28.339	1955
28.391	»
28.412	1950
28.522	1955
28.543	»
28.546	»
28.601	8-48
28.608	1955
28.650	»
28.668	»
28.694	»
28.753	»
28.758	1955
28.763	»
28.774	»
28.790	»
28.818	»
28.828	»
28.866	»
28.868	opp.
28.870	1955
28.879	»
28.893	opp.
28.894	»
28.896	1955
28.899	»
28.907	»
28.926	»
28.939	»
28.944	»
29.032	»
29.231	»
29.240	»
29.256	»
29.278	»
29.340	»
29.353	»
29.379	»
29.395	»
29.438	»
29.539	»
29.596	»
29.610	»
29.626	»
29.627	»
29.648	»
29.649	»
29.654	»
29.713	»
29.717	opp.
29.728	1955
29.760	»
29.799	»
29.871	»
29.921	»
29.914	»
29.970	»
29.994	»
30.015	»
30.017	»
30.054	»
30.066	»
30.083	»
30.097	»
30.127	»
30.129	8-48
30.158	1955
30.177	»
30.183	»
30.202	»
30.210	1952
30.214	1955
30.237	»
30.243	»
30.252	»
30.294	»
30.330	»
30.374	»
30.456	»
30.470	1951
30.534	1955
30.598	»
30.605	»
30.606	»
30.702	»
30.768	»
30.834	»
30.836	»
30.845	»
30.857	»
30.879	»
30.895	»
30.899	»
30.907	»
30.985	»
31.005	»
31.056	»
31.113	»
31.120	1950
31.181	1955
31.209	»
31.231	»
31.366	»
31.424	»

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
31.440	1955
31.445	»
31.476	»
31.482	»
31.523	»
31.524	»
31.542	»
31.561	»
31.562	»
31.598	»
31.650	»
31.650	opp.
31.673	1955
31.687	»
31.698	1954
31.699	1955
31.724	»
31.740	»
31.768	opp.
31.782	1955
31.855	1954
31.906	1955
31.939	»
32.043	»
32.151	»
32.154	»
32.164	»
32.201	»
32.220	»
32.246	»
32.255	1954
32.273	1955
32.340	»
32.375	opp.
32.387	1955
32.388	»
32.431	»
32.434	»
32.443	»
32.475	1939
32.492	opp.
32.506	1955
32.533	»
32.549	»
32.574	»
32.624	»
32.642	»
32.653	»
32.687	»
32.695	»
32.756	»
32.775	»
32.865	1954
32.869	1955
32.880	»
32.914	»
32.928	1954
32.945	1955
32.982	»
33.036	»
33.048	»
33.049	»
33.052	»
33.074	»
33.112	»
33.119	»
33.261	»
33.298	»
33.299	1954
33.306	1955
33.316	»
33.344	»
33.414	»
33.433	»
33.456	»
33.538	»
33.593	»
33.599	»
33.617	1954
33.618	1955
33.649	»
33.668	»
33.731	»
33.791	»
33.812	»
33.906	»
33.944	»
33.963	»
33.993	»
34.022	»
34.024	»
34.037	1955
34.042	»
34.063	»
34.126	»
34.136	»
34.197	»
34.207	»
34.219	»
34.222	1952
34.247	1955
34.269	»
34.310	»
34.318	»
34.371	»
34.410	1954
34.421	1955
34.436	10-48
34.437	1954
34.440	1955
34.441	1954
34.456	3-48
34.461	1955
34.469	»
34.568	»
34.647	»
34.685	»
34.709	»
34.723	3-48
34.754	opp.
34.761	1955
34.830	»
34.867	»
34.954	1954
34.961	1955
35.036	opp.
35.096	»
35.098	1955
35.102	»
35.139	»
35.180	»
35.190	»
35.200	»
35.250	»
35.261	»
35.275	»
35.302	»
35.317	»
35.377	»
35.426	»
35.442	»
35.601	1937
35.650	1955
35.700	opp.
35.730	1955
35.801	»
35.817	»
35.832	8-48
35.993	1955
36.016	»
36.060	»
36.097	»
36.103	»
36.131	opp.
36.173	1955
36.196	»
36.199	opp.
36.200	»
36.293	1955
36.332	1954
36.346	1955
36.393	»
36.482	»
36.532	»
36.539	»
36.626	»
36.635	»
36.686	»
36.689	1952
36.718	1955
36.732	8-48
36.758	1955
36.762	»
36.763	»
36.767	»
36.856	»
36.859	»
36.886	»
36.914	»
36.918	8-48
36.918	opp.
36.932	1955
36.979	1955
36.997	»
37.160	»
37.170	»
37.249	1954
37.286	1955
37.351	»
37.361	»
37.507	»
37.515	»
37.569	»
37.574	»
37.638	»
37.704	»
37.740	»
37.809	»
37.812	»
37.837	»
37.860	»
37.934	»
37.971	opp.
38.003	1955
38.017	1954
38.044	1955
38.136	»
38.339	»
38.391	»
38.521	1954
38.522	1955
38.523	1953
38.543	1955
38.546	»
38.608	»
38.650	»
38.668	»
38.694	»
38.730	1951
38.733	1955
38.758	»
38.763	»
38.774	»
38.799	»
38.818	»
38.828	»
38.866	»
38.870	»
38.879	»
38.896	»
38.899	»
38.907	»
38.926	»
38.930	1949
38.930	opp.
38.931	»
38.932	»
38.933	8-48
38.933	opp.
38.939	1955
38.944	»
39.032	»
39.231	»
39.240	»
39.256	»
39.271	8-48
39.278	1955
39.340	»
39.353	»
39.379	»
39.395	»
39.438	»
39.472	1954
39.539	1955
39.596	»
39.610	»
39.626	»
39.627	»
39.641	opp.
39.642	»
39.648	1955
39.649	»
39.654	»
39.713	»
39.728	»
39.760	»
39.771	1939
39.799	1955
39.871	»
39.921	»
39.944	»
39.958	1950
39.970	1955
39.994	»
40.015	1955
40.017	»
40.054	»
40.066	»
40.083	»
40.097	»
40.127	»
40.158	»
40.177	»
40.183	»
40.202	»
40.214	»
40.237	»
40.243	»
40.252	»
40.294	»
40.330	»
40.374	»
40.456	»
40.534	»
40.598	»
40.605	»
40.606	»
40.702	»
40.768	»
40.834	»
40.836	»
40.845	»
40.857	»
40.879	»
40.895	»
40.899	»
40.907	»
40.928	1954
40.985	1955
41.005	»
41.056	»
41.113	»
41.118	opp.
41.122	»
41.181	1955
41.199	3-48
41.200	1955
41.231	»
41.366	»
41.424	»
41.440	»
41.445	»
41.476	»
41.482	»
41.523	»
41.524	»
41.542	»
41.561	»
41.562	»
41.598	»
41.630	1949
41.650	1955
41.671	1953
41.673	1955
41.687	»
41.699	»
41.724	»
41.740	»
41.767	opp.
41.782	1955
41.906	»
41.912	1937
41.912	opp.
41.939	1955
42.043	»
42.141	1936
42.151	1955
42.154	»
42.164	»
42.201	»
42.220	»
42.246	»
42.273	»
42.285	10-48
42.340	1955
42.387	»
42.388	»
42.431	»
42.434	»
42.443	»
42.506	»
42.533	»
42.549	»
42.574	»
42.624	»
42.642	»
42.653	»
42.687	1955
42.695	»
42.756	»
42.775	»
42.869	»
42.880	»
42.914	»
42.945	»
42.982	»
43.036	»
43.048	»
43.049	»
43.062	»
43.070	1954
43.074	1955
43.112	»
43.119	»
43.192	1954
43.202	»
43.261	1955
43.298	1955
43.306	»
43.316	»
43.344	»
43.354	3-48
43.414	1955
43.433	»
43.456	»
43.464	8-48
43.538	1955
43.593	»
43.599	»
43.618	»
43.627	1954
43.649	1955
43.668	»
43.731	»
43.791	»
43.812	»
43.906	»
43.944	»
43.963	»
43.993	»
44.022	»
44.024	»
44.037	»
44.042	»
44.063	»
44.126	»
44.136	»
44.197	»
44.207	»
44.219	»
44.247	»
44.269	»
44.310	»
44.318	»
44.371	»
44.421	»
44.440	»
44.461	»
44.469	»
44.568	»
44.581	1949
44.647	1955
44.685	»
44.709	»
44.761	»
44.830	»
44.867	»
44.961	»
45.069	opp.
45.071	»
45.098	1955
45.102	»
45.139	»
45.162	8-48
45.180	1955
45.190	»
45.200	»
45.250	»
45.261	»
45.275	»
45.302	»
45.317	»
45.377	»
45.426	»
45.442	»
45.650	»
45.730	»
45.801	»
45.817	»
45.850	10-48
45.875	1954
45.889	»
45.918	»
45.957	»
45.982	1953
45.993	1955
46.016	»
46.060	»
46.097	»
46.103	»
46.173	»
46.196	»
46.293	»
46.346	»
46.393	»
46.431	8-48
46.482	1955
46.498	opp.
46.499	»
46.500	»
46.532	1955
46.539	»
46.600	opp.
46.626	1955
46.635	»
46.686	»
46.718	»
46.758	»
46.762	»
46.763	»
46.767	»
46.856	»
46.850	»
46.886	»
46.914	»
46.932	»
46.979	»
46.997	»
47.160	»
47.170	»
47.248	1953
47.249	1954
47.296	1955
47.339	opp.
47.340	»
47.361	1955
47.361	»
47.507	»
47.515	»
47.569	»
47.574	»
47.638	»
47.704	»
47.725	8-48
47.740	1955
47.809	»
47.812	»
47.837	»
47.860	»
47.934	»
48.003	»
48.044	»
48.136	»
48.336	opp.
48.337	»
48.339	1955
48.363	opp.
48.391	1955
48.398	opp.
48.457	1954
48.522	1955
48.543	»
48.546	»
48.604	opp.
48.608	1955
48.650	»
48.668	»
48.694	»
48.733	»
48.758	»
48.763	»
48.774	»
48.799	»
48.818	»
48.828	»
48.866	»
48.870	»
48.879	»
48.896	»
48.899	»
48.907	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
48.926	**1955**	48.982	opp.	**49.278**	**1955**	49.450	1954	**49.648**	**1955**	**49.799**	**1955**
48.939	»	48.983	»	**49.340**	»	**49.530**	**1955**	**49.649**	»	**49.871**	»
48.944	»	**49.032**	**1955**	**49.353**	»	**49.596**	»	**49.654**	»	**49.921**	»
48.950	8-48	**49.231**	»	**49.379**	»	**49.610**	»	**49.713**	»	**49.944**	»
48.956	1949	**49.240**	»	**49.395**	»	**49.626**	»	**49.726**	»	**49.970**	»
48.957	8-48	**49.256**	»	**49.438**	»	**49.627**	»	**49.760**	»	**49.994**	»

Numéro du coupon devant être attaché au titre.

Remboursement	1922	(15e tirage),	coupon	31,	avril	1923.	Remboursement	1936	(29e tirage),	coupon	59, avril 1937.
—	1923	(16e tirage),	—	33,	—	1924.	—	1937	(30e tirage),	—	61, — 1938.
—	1924	(17e tirage),	—	35,	—	1925.	—	1938	(31e tirage),	—	63, — 1939.
—	1925	(18e tirage),	—	37,	—	1926.	—	1939	(32e tirage),	—	65 — 1940.
—	1926	(19e tirage),	—	39,	—	1927.	— mars	1948	(33e tirage),	—	81, — 1948.
—	1927	(20e tirage),	—	41,	—	1928.	— août	1948	(34e tirage),	—	82, oct. 1948.
—	1928	(21e tirage),	—	43,	—	1929.	— oct.	1948	(35e tirage),	—	83, avril 1949.
—	1929	(22e tirage),	—	45,	—	1930.	—	1949	(36e tirage),	—	85, — 1950.
—	1930	(23e tirage),	—	47,	—	1931.	—	1950	(37e tirage),	—	87, — 1951.
—	1931	(24e tirage),	—	49,	—	1932.	—	1951	(38e tirage),	—	89, — 1952.
—	1932	(25e tirage),	—	51,	—	1933.	—	1952	(39e tirage),	—	91, — 1953.
—	1933	(26e tirage),	—	53,	—	1934.	—	1953	(40e tirage),	—	93, — 1954.
—	1934	(27e tirage),	—	55,	—	1935.	—	1954	(41e tirage),	—	95, — 1955.
—	1935	(28e tirage),	—	57,	—	1936.	—	1955	(42e tirage),	—	97, — 1956.

AVIS DIVERS

Conseil de la dette publique répartie de l'ancien empire ottoman

7, RUE MEYERBEER, PARIS (9e)

DETTE PUBLIQUE OTTOMANE

Avis de payement aux porteurs des récépissés provisoires.

Le conseil de la dette publique répartie de l'ancien empire ottoman porte à la connaissance des intéressés qu'il a décidé de procéder à une répartition des sommes inscrites au fonds de réserve spécial créé à l'intention des porteurs de récépissés provisoires d'emprunts ottomans.

Cette répartition se traduit par un payement contre retrait du coupon n° 2 desdits récépissés à raison des montants bruts ci-après, calculés suivant les droits de chaque catégorie de récépissés:

EMPRUNTS	£	sh.	d.
1° Bons d'arriérés, séries A	0	1	2
2° Emprunts 5 0/0 1914 et 5 0/0 1928	0	0	5
3° Dette unifiée; Lots turcs amortis à 240 F; Emprunts 5 0/0 1896; Tedjhizat-Askérié; Bagdad, séries I, II et III; Douanes 1911	0	0	4
4° Lots turcs non sortis aux tirages; Emprunts Osmanié 1890; Priorité Tombac; Chemins de fer orientaux; Douanes 1902; Pêcheries 1903; 4 0/0 1904; 4 0/0 1901-1905; 4 0/0 1908; 4 0/0 1909; Soma-Panderma; Hodeïda-Sanaa; Bons d'arriérés, séries B et C	0	0	3
5° Lots turcs primés à:			
400.000 F	25	11	4
200.000 F	12	15	8
30.000 F	1	18	4
10.000 F	0	12	9
4.000 F	0	5	1
2.500 F	0	3	2
2.000 F	0	2	7
1.250 F	0	1	7
1.000 F	0	1	3

Les montants en livres sterling énoncés plus haut seront payés, dans les pays autres que l'Angleterre, à raison de leur équivalent en monnaie locale, au cours du change officiel pratiqué pour l'encaissement des coupons et compte tenu de la réglementation des changes en vigueur dans chaque pays.

Le payement du coupon n° 2 commencera le 1er octobre 1955 et sera assujetti à la prescription quinquennale.

Il sera soumis à la taxation ou exempté des taxes suivant la législation fiscale de chaque pays.

En France, l'administration financière a décidé que la taxe proportionnelle des valeurs mobilières serait exigible au taux réduit de 8 0/0.

Les places de payement et les établissements domiciliataires sont indiqués ci-après:

France: Banque ottomane, Paris;
Angleterre: Banque ottomane, Londres;
Belgique: Banque de Paris et des Pays-Bas, Bruxelles; Banque de Bruxelles, Anvers;
Hollande: Amsterdamsche Bank, Amsterdam;
Italie: Banca Commerciale Italiana, Milan;
Suisse: Société de banque suisse, Bâle; Banque de Paris et des Pays-Bas, Genève; Crédit suisse, Zurich;
Turquie: Banque centrale de la république de Turquie, Ankara; Banque ottomane et Banque centrale de la République de Turquie, Istanbul.

Il est rappelé, à toutes fins utiles, que les coupons n° 2 détachés des récépissés provisoires de Lots turcs primés, ne peuvent pas être présentés au payement sur la place de Londres.

Conseil de la dette publique répartie de l'ancien empire ottoman.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETABLISSEMENTS CLASSES

Avis d'autorisation.

Par arrêté du préfet de police en date du 1er juin 1955, la société Camaly-Lagardelle est autorisée à installer à Paris, 37, rue de Charonne, un atelier de découpage des métaux par choc mécanique (2e classe).

Copie dudit arrêté déposée aux archives du commissariat de police du quartier de la Roquette, où tout intéressé pourra prendre connaissance des conditions auxquelles cette autorisation est subordonnée.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

10 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Pamiers. **Association amicale des anciens élèves du collège de Pamiers.** But: entretien des relations d'amitié formées au collège; aide aux membres de l'association et aux élèves; fondation de prix destinés à stimuler l'ardeur des élèves au travail. Siège social: dans les locaux du collège de Pamiers (Ariège).

11 août 1955. Déclaration à la préfecture de Montauban. **Saint-Hubert lacourtois.** But: protection du gibier, destruction des nuisibles. Siège social: salle Tissinié, Lacourt-Saint-Pierre.

15 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **La Diane Rozonnaise.** But: développement du gibier, protection des propriétés et récoltes. Siège social: chez M. Saison, à Blauzac, par les Costes-Gozons (Aveyron).

16 août 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Cercle échiquéen de Paris-Est.** But: développer la pratique du jeu d'échecs. Siège social: 23, rue d'Alsace, Paris.

17 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Dole. **La Séduisante.** But: société de chasse, protection du gibier et répression du braconnage. Siège social: mairie de Nenon (Jura).

18 août 1955. Déclaration à la préfecture de Quimper. **Centre d'études techniques agricoles de la région de Quimper.** But: procurer à ses membres les moyens d'améliorer la gestion et l'exploitation de leur ferme. Siège social: chez M. Vincent Le Floch, exploitant agricole, Kerennet en Ploneis.

18 août 1955. Déclaration à la préfecture de Quimper. **Centre d'études techniques agricoles du cap Sizun.** But: procurer à ses membres les moyens d'améliorer la gestion et l'exploitation de leur ferme. Siège social: chez M. Moalic, exploitant agricole, Kerlaouenan en Mahalon.

20 août 1955. Déclaration à la préfecture de Besançon. Société de chasse **Le Grand Bois.** But: répression du braconnage, destruction des nuisibles, repeuplement et conservation du gibier, constitution de réserves, respect des cultures. Siège social: mairie de Villers-Grelot.

21 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. **Cœurs vaillants de Saint-Marc-le-Blanc.** But: développer, par l'emploi rationnel du jeu et des sports, les forces physiques et morales des enfants. Siège social: presbytère de Saint-Marc-le-Blanc (Ille-et-Vilaine).

25 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer. **Association de parents d'élèves du cours privé mixte Jeanne-d'Arc.** But: toute activité susceptible d'apporter un soutien utile à la vie de l'école et collaboration efficace à l'action des maîtres, entr'aide familiale, œuvres sociales, péri ou postscolaires. Siège social: 36, rue de la Paix, le Touquet (Pas-de-Calais).

25 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Provins. **Association de chasse de la Grande Bosse.** But: amélioration de la chasse, poursuite des délits de chasse. Siège social: chez M. Lefèvre Pontalis, Saint-Sauveur-les-Bray (Seine-et-Marne).

26 août 1955. Déclaration à la préfecture de la Guadeloupe. **La Eutineuse.** But: prendre soin de l'école, resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre ses membres. Siège social: école de garçons de Pointe-Noire.

27 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Bayeux. **Groupement médico-légal des entreprises transformatrices de produits alimentaires de la région d'Isigny.** But: assurer le service médico-légal du personnel de plusieurs entreprises d'Isigny et de la région. Siège social: avenue de la Tour-du-Pin, Isigny-sur-Mer (Calvados).

27 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Redon. **Association culturelle et économique des écoles paroissiales de Guichen.** But: encourager la scolarité et la postscolarité, fortifier la santé et l'hygiène des élèves, rémunérer le personnel, obtenir des secours. Siège social: école paroissiale des garçons, Guichen (Ille-et-Vilaine).

27 août 1955. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Les Amis de la plage du Moulin.** But: améliorer sous toutes ses formes la plage du Moulin. Siège social: chez M. Dumont, café, restaurant, plage du Moulin, Etables-sur-Mer.

29 août 1955. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Association d'éducation populaire de l'école privée du Faouët.** But: création et gestion dans la commune du Faouët d'établissements scolaires, postscolaires et périscolaires d'éducation populaire. Siège social: école privée, bourg du Faouët, par Lanvollon.

30 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. **Association des chasseurs d'Avrainville.** But: mise en commun des droits de chasse, destruction des animaux nuisibles, répression du braconnage. Siège social: mairie d'Avrainville (Seine-et-Oise).

30 août 1955. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Sekerech Boy's.** But: activité musicale. Siège social: 18, chemin de Ferro-Lèbres, Toulouse.

30 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Oloron. **Bon Secours.** But: assister physiquement, moralement et socialement les vieillards, infirmes, malades, convalescents. Siège social: hôpital Saint-Antoine, Tardets (Basses-Pyrénées).

31 août 1955. Déclaration à la préfecture de Quimper. **Association Amis de l'école Immaculée-Conception de Pont-Croix.** But: création, soutien, développement et gestion dans la commune de Pont-Croix d'établissements scolaires, postscolaires et périscolaires d'éducation populaire. Siège social: école Notre-Dame de l'Immaculée-Conception, place de l'Eglise, Pont-Croix.

MODIFICATIONS

3 août 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Brest. **Fédération des œuvres laïques du Finistère.** Modification des statuts par adjonction au but: réunir les efforts isolés des sociétés; soutenir et propager l'idéal laïque; mettre au service de chacun l'appui moral, matériel et financier de la société; rechercher et diffuser les techniques propres à concourir à l'éducation morale et civique et au développement culturel de ses adhérents; organiser toutes activités concourant à l'éducation populaire dans un sens laïque. Siège social. 36, rue de Siam, Brest (Finistère).

8 août 1955. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **L'Amicale des Savoyards de Toulouse et de la région «La Savoyarde»** transfère son siège social du bar-tabac Le Celtic, 48, rue de la République, Toulouse, au Claris-Bar, rue de la Baraille, Toulouse.

29 août 1955. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **L'Avenir Saint-Cyprien toulousain** renouvelle son bureau et transfère son siège social du café des Sports, 238, rue Henri-Desbals, Toulouse, au café Tivoli, 5, avenue Etienne-Billières, Toulouse.

2 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montluçon. L'Amicale des accordéonistes montluçonnais change son titre qui devient: **Société des accordéonistes montluçonnais** et transfère son siège social du café Riche, 68, boulevard de Courtais, Montluçon, chez M. Michon, 1, rue Stéphane-Servant, Montluçon (Allier).

5 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de Toulouse. Le Cercle d'études des sciences traditionnelles change son titre qui devient: **Centre de radiesthésie France-Asie** et transfère son siège social du 17, rue Pharaon, Toulouse, au 60, rue Pargaminières, Toulouse.

Paris — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

Vient de paraître :

ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 et le règlement d'administration publique n° 46-1378 du 8 juin 1946, qui constituent les **TEXTES DE BASE DE LA SECURITE SOCIALE,** ont été mis à jour à la date du 20 août 1955 et réunis dans une brochure, tirée sur beau papier et sous couverture forte, portant le **n° 1035,** mise en vente ou expédiée franco par la Direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire. Paris (7e), au prix de **200 F.**

(*Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal* [*C. C. P.* 9063-13 *Paris*].)